

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC EN OUTAOUAIS

**ÉVOLUTION DES COOPÉRATIVES INUITES DU NUNAVIK ET NOUVELLES
GÉNÉRATIONS : PERSPECTIVES ET DÉFIS**

MÉMOIRE PRÉSENTÉ À

L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC EN OUTAOUAIS

Comme exigence partielle du programme de
maîtrise ès arts en développement régional

PAR

DOMINIQUE MARCHESSAULT

11 juin 2014

REMERCIEMENTS

Le projet de recherche à l'origine de ce mémoire a bénéficié du soutien financier du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada et de la Fondation Desjardins. Merci! Un grand merci aussi à la Fédération des coopératives du Nouveau-Québec pour son soutien considérable.

Merci à André Martin pour son précieux temps et son soutien dans mes démarches. Un grand merci à Elaine Métras pour son enthousiasme envers ce projet et pour l'opportunité unique qu'elle m'a offerte. Finally, at the end of this magnificent chain, a very special thank you to Caroline Alexander. Caroline, I would like to thank you from the bottom of my heart for the wonderful time we spent together up north. Thank you for all the precious work you did with me. Thank you for your wisdom, for the laughs we had, and for everything you made me discover with passion! Thank you to all members, employees and managers of cooperatives who generously agreed to give me their time and confidence in interviews. Nakurmiik!

Mes plus sincères remerciements à Thibault Martin qui m'a pris sous son aile dès le début de cette aventure et qui m'a permis de m'approprier un sujet qui me passionne. Merci pour tes commentaires, rétroactions et encouragements tout au long du processus. Tu as su me cerner, gérer mes angoisses et m'aider à retrouver le chemin qui m'animait profondément. Merci!

Un grand merci à mes proches et amis qui ont été présents et m'ont soutenu sur ce long chemin. Un remerciement tout spécial à mes parents, Guy et Jacqueline, pour leurs relectures si appréciées, pour toutes les discussions enrichissantes ainsi que pour leur soutien et leur patience indéfectibles. Finalement, merci du fond du cœur à Olivier. Merci pour tes encouragements, ton soutien à tous les niveaux, tes conseils éclairés, tes relectures fécondes, ton inestimable temps, ton dévouement, ta générosité, ta disponibilité... Merci d'avoir cru en moi. Merci d'être là.

RÉSUMÉ

Ce mémoire de maîtrise explore les effets du renouvellement des membres des organisations coopératives inuites du Nunavik sur leur dynamisme et leur vigueur. Il établit tout d'abord les liens théoriques entre les concepts d'économie sociale (coopérative, plus particulièrement), d'action collective, de mouvement social et de renouvellement des générations. Il tente ensuite de faire la lumière sur ces interactions par l'entremise d'une enquête de terrain réalisée en avril 2011 dans deux communautés inuites du Nunavik, Quaqtuq et Puvirnituk. Cette étude de cas inductive et exploratoire a été effectuée grâce à la réalisation de quinze entretiens semi-dirigés avec des membres, employés et gestionnaires des deux coopératives analysées. Il en ressort d'abord que la modification du rapport des Nunavimmiut à l'économie ainsi que l'évolution des relations entre les générations (deux facteurs externes aux coopératives) constituent une double menace face au dynamisme historique et à la vigueur des coopératives inuites du Nunavik. De plus, la relative inadéquation de l'éducation coopérative offerte aux nouvelles générations (facteur interne) semble actuellement constituer une faiblesse du mouvement coopératif au Nunavik. En revanche, l'importante institutionnalisation de ce mouvement apparaît comme une force (facteur interne). Ce mémoire se conclut en demandant si une mobilisation massive des communautés inuites pourrait permettre de transformer ces défis en opportunités. Il répond à cette question par l'affirmative en soulignant que, pour ce faire, l'éducation coopérative devrait être mieux adaptée aux jeunes générations afin de les sensibiliser et encourager à participer au mouvement pour assurer son dynamisme et sa vitalité.

Mots-clés

Inuits; Nunavik; coopératives; éducation coopérative; renouvellement des générations.

ABSTRACT

This master thesis explores the effects of membership renewal in Nunavik's Inuit coops on their vitality and dynamism. First, it establishes the theoretical links between the concepts of social economy (cooperative, especially), collective action, social movement and generational renewal. On the other hand, it attempts to shed light on these interactions in practice through a field case study conducted in April 2011 in two Inuit communities in Nunavik – Quaqtaq and Puvirnituk. This inductive and exploratory case study was performed by conducting semi-structured interviews with fifteen members, employees and managers of the two cooperatives analyzed. It reveals that the transformation of the relationship of both the Nunavimmiut to the economy and the relations between generations (two external factors) appears as a double threat to the vitality and dynamism of the Inuit coops of Nunavik. In addition, the relative inadequacy of cooperative education offered in relation to new generations (an internal factor) currently appears to be a weakness of the cooperative movement in Nunavik. In contrast, the significant institutionalization of the movement appears as an internal strength. This thesis concludes by asking whether a massive mobilisation of Inuit communities is necessary to transform these challenges into opportunities. It answers this question in the affirmative, noting that, in order to do so, cooperative education will have to be better suited for younger generations to raise awareness and involve them in the movement to insure its dynamism and vitality in Nunavik.

Keywords

Inuit; Nunavik; cooperatives; cooperative education; generational renewal

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS	II
RÉSUMÉ	III
ABSTRACT	IV
TABLE DES MATIÈRES	V
LISTE DES TABLEAUX ET FIGURES	IX
LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES	X
INTRODUCTION	1
1. PROBLÉMATIQUE	5
1.1 PORTRAIT GÉNÉRAL	5
1.2 HISTORIQUE.....	6
1.2.1 Premiers contacts	6
1.2.2 Établissement des postes de traite	7
1.2.3 Intervention des gouvernements	8
1.2.4 Émergence et développement du mouvement coopératif	10
1.2.5 Répercussions du mouvement coopératif	12
1.2.6 La Convention de la Baie-James et du Nord québécois et ses institutions	15
1.3 SITUATION ACTUELLE ET PROBLÈME EN DISCUSSION	18
1.4 QUESTIONS DE RECHERCHE	20

1.5 OBJECTIFS ET SOUS-OBJECTIFS DE RECHERCHE	20
2. CADRE CONCEPTUEL.....	22
2.1 ÉCONOMIE SOCIALE.....	22
2.2 COOPÉRATIVES.....	28
2.2.1 Éducation coopérative.....	30
2.3 MOUVEMENT COOPÉRATIF ET RENOUVELLEMENT DES GÉNÉRATIONS.....	31
2.3.1 Mouvement coopératif et action collective.....	31
2.3.2 Renouveau des générations et évolution des coopératives	35
2.4 CONCLUSION	38
3. DÉMARCHE MÉTHODOLOGIQUE	41
3.1 CHOIX MÉTHODOLOGIQUES	41
3.1.1 Posture épistémologique subjectiviste	41
3.1.2 Méthode qualitative	42
3.1.3 Raisonnement inductif	44
3.1.4 Recherche exploratoire	46
3.1.5 Étude de cas	47
3.1.6 Recherche en partenariat.....	48
3.2 COLLECTE DE DONNÉES	49
3.2.1 Étude préliminaire.....	49
3.2.2 Enquête de terrain	50
3.3 ANALYSE DE DONNÉES/ STRUCTURE DE LA PREUVE	54
3.4 ÉTHIQUE	54
3.5 JUSTIFICATIONS, CONTRAINTES ET LIMITES	55

4. PRÉSENTATION DES RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE DE TERRAIN	59
4.1 MODIFICATION DU RAPPORT À L'ÉCONOMIE.....	60
4.1.1 Le rapport à l'argent et au travail.....	60
4.1.2 Compétitivité des coopératives	63
4.2 ÉDUCATION COOPÉRATIVE	63
4.2.1 Information	64
4.2.2 Formation	66
4.2.3 Éducation	67
4.3 RELATIONS ENTRE LES GÉNÉRATIONS	67
4.3.1 Un fossé entre les générations.....	68
4.3.2 Des problèmes de communication	69
4.4 RELATIONS DE LA COMMUNAUTÉ AVEC LA COOPÉRATIVE.....	69
4.4.1 Perception de la coopérative par les membres de la communauté.....	70
4.4.2 Perception de l'engagement des jeunes dans la coopérative	74
4.4.3 Réponse aux besoins de la communauté.....	75
4.4.4 Perception de la FCNQ par la communauté	79
4.5 CONCLUSION	81
5. ANALYSE DES RÉSULTATS	83
5.1 MODIFICATION DU RAPPORT À L'ÉCONOMIE.....	83
5.2 ÉDUCATION COOPÉRATIVE	86
5.3 RELATIONS ENTRE LES GÉNÉRATIONS	88
5.4 RELATIONS DE LA COMMUNAUTÉ AVEC LA COOPÉRATIVE.....	89
5.4.1 Perception de la coopérative par les membres de la communauté.....	89
5.4.2 Perception de l'engagement des jeunes dans la coopérative	92
5.4.3 Réponse aux besoins de la communauté.....	93

5.4.4 Perception de la FCNQ par la communauté	94
5.5 CONCLUSION	96
CONCLUSION	97
BIBLIOGRAPHIE.....	103
ANNEXES	110
ANNEXE 1 : CARTE DU NUNAVIK 1997. VILLAGES DU NUNAVIK	111
ANNEXE 2 : GRILLES D'ENTRETIENS POUR L'ENQUÊTE DE TERRAIN.....	112
ANNEXE 3 : FORMULAIRE DE CONSENTEMENT POUR LES PARTICIPANTS À L'ENQUÊTE DE TERRAIN.....	116
ANNEXE 4 : LISTE DES ENTRETIENS EFFECTUÉS LORS DE L'ENQUÊTE DE TERRAIN	119

LISTE DES TABLEAUX ET FIGURES

		Page
Figure 1	Le triangle dit de « Evers »	26
Figure 2	Les composantes d'un mouvement social	32
Tableau 1	L'entreprise collective comme mobilisation sociale : les trois dimensions	34

LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

Sigles	Signification
ARK	Administration régionale Kativik
CBH (HBC)	Compagnie de la Baie-d'Hudson / <i>Hudson Bay Comapny</i>
CBJNQ	Convention de la Baie James et du Nord québécois
CCQ	Conseil de la coopération du Québec
FCNQ	Fédération des coopératives du Nouveau-Québec
NQIA	<i>Northern Quebec Inuit Association</i>

INTRODUCTION

Le déclenchement du mouvement coopératif s'est fait quand les Inuits ont entrepris de travailler de façon solidaire en vue d'améliorer leur situation sociale et économique.

– Aipilie Napartok p. 85 (Tulugak et Murdoch, 2007)

Dès son implantation dans les villages inuits du Nord-du-Québec, le modèle coopératif est devenu un outil de développement privilégié pour les communautés, à la fois viable économiquement et équitable socialement. Comme dans le reste de la province, le mouvement coopératif a en effet aidé les communautés à s'autonomiser et à se développer des points de vue social, économique, politique et identitaire (Chabot, 2008; D'Amours, 2006; Defourny, Develtere et Fonteneau, 1999; Favreau, 2010a, 2010c; Martin, Molina et Lafleur, 2008). Le mouvement coopératif du Nunavik a su mobiliser les populations inuites contre leur dépendance économique envers l'économie de traite et l'État. Il les a également dotées d'institutions jouant un rôle clé dans la réappropriation de leur développement. Le succès incontestable du mouvement coopératif du Nunavik, qui donna naissance dans les années 1970 à la Fédération des coopératives du Nouveau-Québec (FCNQ), illustre donc le rôle central que joua l'économie solidaire dans le développement du Nord. Les coopératives, créées dans la seconde moitié du XX^e siècle, sont encore présentes et actives dans l'offre de biens et services aux Inuits et ont un poids économique considérable dans plusieurs communautés.

Le mouvement coopératif inuit a suscité l'intérêt du monde de la recherche jusqu'à la fin des années 1980 (Arbess, 1966; Beaulieu, 1983; Beaulieu et Minguy-Dechêne, 1980; Charron et Lévesque, 1979; Duhaime, 1988; Le Jeune, 1969; Oukituk, 1971; Simard, 1982a, 1982b). Depuis, peu d'auteurs se sont intéressés à l'évolution de ces entreprises collectives et au rôle

qu'elles jouent actuellement dans le développement socioéconomique inuit. En effet, il existe depuis lors un vide dans la littérature par rapport à cette question qui mérite pourtant d'être comblé. Depuis le développement des institutions découlant de la Convention de la Baie-James et du Nord Québécois (CBJNQ) et l'augmentation importante de la proportion de jeunes dans les communautés, un défi considérable se présente à ces communautés et à leurs coopératives. Face à ce constat, nous désirons comprendre la place qu'occupent aujourd'hui les coopératives dans les communautés inuites du Nunavik. Ce mémoire de maîtrise s'intéresse donc aux effets du renouvellement des générations sur le dynamisme des coopératives dans les communautés inuites du Nunavik et a pour principal objectif d'explorer la relation des nouvelles générations envers les coopératives de leur communauté.

Pour y arriver, une étude préliminaire a d'abord été réalisée afin de mieux comprendre le contexte coopératif inuit et cerner la problématique de recherche de ce renouvellement des générations. La recension des écrits effectuée a permis de produire un état de la question sur l'historique des coopératives inuites du Nunavik et de cibler les lacunes à combler dans la littérature récente sur le sujet. Une enquête sur le terrain a ensuite été menée en avril 2011 dans les villages inuits de Quaqtuq et de Puvirnituk au cours de laquelle 15 entretiens semi-dirigés ont été réalisés pour recueillir des informations afin de répondre à la question de recherche. Les répondants étaient des membres, des employés ou du personnel de gestion des coopératives et étaient de groupes d'âge variés.

Dans un contexte où la littérature récente sur le sujet est limitée, l'étude de cas a été privilégiée pour étudier le rôle actuel des coopératives et la relation que les communautés entretiennent avec leur coopérative respective. Une méthode de recherche qualitative ainsi qu'une démarche inductive et exploratoire semblaient être les plus adaptées pour répondre à la question de

recherche et atteindre les objectifs en découlant. Bien que limitée dans son envergure en raison de facteurs de natures technique, méthodologique et humaine, cette recherche souhaite ouvrir des questionnements et offrir des pistes de réflexion pour des études futures.

Dans le premier chapitre, un portrait général du Nunavik est brossé et un survol historique présente le contexte de création et de développement des coopératives. La recherche préliminaire a aussi permis d'identifier les répercussions du mouvement coopératif sur les communautés inuites du Nunavik ainsi que les différents éléments historiques qui ont pu avoir une influence sur l'évolution des coopératives dans la littérature existante. Ces éléments permettent ensuite de cerner plus précisément la situation actuelle et le problème en discussion ainsi que de contextualiser la question et les objectifs de recherche.

Dans le deuxième chapitre, les divers éléments théoriques jugés utiles pour encadrer l'analyse des données recueillies lors de l'enquête de terrain réalisée au Nunavik sont présentés. Les liens entre l'économie sociale (coopérative, plus particulièrement), l'action collective et les mouvements sociaux sont tissés pour permettre une meilleure compréhension de l'évolution de l'économie sociale au fil des générations.

Le troisième chapitre expose la démarche méthodologique adoptée dans le cadre de cette recherche. Les choix méthodologiques privilégiés pour cette étude sont donc décrits pour saisir le contexte dans lequel elle a été réalisée et les différentes étapes pour y arriver. Les outils de collecte de données, la méthode d'analyse de ces données, les considérations éthiques ainsi que les justifications, contraintes et limites de cette recherche sont par la suite présentés.

Dans le quatrième chapitre, les résultats de l'enquête de terrain sont exposés selon les différentes thématiques abordées par les personnes interviewées en avril 2011 dans les deux communautés

du Nunavik. Les thèmes (1) de la modification du rapport des Nunavimmiut¹ à l'économie, (2) de l'éducation coopérative, (3) de la relation entre les générations ainsi que (4) de la relation entre la communauté et la coopérative y sont développés. Ces catégories émergentes permettent d'explorer les différents aspects et dimensions de l'impact du renouvellement des générations sur la vigueur et le dynamisme des coopératives.

Le cinquième chapitre propose ensuite une analyse des données présentées au chapitre précédent. Des liens sont ainsi établis entre l'historique de l'évolution des coopératives (présenté dans le chapitre consacré à la problématique), les éléments théoriques du cadre conceptuel, tous deux issus de la littérature, et les propos recueillis dans le cadre de l'enquête de terrain. Cette analyse vise à mieux comprendre l'impact du renouvellement des générations sur le dynamisme des coopératives inuites du Nunavik.

Finalement, la conclusion cible les grandes lignes de ce mémoire et présente les principaux constats et questionnements émergeant de cette recherche.

¹ Habitants du Nunavik.

1. PROBLÉMATIQUE

Nous assistions à la disparition de nos coutumes ancestrales et, du même coup, de notre aptitude à assurer notre survie. Nous nous sentions de plus en plus sous le contrôle des “patrons”, qui connaissaient peu notre culture. Lorsqu’on entendit parler du système coopératif, cela nous redonna l’espoir de maîtriser de nouveau notre destin.
– Peter Nowra p. 8 (Tulugak et Murdoch, 2007)

1.1 Portrait général

Le Nunavik est un territoire de 443 293 km², couvrant près du tiers de la superficie totale du Québec (Bouchard, 2007, 40), localisé entre les 55° et 63° parallèles (Ramonet, 1989). Du fait de son isolement, il n’existe pas de liaison routière entre les villages inuits et le reste du Québec. En dehors du ravitaillement estival par bateau, ces villages sont uniquement accessibles par avion, ce qui rend le coût des produits importés, notamment alimentaires, très onéreux. Kuujuaq est le centre administratif du Nunavik et le siège de la plupart de ses organisations régionales.

La population inuite est dispersée dans quatorze villages qui longent les côtes de la baie d’Hudson, du détroit d’Hudson et de la baie d’Ungava (Bouchard, 2007, 40). En 1996, la région comptait 8 820 habitants; elle en comptait 11 553 en 2009 (Institut de la statistique du Québec, 2010), ce qui reflète un taux de croissance de la population – de 31 % sur 13 ans – presque six fois plus élevé que dans le reste du Québec (Bouchard, 2007, 40). La population y est donc très jeune : les moins de 24 ans représentent plus de la moitié des Nunavimmiut, les habitants du Nunavik (Institut de la statistique du Québec, 2010).

Le contexte économique est difficile puisque certains villages font face à un taux de chômage s’élevant parfois à 25 % (Bouchard, 2007, 41). Par ailleurs, le coût de la vie est très élevé,

particulièrement si l'on prend en compte que les familles sont plus nombreuses, que le « revenu médian des familles [est] moins élevé que celui du reste des Québécois (39 328 \$ contre 50 242 \$) [et qu'elles] paient en moyenne leurs produits alimentaires 57 % plus cher que dans le sud du Québec » (Bouchard, 2007, 41). Enfin, l'économie du Nunavik est grandement dépendante des transferts des deux paliers de gouvernements : « les opérations gouvernementales constituent la première industrie en importance au Nunavik. Elles forment à elles seules plus de 50 % du produit intérieur régional, alors qu'elles représentent environ 7 % du produit intérieur au Québec » (Bouchard, 2007, 41).

1.2 Historique

1.2.1 Premiers contacts

L'arrivée des ancêtres des Inuits au Nouveau-Québec est estimée à l'an 1 350 par les archéologues (Lachance, 1979, 5). Au cours des millénaires, la culture inuite a été influencée par des contacts avec d'autres peuples, tels que les Vikings, les pêcheurs ou baleiniers européens et les explorateurs. Cependant, les contacts plus fréquents des dernières décennies avec les Blancs euro-canadiens ont transformé définitivement l'existence des Inuits.

Après une longue période de contacts sporadiques avec les populations du Nord, les Occidentaux s'installèrent dans les régions arctiques, en nombre croissant, poursuivant des objectifs divers : évangélisation et alphabétisation, administration, commerce, prospection ou exploitation des ressources (Robert-Lamblin, s.d.).

De 1850 à 1950, les principaux agents de changements furent les missionnaires anglicans et les commerçants de fourrures (Lachance, 1979, 14). Jusqu'au début du XX^e siècle, cette présence étrangère a eu pour conséquence la conversion massive des Inuits du nord du Québec au christianisme (Lachance, 1979, 14). Cette évangélisation anglicane a eu pour effet d'introduire

les notions de responsabilité personnelle et de propriété privée aux Inuits : ces concepts occidentaux étant des valeurs intrinsèques à l'économie de marché (Lachance, 1979, 19). Dès l'arrivée des missionnaires catholiques en 1936, les deux églises se sont fait concurrence.

1.2.2 Établissement des postes de traite

La richesse des animaux à fourrure du Nouveau-Québec a poussé la Compagnie de la Baie d'Hudson (HBC) à implanter des postes de traite et à promouvoir le piégeage du renard, dont le pelage était très en demande à l'international. Par conséquent, les Inuits ont partiellement délaissé la chasse pour leur consommation personnelle de nourriture et se sont mis à piéger les renards pour vendre leur fourrure à la HBC. Cette transformation est survenue même si la Compagnie avait comme politique de maintenir l'économie de subsistance des Inuits (Lachance, 1979, 15). Le type d'échange consistait donc principalement à troquer des peaux de renards contre des armes ou des outils de métal qui étaient beaucoup plus puissants et efficaces que leurs technologies traditionnelles. Malgré cela, la HBC, qui a détenu le monopole sur le commerce avec les Inuits de 1850 à 1903, s'est enrichie dans cet échange inégal et a ainsi forgé « le premier maillon de la dépendance économique envers le comptoir de traite » (Lachance, 1979, 15).

À compter de la fin du XIX^e siècle, la dépendance envers la HBC est devenue de plus en plus importante, puisque la surexploitation des ressources maritimes et terrestres ainsi que le changement inexplicable des mouvements migratoires, ont fait décroître la chasse traditionnelle (Lachance, 1979, 15) qui procurait jusque-là des ressources alimentaires et des vêtements aux différents clans (Robert-Lamblin, s.d.). Avant ces changements écologiques, les campements inuits étaient effectivement établis sur une base temporaire, afin de s'adapter aux conditions climatiques et aux mouvements migratoires saisonniers des animaux (Lachance, 1979, 8 et 11).

La baisse des activités de chasse et l'augmentation de la demande de piégeage de renard par la Compagnie de la Baie d'Hudson ont donc eu comme conséquences d'étendre l'éventail et d'augmenter la demande des biens échangés avec celle-ci. Elles eurent aussi comme effet de démarrer un lent processus de sédentarisation des Inuits autour des postes de traite.

Si, en 1903, la compagnie Revillon Frères a réussi à s'établir dans le nord québécois pour faire compétition à la HBC, les Inuits n'ont pas profité très longtemps de cette concurrence faisant baisser les prix, puisque la nouvelle compagnie s'est fait racheter par son adversaire en 1925, puis fut fermée en 1936 (Lachance, 1979, 14). À ce moment, la Compagnie de la Baie d'Hudson retrouva le monopole du marché dans le Nouveau-Québec et rétablit la dépendance des Inuits envers elle.

Après la Deuxième Guerre mondiale, « les conditions de vie des Inuits se détériorent rapidement en raison du déclin de la valeur des fourrures » (Bouchard, 2007, 45) causé à la fois par l'approvisionnement inconstant – provoquant lui-même une fluctuation des prix –, la demande instable du marché international et par le monopole de la traite de la HBC.

1.2.3 Intervention des gouvernements

Parallèlement, à partir de la deuxième moitié du XX^e siècle, la présence étatique s'est intensifiée dans le Nord-du-Québec puisque, face à cette situation, le gouvernement fédéral s'est vu dans l'obligation d'intervenir en offrant différents programmes et services près des comptoirs de traite (Bouchard, 2007, 45). En effet, un jugement de la Cour suprême rendu en 1939 a décrété que le gouvernement canadien était juridiquement responsables des Inuits, dédouanant ainsi le gouvernement du Québec de la responsabilité coûteuse de fournir de l'aide aux Inuits (Bonesteel et Anderson, 2006, 8). Les interventions étatiques « ont touché à peu près tous les aspects du

mode de vie inuit : résidence, occupation, santé, éducation, connaissance et langue » (Lachance, 1979, 17).

La présence du gouvernement canadien a eu deux effets importants. D'une part, l'aide en matière de santé et de bien-être a contribué à l'accroissement démographique de la population inuite : si, en 1951 les Inuits du Québec étaient 2 053, ils étaient 3 206 habitants en 1969, ce qui correspond à un taux annuel de croissance de 25,8 % (Lachance, 1979, 20). La hausse du taux de natalité, la réduction du taux de mortalité infantile et du taux de mortalité en général sont aussi des raisons qui expliquent l'augmentation rapide de la population inuite. D'autre part, les villages que nous connaissons aujourd'hui se sont lentement formés à proximité des services qui étaient offerts près des comptoirs de traite (Bouchard, 2007, 45) :

The Inuit of the region remained non-sedentary until the 1950s, when government-created communities with houses and access to medical, religious, trading and welfare services became an attractive alternative to the traditional lifestyle that included the threat of disease and starvation (Paine, 1977). Kishigami (2000, 176) noted, "By the late 1960s, virtually all Nunavik Inuit were established in sedentary government villages." (Dana, 2010, 56).

Si le gouvernement incita d'abord les Inuits à maintenir leur mode de vie traditionnel, il encouragea rapidement ce mouvement de sédentarisation qui permettrait à la fois « de rendre plus efficaces les institutions de l'État et de favoriser le développement économique et le travail salarié » (Bouchard, 2007, 46).

Au cours des années 1960, dans le contexte de la Révolution tranquille, le gouvernement du Québec a aussi commencé à intervenir au Nouveau-Québec, convoitant le territoire nordique et désirant une affirmation territoriale nationale (Bouchard, 2007, 46). Bien que l'intervention et le soutien de l'État-providence a eu des effets bénéfiques sur les conditions de vie des autochtones du Québec arctique, ils ont entraîné une forte augmentation de la dépendance des Inuits, ainsi pris

en charge par le gouvernement, et une bureaucratisation des relations sociales (Bouchard, 2007, 46).

Bref, ce rapide accroissement de la population, combiné à l'intervention du gouvernement eut pour conséquence de plonger « la société inuit [sic] dans la dépendance vis-à-vis de l'État et de ses interventions pour résoudre les problèmes engendrés par le changement social » (Martin, 2003, 35). Les autorités publiques canadiennes ont ainsi commencé à intervenir auprès des communautés inuites sur deux plans : « Two institutional types were introduced to organize and implement this program – a permanent community and cooperative » (Arbess, 1966, 30).

1.2.4 Émergence et développement du mouvement coopératif

Dans ce contexte de double dépendance, des initiatives d'auto-prise en charge ont émergé, particulièrement par le biais du mouvement coopératif.

En avril 1959, le Nouveau-Québec a vu naître la première coopérative inuite dans la communauté de George River (maintenant Kangiqsualujjuaq) (Arbess, 1966, 21; Belhadji, 2001, 21; Faubert-Mailloux et Girard, 2001, 218; Girard et Ninacs, 2006). Vingt chasseurs inuits ont acquis une part de cette nouvelle coopérative, qui s'est créée à partir d'une entreprise de pêche commerciale (Swinton, s.d.). Cette coopérative a bénéficié d'un prêt du gouvernement provincial pour se procurer des articles de pêche (Belhadji, 2001, 21).

Peu de temps après, l'Association des Sculpteurs de Puvirnituk s'est aussi transformée en coopérative. Lorsque le prix du marché des fourrures a diminué, le ministère fédéral des Affaires indiennes a aidé les Inuits en achetant des sculptures en pierre à savon : « Cela a marqué le début de la production de sculptures inuites en plus grand nombre : comme il y avait un gros gisement

de pierre à savon à Povungnituk, les habitants de cette région produisaient plus de sculptures » (Belhadji, 2001, 21). En 1958, une association de sculpteurs a été créée avec l'aide de plusieurs acteurs, dont André Steinman, un père oblat missionnaire ayant commencé à œuvrer dans l'Arctique à partir de 1937. Le mouvement coopératif du Québec et le gouvernement provincial ont aussi soutenu le processus (Belhadji, 2001, 21). Cette association était, pour les sculpteurs, un moyen de conserver une partie plus importante des profits de la vente de leurs sculptures en diminuant le nombre d'intermédiaires entre les artistes et les acheteurs. C'est en 1960 que le gouvernement du Québec et la Fédération des Caisses populaires Desjardins ont aidé l'association à se convertir en coopérative. Dans les années suivant la fondation de cette première entreprise collective locale, plusieurs villages lui emboîtèrent le pas, au rythme d'une nouvelle coopérative par année en moyenne (Girard et Ninacs, 2006), « spontanément ou sous l'impulsion de personnes en poste » (Le Jeune, 1969, 1).

Dans plusieurs villages, la création de ces organisations coopératives a été soutenue par des communautés religieuses, dont les pères Oblats, et par le gouvernement fédéral (Girard et Ninacs, 2006) pour accroître le nombre d'emplois et développer l'économie des villages : « Le ministère du Nord canadien et des ressources nationales (aujourd'hui ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien) fournit l'argent, les équipements et l'expertise, mais a, dès le départ, la ferme intention de transférer dès que possible aux Inuits la gestion et la propriété de ces coopératives » (Swinton, s.d.). Effectivement, si plusieurs coopératives ont été implantées grâce au soutien de ces acteurs extérieurs, la formation que le gouvernement a offerte aux Inuits devait leur permettre de prendre les rênes de leurs coopératives (Girard et Ninacs, 2006) et de moderniser leur mode de vie en les intégrant à l'échange monétaire et à l'économie de marché (Martin, 2003, 36).

Les premières coopératives ont d'abord concentré leurs efforts sur la sculpture de la pierre à savon, mais ont rapidement diversifié leurs activités et sont devenues un amalgame de coopérative de production, de consommation, de services, d'approvisionnement et de mise en marché (Beaulieu, 1983, 30; Oukituk, 1971, 2). Les coopératives ont ainsi commencé à œuvrer dans la majorité des domaines de la vie économique des communautés inuites : « le commerce de détail, l'achat et la vente de sculpture et d'artisanat, de fourrure, des produits de chasse et de pêche, la production d'artisanat, la fabrication de vêtements, la restauration et l'hôtellerie, le tourisme, la distribution d'hydrocarbure, la construction, etc. » (Charron et Lévesque, 1979).

Le 20 mai 1967, cinq coopératives s'assemblent pour former une fédération, avec le soutien de la Fédération des Caisses Desjardins et le Conseil de la coopération du Québec (CCQ) (Girard et Ninacs, 2006). Cette fédération prend le nom de Fédération des coopératives du Nouveau-Québec. Elle regroupe aujourd'hui quatorze coopératives-membres et permet de mieux coordonner les efforts de croissance de celles-ci. La FCNQ a en effet pour mandat de soutenir le développement de ses associations-membres en répondant à leurs besoins et en appuyant leurs initiatives. La Fédération offre plusieurs services à ses coopératives (Belhadji, 2001, 21-22) et les représente auprès du gouvernement ainsi que de ses partenaires, clients et fournisseurs (Girard et Ninacs, 2006).

1.2.5 Répercussions du mouvement coopératif

Tel que suggéré précédemment, les coopératives ont d'abord été créées dans le but de développer et d'autonomiser les populations inuites sur le plan économique par rapport à la HBC : « (...) the co-operative movement arose out of a need to escape the control of the Hudson's Bay Company (HBC), which had a monopoly on the supply of consumer goods » (Faubert-Mailloux et Girard,

2001, 218). En effet, l'« implantation du mouvement coopératif dans chaque village autochtone a permis aux Inuits de prendre en main une partie importante de leur économie locale » (Beaulieu, 1983, 1). Elles ont par ailleurs sensibilisé et informé les gens en faisant la promotion d'un développement autonome et responsable, plutôt que d'un développement mené de l'extérieur (Charron et Lévesque, 1979, 308-309). Les impacts économiques des coopératives ont été considérables : en quelques années, elles sont devenues le principal employeur non-gouvernemental ainsi qu'une source importante de revenus pour les Inuits. Elles ont ainsi contribué à « améliorer le niveau de vie de nombreuses communautés et à réduire leur dépendance envers l'aide sociale » (Swinton, s.d.). En plus de créer des emplois, les coopératives ont permis une répartition de la richesse par la redistribution d'une partie des profits entre les membres. La diversification des activités dans le secteur économique a permis aux Inuits de tirer de plus en plus de revenus des coopératives, que ce soit en salaires, en ristournes ou en achats de produits artisanaux. Les gains ont en effet augmenté d'année en année : « En 1967-1968 les Inuits obtenaient 358 000\$ de revenus des coopératives, en 1998-1999 ils en obtenaient 7 500 000\$ » (Martin, 2003, 37).

Les coopératives ont aussi été un lieu de préservation sociale et culturelle d'où a émergé un *leadership* soucieux de défendre les traditions et modes de vie. En fait, les Inuits « considèrent encore qu'elles sont un des piliers fondamentaux de la défense de leur identité » (Martin, 2003, 139), en privilégiant la communauté plutôt que l'individu et en s'engageant au niveau social. Conséquemment, « Co-ops' business choices are not always consistent with short-term monetary gain » (Girard et Ninacs, 2006). En plus de fournir de la formation technique à ses employés, la coopérative est souvent le premier employeur des jeunes peu scolarisés, en acceptant que cela génère d'importants taux de roulement : « On the whole, the co-ops take this staff turnover well,

feeling that, beyond the expense for the co-operative, there is a significant gain for the community.» (Girard et Ninacs, 2006). Ces entreprises collectives ont aussi soutenu financièrement des activités moins lucratives : « Ce sont les coopératives qui ont permis l'ampleur que connaissent aujourd'hui l'art et l'artisanat inuit, qui ont permis, en utilisant les profits retirés d'autres secteurs, la régénérescence d'autres activités traditionnelles, comme la couture ou la musique » (Charron et Lévesque, 1979, 310).

Par ailleurs, le succès de ces coopératives amena « inévitablement les membres à s'occuper d'autres aspects de la vie communautaire et à investir le champ politique » (Bouchard, 2007, 48). À partir des années 1970, les coopératives ont ainsi servi d'appui aux revendications politiques des Inuits du Nunavik. Peu après la naissance de la FCNQ, premier organisme inuit de représentation des intérêts, un projet de gouvernement régional autonome est né dans la tête des coopérateurs (Bouchard, 2007, 48). Le regroupement des coopératives a donc été la première organisation à incarner la volonté collective d'autodétermination des Inuits et est ainsi devenue un levier pour leurs revendications politiques (Charron et Lévesque, 1979, 307; Faubert-Mailloux et Girard, 2001, 219) : « La coopérative [est devenue] de plus en plus un noyau de cristallisation des éléments d'une société nouvelle et un agent de représentation politique » (Le Jeune, 1969, 11). En fait, les coopératives offraient aux *leaders* inuits un espace public où ils pouvaient discuter entre eux de leurs problèmes, « la seule chose qui leur est systématiquement refusée par le régime colonial de bien-être technobureaucratique » (Bouchard, 2007, 48) :

sous prétexte de planification économique, une collectivité politique s'est constituée en marge de tout le système colonial de bien-être et de consultation étatiques; et le corps politique des Inuits du Nouveau-Québec s'est trouvé, par le biais du développement coopératif, confronté aux grands détenteurs du capital d'investissement affecté à la région : le Ministère des Affaires indiennes et du Nord (Ottawa), et la direction générale du Nouveau-Québec (gouvernement provincial) (Simard, 1982a, 64).

Le projet fut considéré par le gouvernement du Québec en 1971, mais a rapidement été mis de côté face au nouveau contexte et au développement du projet hydroélectrique de la Baie James, qui a détourné les Inuits de leur projet politique pour les mener vers une autre bataille (Martin, 2003, 37), celle de l'autonomie gouvernementale.

1.2.6 La Convention de la Baie-James et du Nord québécois et ses institutions

Le 30 avril 1971, le Premier ministre québécois, Robert Bourassa, a annoncé son intention de développer le potentiel hydroélectrique du Nord de la province et les travaux se sont amorcés la même année. Le gouvernement a dû négocier avec les autochtones du Nord de la province (Cris et Inuits) ayant revendiqué leurs droits territoriaux aborigènes. Le 11 novembre 1975, la CBJNQ a donc été signée « par les représentants des gouvernements provincial et fédéral, la *Northern Quebec Inuit Association* (NQIA), le Grand conseil des Cris du Québec, Hydro-Québec, la Société d'énergie de la Baie James et la Société de développement de la Baie James » (Bouchard, 2007, 50). Les habitants de trois villages au cœur du mouvement coopératif, représentant presque le tiers de la population inuite, ont refusé de signer l'entente (Bouchard, 2007, 50; Simard, 1982a, 64-65). Pour ces « dissidents », la Convention était complètement à l'opposé de leur idéal autonomiste et offrait une conception de la société corporatiste.

La Convention, qui s'est appliquée à toutes les communautés du Nunavik (dissidentes ou non), inclut les dispositions suivantes.

En échange de l'extinction des droits territoriaux des autochtones, qui permettrait la construction sans entraves du mégaprojet hydroélectrique de la rivière La Grande, les gouvernements s'engageaient à remettre des indemnités monétaires à de nouvelles sociétés autochtones de développement, à réorganiser l'administration publique du territoire en réservant des pouvoirs aux instances locales et régionales à être créées, à mettre en œuvre une avalanche de mesures destinées à asseoir le développement

économique et à permettre la poursuite des activités liées à l'exploitation de la faune (Duhaime, 1990, 47).

La CBJNQ a en effet permis aux Inuits d'obtenir la création d'une administration publique régionale – l'Administration régionale Kativik (ARK), qui regroupe les 14 villages nordiques (Girard et Ninacs, 2006).

L'administration des indemnités versées aux communautés inuites dans le cadre de CBJNQ fut confiée à la Société Makivik (Ramonet, 1989), ce qui a mis le mouvement coopératif en concurrence politique et économique avec cette institution (Beaulieu, 1983, 11; Faubert-Mailloux et Girard, 2001, 220). La Société Makivik a en effet été dotée d'un rôle politique, devenant ainsi la représentante officielle des intérêts sociaux, culturels et économiques inuits auprès des gouvernements, « comme un parti obligatoire et institutionnalisé » (Bouchard, 2007, 51). Elle a aussi reçu la mission de mettre en valeur les indemnités financières « pour promouvoir le bien-être économique de la population, promouvoir et protéger la culture inuite, stimuler le développement économique de la société, stimuler le développement des collectivités inuites, des entreprises et des ressources » (Girard et Ninacs, 2006). L'augmentation considérable de la part des « transfusions gouvernementales » (Simard, 1982a, 65) dans le revenu des ménages inuits a créé une distorsion dans l'économie régionale qui a démobilisé la population par rapport à son développement et a incité les *leaders* à se tourner vers les gouvernements pour obtenir des fonds :

Les politiques et subventions gouvernementales à l'intérieur des communautés créent parfois une illusion de facilité qui rend très difficile le travail des coopératives [...]. [Certains] prennent ces subventions comme leur étant dues, et trouvent alors beaucoup plus difficile la participation aux coopératives qui, elles, ne bénéficient d'aucune subvention (Charron et Lévesque, 1979, 308).

De plus, les organismes qui sont issus de l'entente de la Baie-James offrirent des salaires élevés que les coopératives n'ont pu concurrencer. Elles ont donc perdu plusieurs employés compétents attirés par le gain individuel plutôt que collectif (Charron et Lévesque, 1979, 308).

L'application de la Convention de la Baie-James, en multipliant les postes bureaucratiques ouverts aux Inuits, a entraîné une forte augmentation de la part relative des salaires dans les revenus monétaires des Autochtones. Tendanciellement, les emplois ainsi créés favorisent les plus jeunes, plus scolarisés, plus sédentarisés et plus anglicisés; le salariat, d'autre part, élargit la sphère des échanges marchands et, en particulier, les dépenses de consommation (Simard, 1982a, 89-90).

D'un autre côté, différents programmes gouvernementaux (tels que les programmes de financement des entreprises et de financement socioéconomique de l'ARK) ont favorisé et contribué à financer la création d'entreprises en milieu autochtone. L'entrepreneuriat privé a ainsi prit de plus en plus de place dans le paysage économique du Nunavik. « Les entreprises privées ont augmenté leur part comme employeurs, passant en cinq ans de 2,0 % à près de 10 % du total d'emplois » (Lamothe et Lemire, 1994, 566). Cette tendance corporatiste est présente chez les nouveaux *leaders* plus jeunes et plus orientés vers la performance économique des coopératives. « Candidate selection is thus based more on the real competence to carry out the functions than on membership in the same social group » (Faubert-Mailloux et Girard, 2001, 220).

La CBJNQ a créé une situation sociale difficile pour les coopératives en généralisant le système marchand dans les relations sociales. Les coopératives se retrouvèrent ainsi marginalisées dans une économie régionale dominée par les secteurs public et privé : « Le réseau coopératif a cessé de mobiliser la fierté "nationale" des Inuits, laquelle tend plutôt à s'accrocher aux institutions ethniques issues de la Convention » (Simard, 1982a, 90).

1.3 Situation actuelle et problème en discussion

Certains affirment que aujourd'hui, « la population inuite se caractérise par un dynamisme démographique, linguistique et politique et ne se considère pas comme menacée de disparition », puisque la nouvelle génération, toujours attachée au passé, « se sent très à l'aise dans le monde contemporain » (Antomarchi, 2009, 56). Pour Dana (2010, 43), malgré tous les changements que les collectivités inuites ont pu connaître, la prise de décision collective reste importante et les coopératives forment toujours l'épine dorsale de l'économie du Nord.

D'autres (Brunelle et al., 2009, 15), par contre, sont plus pessimistes et soutiennent que le bouleversement du mode de vie des populations inuites a créé une rupture entre le mode de vie traditionnel et moderne qui se traduit par la perte du savoir et de l'intérêt pour les activités traditionnelles. Simard (1982a) affirmait d'ailleurs, déjà au début des années 1980, qu'il existait une érosion de la solidarité coopérative et qu'elle était due à des causes allogènes : « les forces coloniales de dépendance nourrissent l'apathie et le désintéressement au sein du peuple en même temps qu'elles encouragent des modèles d'aspirations similaires à ceux des économies de consommation, où l'individualisme, la volonté du gain, et le désir de consommer ce [sic] conjuguent » (82-83).

Girard et Ninacs (2006) observent eux aussi la diminution du lien d'appartenance aux coopératives. Ils soulignent par ailleurs que les jeunes, de plus en plus nombreux, ne sont pas facilement intégrés au marché du travail en raison de la pénurie d'emplois, mais aussi de leur manque de qualification, attribuable au fait que plusieurs d'entre eux ne complètent pas leurs études secondaires. De plus, selon Girard et Ninacs, la coopérative n'a pas réussi à attirer les jeunes dans la production artisanale, qui était autrefois le fondement économique de ces

entreprises collectives. La diversification des produits et services offerts, essentielle à leur survie, s'est reflétée par l'ouverture des services à la consommation qui, contrairement à l'artisanat, « rapportent surtout aux fournisseurs extérieurs à la région, créent peu de travail pour les Inuits, et reposent en grande partie sur une demande artificiellement excitée par les transfusions de fonds publics » (Simard, 1982a, 90).

Dans ce contexte, les « coopératives doivent relever le défi très difficile d'encourager et de maintenir la participation active des membres » (Hammond-Ketilson et MacPherson, 2001, 52). Les nouvelles générations n'ont pas connu les conditions qui ont poussé leurs aînés à créer les coopératives. Conséquemment, elles évaluent mal leur importante contribution au développement de leur communauté. Comme ailleurs au Canada, les jeunes Inuits sont trop souvent indifférents ou peu informés du rôle que jouent encore les coopératives dans le monde contemporain. Certains jeunes, qui ne voient d'ailleurs dans les coopératives que des « commerces comme les autres », ne connaissent ni leur mandat, ni leurs avantages et en ignorent le mode de fonctionnement.

En général, cependant, les membres des coopératives examinées dans les études de cas avaient une bonne opinion de leur coopérative, mais montraient peu d'enthousiasme à participer au processus démocratique. Dans le cas des coopératives plus anciennes, il était difficile d'intéresser les générations plus jeunes. Alors que les membres plus âgés connaissaient les conditions en vigueur avant l'établissement des coopératives et les avantages qu'elles leur avaient procurés, la génération actuelle était souvent indifférente ou mal informée (Hammond-Ketilson et MacPherson, 2001, 52).

Cette situation révèle l'importance de la sensibilisation des nouvelles générations Nunavimmiut à la vie coopérative pour assurer une relève et un avenir intéressant aux coopératives. Les jeunes ont un poids considérable dans la société et auront un rôle central à jouer dans leur communauté dans les années à venir.

1.4 Questions de recherche

Comme nous l'avons vu précédemment, le mouvement coopératif du Nunavik a amorcé et accéléré des « processus de récupération économique, de réhabilitation sociale et de redéfinition politique » dans les collectivités inuites (Le Jeune, 1969, 13). Dorénavant, avec le développement des institutions découlant de la CBJNQ et l'augmentation importante de la proportion de jeunes dans les communautés, un nouveau défi se présente à la société inuite et aux coopératives. Face à ce constat, nous désirons comprendre la place qu'occupent aujourd'hui les coopératives dans les communautés inuit du Nunavik. Ainsi, nous nous demanderons : **quels sont les effets du renouvellement des générations sur le dynamisme des coopératives dans les communautés inuites du Nunavik?**

Nous souhaitons nous interroger plus particulièrement sur les perceptions et la relation que les nouvelles générations entretiennent avec ces entreprises collectives. Ces interrogations centrales soulèvent d'ailleurs plusieurs questions connexes. Comment les coopératives du Nunavik ou la FCNQ pourraient-elles faire pour susciter et maintenir une participation active, notamment au sein de leurs instances, des membres des nouvelles générations? Comment le mouvement coopératif peut-il mieux s'outiller pour former, éduquer les jeunes générations à la coopération et aux valeurs qui y sont associées? Comment les coopératives font-elles face aux défis qui se présentent à elles?

1.5 Objectifs et sous-objectifs de recherche

Dans le cadre de cette recherche, nous avons deux principaux objectifs : le premier est plus théorique et le second plus appliqué et destiné à alimenter la réflexion des *leaders* inuits. Ce deuxième objectif est d'ailleurs destiné à répondre à une demande qui émane de la FCNQ,

demande qui a structuré notre approche de recherche partenariale, comme nous le verrons dans le chapitre consacré à la méthodologie de recherche. Nous souhaitons d'abord contribuer au développement des connaissances en explorant le rôle actuel des coopératives dans les communautés du Nunavik ainsi que la relation entre les jeunes et ces organisations collectives. Pour y arriver, nous souhaitons dans un premier temps retracer l'évolution du rôle du mouvement coopératif dans les communautés inuites du Nunavik au cours des cinquante dernières années. Il est en effet essentiel d'analyser le cheminement de ce mouvement coopératif pour bien saisir et comprendre les enjeux actuels. Dans un second temps, nous désirons comprendre le rapport actuel que les différents groupes de la population (aînés, chasseurs, élus, etc.), et plus particulièrement les jeunes, entretiennent avec les coopératives pour mieux déterminer leur rôle dans les communautés. Dans un dernier temps, nous souhaitons comprendre et établir le lien entre économie sociale, action collective et mouvements sociaux, afin de nous donner un cadre d'analyse.

En poursuivant ces objectifs, nous voulons ensuite fournir des pistes de réflexion sur les perspectives d'engagement des jeunes au sein des coopératives inuites du Nunavik, déterminer la vision que les jeunes ont de leurs coopératives et proposer des pistes de réflexion par rapport à la relève coopérative.

2. CADRE CONCEPTUEL

Au fil du temps, ce principe d'entraide et d'union de nos forces a permis même aux coopératives les plus fragiles et, parfois, aux coopératives mal administrées, de survivre et de prospérer graduellement.

– Heng Kun p. 244 (Tulugak et Murdoch, 2007)

Dans ce chapitre, le cadre conceptuel retenu pour cette recherche sera présenté. Les portraits théoriques des dimensions et concepts centraux utilisés ici permettront de mieux cerner et d'avoir une meilleure compréhension de l'économie sociale, des coopératives ainsi que du mouvement coopératif et de son évolution à travers les générations.

Dans un premier temps, une présentation de l'économie sociale sera faite en retenant deux définitions, une première de nature juridique et une seconde basée sur la question des valeurs. Les différentes écoles de pensées qui y sont liées seront présentées par la suite. Dans un second temps, le concept de coopérative sera plus spécifiquement explicité. Pour ce faire, une définition de ces organisations sera d'abord proposée avant que les principes coopératifs qui sont au cœur de l'identité coopérative soient présentés. Dans un troisième et dernier temps, les organisations coopératives seront réinscrites plus largement dans le mouvement coopératif. L'évolution de ce mouvement et les modifications entraînées par le renouvellement des générations seront exposés.

2.1 Économie sociale

Afin de mieux saisir les spécificités des coopératives, il est d'abord essentiel de comprendre ce que sont les organisations d'économie sociale et en quoi elles se différencient des entreprises privées et publiques.

Defourny et Develtere (1999) montrent qu'il existe deux manières distinctes et complémentaires de définir l'économie sociale. La première se base sur les différentes **formes institutionnelles** et les divers statuts juridiques y étant liés. L'économie sociale inclut en effet trois grandes catégories d'institutions, soit les entreprises coopératives, les sociétés mutualistes et diverses organisations ou associations (Defourny et Develtere, 1999, 33). Dans cette recherche, la forme coopérative sera retenue.

La seconde manière de définir le concept d'économie sociale est d'identifier les valeurs et principes qui la caractérisent et la différencient des secteurs privé et public. Defourny et Develtere (1999, 37-39) retiennent **quatre principes** centraux communs aux organisations d'économie sociale. Le premier est celui de la finalité de service aux membres ou à la communauté plutôt que la recherche du profit, c'est-à-dire que le « dégagement d'éventuels excédents est alors un moyen de réaliser ce service mais non le mobile principal de l'activité » (Defourny et Develtere, 1999, 38). L'autonomie de gestion, le second principe évoqué, différencie les organisations d'économie sociale de la production des biens et services offerts par les organisations publiques. Troisièmement, le principe de processus de décision démocratique s'applique concrètement avec la règle « un membre, une voix », ce qui permet d'éviter que la prise de décision soit fonction de l'importance du capital détenu par chaque membre. Finalement, les auteurs soulignent que le principe de la primauté des personnes et du travail sur le capital dans la répartition des revenus « couvre des pratiques très variées au sein des entreprises d'économie sociale : rémunération limitée du capital, répartition des excédents entre les travailleurs ou entre les membres-usagers sous forme de ristourne, mise en réserve d'excédents pour le développement de l'activité, affectation immédiate de ceux-ci à des fins sociales, etc. » (Defourny et Develtere, 1999, 38)

Si Defourny et Develtere intègrent bien les deux aspects (juridico-institutionnel et de principes) à leur définition de l'économie sociale, il faut cependant mentionner que les activités économiques y restent tout de même centrales (Defourny et Develtere, 1999, 38). Dans le même ouvrage, la description que Defourny, Develtere et Fonteneau (1999) font de l'économie sociale est très révélatrice de cet aspect économique :

Fondée sur la libre association de citoyens agissant en tant que consommateurs, producteurs, épargnants ou usagers de services très divers, elle a été le creuset d'initiatives collectives mais privées qui ont souvent constitué des réponses novatrices aux grands défis de leur époque et qui ont influencé durablement nos systèmes socio-économiques (12-13).

Ces auteurs soulèvent par ailleurs que le propre de l'économie sociale « réside dans l'articulation de **différentes logiques**, économiques, sociales, culturelles et politiques » (19). Ils soulignent par ailleurs que les logiques de solidarité qui mobilisent les populations s'allient avec des « stratégies individuelles de subsistance » (Defourny *et al.*, 1999, 19).

Bidet (1997), pour sa part, croit que l'économie sociale englobe à la fois « une meilleure satisfaction des besoins, une aptitude à l'innovation sociale, un souci d'améliorer le contenu et la finalité du travail, une volonté d'imposer d'autres critères de performance que la seule rentabilité financière et la maximisation du profit ou une capacité à réaliser d'importantes économies d'échelle. » (Bidet, 1997, 12) Pour lui, les entreprises d'économie sociale visent ainsi la maximisation des bénéfices mutuels de leurs membres tout en gardant en tête l'intérêt général (Bidet, 1997, 12-13). Peu importe la forme juridique que prend l'entreprise d'économie sociale, les sociétaires en sont les propriétaires, les gestionnaires et usagers; ils accèdent ainsi à la propriété des moyens de production (Bidet, 1997, 42). Selon Bidet, le principe de non-domination du capital dans les entreprises d'économie sociale est au cœur de leur identité et du facteur de cohésion les entourant (Bidet, 1997, 43). Bien qu'il définisse ses frontières comme

floues, Bidet retient la définition de l'économie sociale de Hans Münkner : « des entreprises qui privilégient le service rendu par rapport au profit dégagé, qui intègre dans la vie économique un facteur social et font face à des besoins que l'entreprise classique et l'économie marchande traditionnelle ou l'État ne satisfont pas. » (Bidet, 1997, 40).

Bref, l'économie sociale « désigne donc un ensemble d'entreprises définies en premier lieu par leur statut juridique, par les activités qu'elles prennent en charge et par des règles de fonctionnement spécifiques. » (Bidet, 1997, 52)

Demoustier (2001), dans son ouvrage *L'économie sociale et solidaire. S'associer pour entreprendre autrement*, présente les différents courants de pensée liés à l'économie sociale en basant son analyse sur le lien entre le débat théorique et politique, puisque « l'enjeu fondamental est celui de la nature de l'activité économique dans son ensemble » (Demoustier, 2001, 104). Selon elle, trois courants sont présents au sein de l'économie sociale : les pensées libérale, réformiste et radicale.

Dans la pensée libérale, les entreprises d'économie sociale jouent un rôle *palliatif* pour combler les défaillances du marché. Par exemple, Demoustier souligne que, pour Vienney, la création et l'évolution des organisations d'économie sociale peuvent être analysées à partir de la logique capitaliste qui « tend à soumettre les autres logiques économiques en sélectionnant et recomposant leurs activités » (Demoustier, 2001, 106). Selon lui, lorsqu'une activité est nécessaire, mais non rentable, elle est transférée aux « acteurs dominés »,

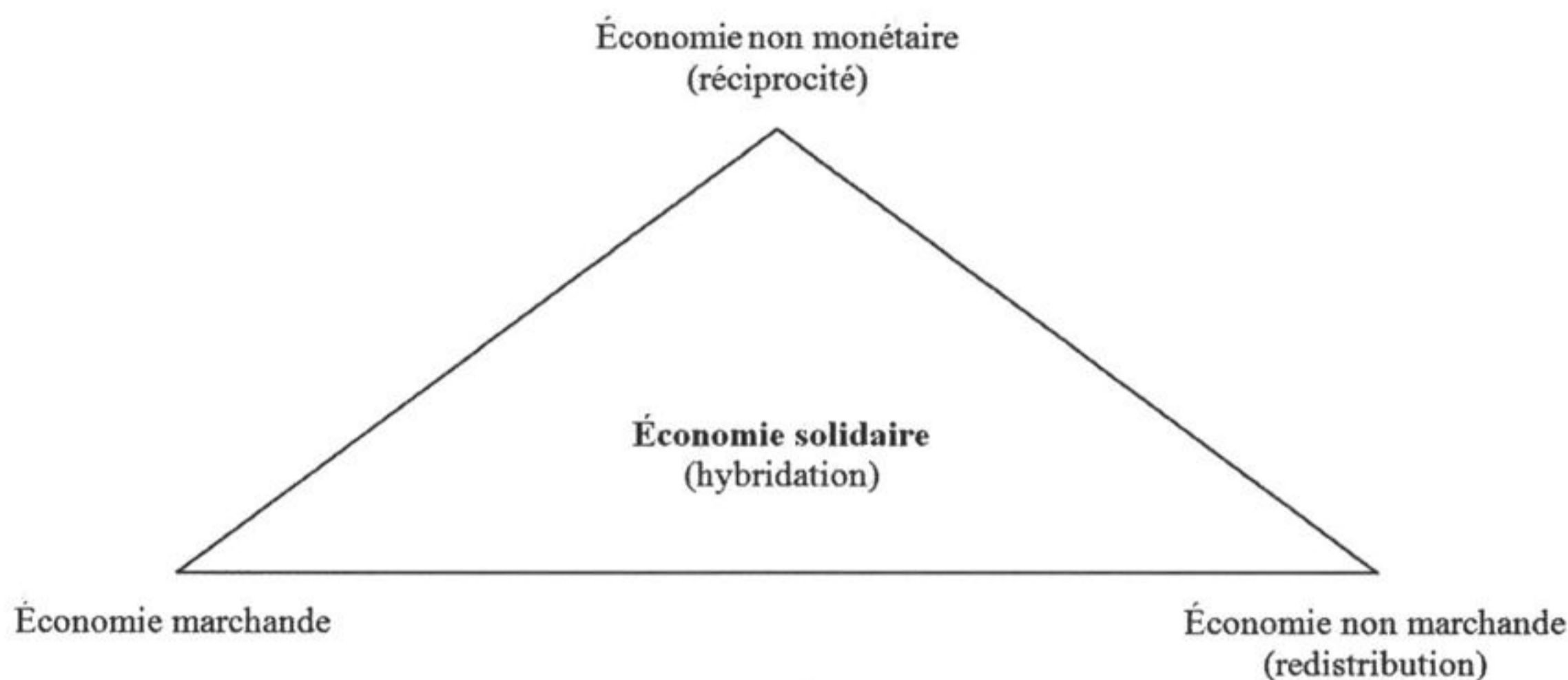
(...) d'abord parce que les personnes concernées, sous la pression de la nécessité, ajoutent aux ressources que l'État peut leur transmettre celles qu'elles sont susceptibles de mobiliser elles-mêmes, qu'elles soient marchandes ou non-marchandes; ensuite parce que les moyens mis à leur disposition ont le plus de chances d'être utilisés pour atteindre des objectifs très spécifiques... Enfin parce que le jeu des règles de répartition et

d'appropriation durablement collective des résultats investis fait obstacle à la transformation des aides publiques en enrichissement personnel. (Demoustier, 2001, 106)

Les tenants de l'approche réformiste souhaitent contrer le réductionnisme de la conception libérale en tentant de représenter la globalité de l'organisation économique. L'économie est ainsi comprise comme étant *plurielle* et inclut, selon eux, les secteurs marchand, public (redistribution) et domestique (réciprocité), en plus du tiers secteur (économie solidaire) (Demoustier, 2001, 117). Les entreprises alternatives doivent donc avoir leur place dans l'organisation économique. Pour Delors, d'ailleurs, les acteurs des entreprises d'économie sociale, qui sont décentralisées et innovantes, décident de vivre et travailler sur des bases de réciprocité, soit par contrainte ou par choix. Ces organisations ou « expériences », qu'il qualifie de « troisième secteur », peuvent remettre en cause « des politiques sociales de l'État par la volonté d'autonomiser les bénéficiaires de l'action publique, de les faire participer et de les ouvrir sur le monde en s'appuyant sur leur identité » (Demoustier, 2001, 108). Ce troisième secteur, qui doit cohabiter à la fois avec le secteur de l'économie de marché et de l'économie publique, « s'inscrit alors dans une aspiration globale de la société. » (Demoustier, 2001, 108-109) Le triangle dit de « Evers » (Demoustier, 2001, 117) représente la pensée de l'économie plurielle.

Figure 1

Le triangle dit de « Evers »



(Source : Demoustier, 2001, 117)

Pour les plus radicaux, l'entreprise collective est « la preuve que l'entreprise lucrative n'est pas l'horizon indépassable de notre système économique » (Demoustier, 2001, 104) et que l'économie peut être transformée par la contestation et par la diffusion de modèles *alternatifs* (Demoustier, 2001, 109). C'est le cas de Desroche, pour qui le projet politique des acteurs est au centre des entreprises d'économie sociale. Il voit ces entreprises comme des projets « porté par une "utopie mobilisatrice" s'incarnant dans des "utopies pratiquées" » (Demoustier, 2001, 106). Selon lui, les entreprises d'économie sociale, et particulièrement les coopératives, sont les vestiges du communisme utopique tout en étant le commencement de l'émancipation de l'économie capitaliste (Demoustier, 2001, 106). Bref, Demoustier présente l'économie alternative comme étant une réponse à la période de crise qui place les acteurs de l'économie sociale

entre stratégie de survie (par obligation) et refus des normes dominantes (par choix) : « L'économie alternative est la manifestation idéologique, et formalisée des pratiques entrepreneuriales ou des activités au départ informelles à travers lesquelles, par choix ou par obligation, des groupes sociaux sensibles tentent de s'adapter ou de résister à la nouvelle donne sociétale ». (Demoustier, 2001, 111)

Selon D'Amours, l'économie sociale est née en réaction au capitalisme et est plus présente dans « les périodes de crise, pour répondre à des besoins non satisfaits par l'État ou par le marché » (D'Amours, 2006, 10). Pour cette auteure, il est nécessaire de situer l'économie sociale par rapport aux aspects politique, social et économique d'une société et de comprendre que ces trois secteurs sont dépendants et interreliés (D'Amours, 2006, 13). D'Amours perçoit l'économie comme étant plurielle, puisque ses activités sont liées à différentes logiques (marchande, domestique ou de réciprocité, de redistribution).

Bref, l'économie sociale peut être considérée comme une approche qui rend compte de la dimension socio-politique des organisations et « de leurs liens plus ou moins forts avec un projet ou un mouvement plus large » (Defourny et Develtere, 1999, 42)

2.2 Coopératives

Avant d'aborder le concept de « mouvement coopératif », il semble pertinent de s'attarder aux coopératives et de présenter plus spécifiquement ces organisations collectives. La notion d'éducation coopérative sera aussi abordée pour mieux cerner le rôle qu'elle joue auprès des dirigeants, employés et membres de ces organisations collectives.

Plusieurs auteurs (Boucher, 2002, 20; D'Amours, 2002, 31; Duhaime, 2007; Favreau, 2010b, 7-8) définissent les coopératives comme des entreprises collectives produisant des biens et services socialement utiles et économiquement viables dont la finalité est d'améliorer la qualité de vie de ses membres et du milieu. Ainsi, « ce sont des organisations à caractère économique (créant de la richesse), au service d'un groupe ou d'une communauté (les membres et/ou la population sur un territoire), et misant sur la solidarité de diverses façons » (Favreau, 2010b, 65-66). Les

coopératives répondent ainsi aux besoins spécifiques des membres des communautés tout en participant économiquement à leur développement (Favreau, 2010b, 17-18).

La définition de la coopérative que propose l'*Alliance Coopérative Internationale* dans sa *Déclaration sur l'Identité Coopérative Internationale*, que nous retiendrons dans le cadre de cette recherche, reprend ces idées maîtresses :

Une coopérative est une association autonome de personnes volontairement réunies pour satisfaire leurs aspirations et besoins économiques, sociaux et culturels communs au moyen d'une entreprise dont la propriété est collective et où le pouvoir est exercé démocratiquement. (Alliance coopérative internationale, 1995)

Les intérêts des sociétaires sont ainsi protégés par leur regroupement, les décisions sont prises collectivement et il existe une redistribution égalitaire des ristournes entre les membres. Les coopératives ne sont pas des organisations sans but lucratif mais des entreprises à but social dont la raison d'être est de desservir les citoyens selon leurs besoins et aspirations communs. Par exemple, Defourny et ses collaborateurs (1999, 12-13) rappellent qu'un peu partout les coopératives ont permis à leurs membres de « s'affranchir de la domination d'intermédiaires qui leur imposaient des conditions défavorables » (Defourny *et al.*, 1999, 12-13) autant pour l'achat d'intrants que pour la commercialisation de leurs produits.

Les activités des coopératives se distinguent de celles des autres entreprises d'économie sociale (*i.e.* associations et mutuelles) de deux manières. D'une part, elles se différencient particulièrement en ayant la possibilité d'offrir des biens marchands autant à ses membres qu'à l'ensemble de la communauté et en divisant ses surplus en deux parties, soit la ristourne aux membres et la réserve (pour le développement et l'amélioration des services). D'autre part, elles souscrivent à sept principes spécifiques de coopération : (1) l'adhésion volontaire et ouverte à tous; (2) le pouvoir démocratique exercé par les membres; (3) la participation économique des

membres; (4) l'autonomie et l'indépendance; (5) l'éducation, la formation et l'information; (6) la coopération entre les coopératives; (7) l'engagement envers les communautés (Alliance coopérative internationale, 1995; Favreau, 2010b, 66-67)

2.2.1 Éducation coopérative

Peu d'auteurs se sont penchés sur le principe de coopération qu'est l'éducation coopérative. Martin *et al.* (2008, 3) résumant bien la problématique liée à l'éducation au sein des coopératives en affirmant que, dans nos sociétés, « la grande majorité des membres de nos coopératives le sont souvent par défaut ou par habitude historique, ne sachant trop ce que signifie être membre d'une coopérative, ni ce qu'est fondamentalement une coopérative. » Selon eux, l'éducation nous permet de poser un regard critique sur le passé et de donner ainsi un sens aux actions collectives pour orienter l'avenir et d'éviter de tomber dans l'idéologie dominante. L'éducation coopérative se présente donc pour eux comme un moteur essentiel du mouvement coopératif qui amène et nécessite à la fois l'autonomie de pensée et la responsabilisation des individus le composant. En effet, pour Martin (2008, 33), « cette perspective annonce un développement économique centré sur l'être humain, pour l'être humain et par l'être humain. »

Pour Brisson (2006, 154), l'éducation coopérative « peut à la fois assurer la continuité d'un système de valeurs mais aussi favoriser la transformation grâce à la réflexion qu'elle favorise ». Brisson (2006) se penche aussi sur les deux autres aspects du cinquième principe de l'Alliance de Coopération Internationale. La formation s'appuie, selon elle, plutôt sur le savoir-faire et la compréhension fonctionnelle, c'est-à-dire sur le développement de compétences et habiletés qui permettent d'effectuer des tâches précises dans l'exercice d'une activité. Par ailleurs, l'aspect d'information fait plutôt référence à « mettre au courant, communiquer des éléments de

connaissance sans autre but que d'informer les individus » et ainsi leur transmettre un savoir « instrumental » (155).

Ces trois composantes de l'éducation coopérative participent donc au bon fonctionnement, au développement et à la pérennité de la coopérative en assurant la relève de nouveaux coopérateurs.

2.3 Mouvement coopératif et renouvellement des générations

Pour de nombreux auteurs, la naissance des coopératives s'inscrit dans un mouvement social plus vaste, le mouvement coopératif.

2.3.1 Mouvement coopératif et action collective

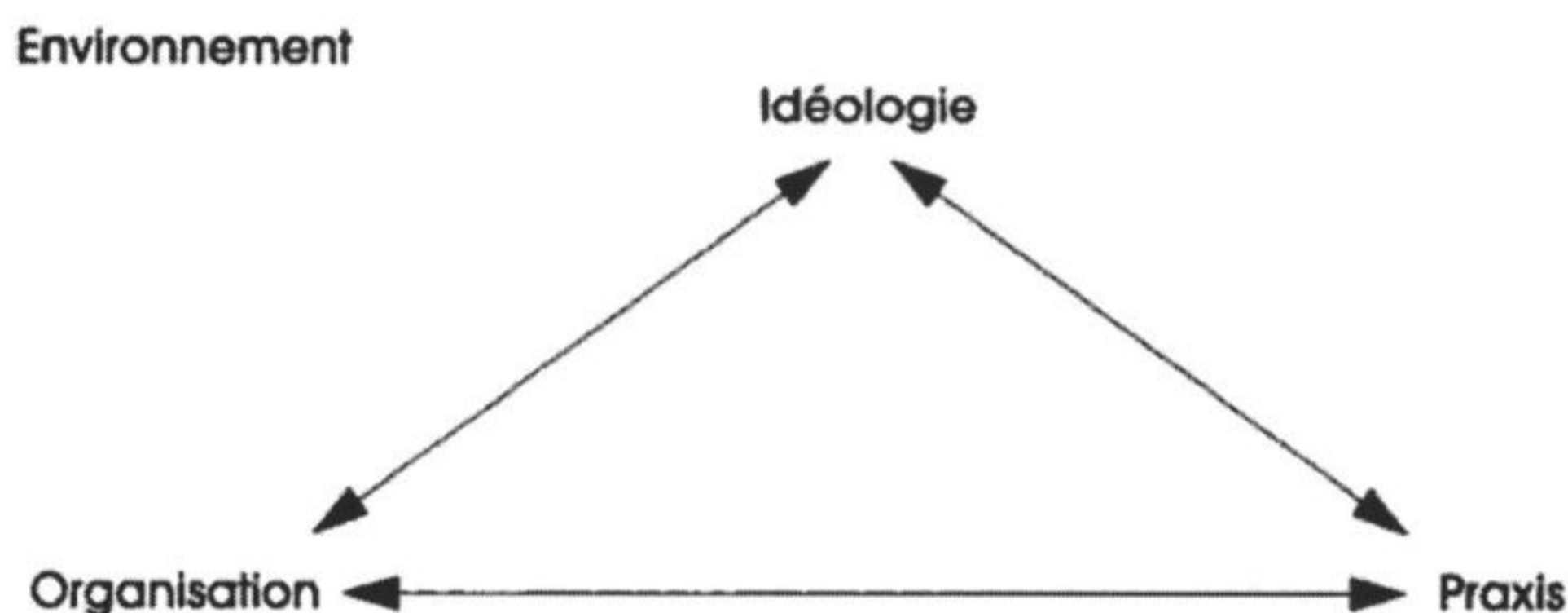
Pour comprendre le mouvement coopératif, il est d'abord nécessaire de définir les mouvements sociaux et de comprendre en quoi l'émergence des coopératives peut s'inscrire dans un mouvement.

Develtere (1998) définit les mouvements sociaux comme étant « des tentatives spontanées et collectives de faire progresser les intérêts communs ou d'atteindre des objectifs fixés au travers d'organisations spécifiques qui représentent l'idéologie du mouvement » (Develtere, 1998, 41). Il présente donc les mouvements sociaux non pas comme des produits du changement social, mais plutôt comme des acteurs de celui-ci. Develtere identifie trois composantes des mouvements sociaux (Develtere, 1998, 43-44). La première est l'*idéologie* du mouvement, c'est-à-dire le projet de société souhaité, guidé par des valeurs communes. La *praxis* est la seconde composante et réfère, d'une part, « à la mobilisation et à la participation des sympathisants et adhérents » (Develtere, 1998, 43) et, d'autre part, aux relations de pouvoir que le mouvement entretient avec des acteurs extérieurs. Finalement, les membres développent une structure *organisationnelle*

orientée par l'idéologie et la praxis qui permet une mobilisation des ressources et la mise en place d'outils de transmission de valeurs par la propagande, l'information et l'éducation.

Figure 2

Les composantes d'un mouvement social



(Source : Develtere, 1998, 45)

Pour lui, le mouvement coopératif est un mouvement social qui privilégie

« une forme de coopération économique (organisation) au bénéfice et avec la participation active du groupe social concerné (praxis) de manière à défendre les intérêts du groupe dont on pense qu'il seraient menacés si les membres ne réagissaient pas de manière coopérative (idéologie) » (Develtere, 1998, 52).

Ainsi, le mouvement coopératif fonctionne à partir de la même base que les mouvements sociaux.

Pour Develtere, la mobilisation autour des coopératives se fait par des groupes qui se sentent menacés par la forme que prend le développement socio-économique de la société « mais également conscients des atouts que possédait leur groupe pour maintenir, ou même améliorer, sa position dans le contexte donné » (Develtere, 1998, 51).

Boucher (2002), pour sa part, conçoit la coopérative comme un espace de manifestation des mouvements sociaux composés de deux aspects indissociables, soit ceux de l'opposition et celui du projet alternatif par rapport à un enjeu d'importance dans les rapports sociaux (23). Il perçoit donc les initiatives d'économie sociale comme « des actions collectives de groupes sociaux fragilisés dans un contexte donné et qui se constituent en acteurs » (18). Pour lui, la coopérative devient un outil privilégié pour les mouvements sociaux remettant en cause la forme hégémonique d'économie (ici, capitaliste et étatique) en s'imposant comme des organisations alternatives agissant solidairement et démocratiquement. En outre, l'économie sociale – et plus particulièrement les coopératives – « entre dans l'enjeu des luttes sociales [institutionnelle (lutte de pouvoir) et organisationnelle (revendication, ressources)] pour le contrôle de l'orientation de l'économie » (Boucher, 2002, 23). Or, l'orientation de l'économie est un enjeu historique d'importance et les mouvements sociaux se sont dotés d'organisations d'économie sociale comme espace d'intervention (Boucher, 2002, 22). Les gens en situation de précarité ou qui sont opprimés par le modèle de développement dominant mènent ainsi un combat contre la dépendance, qui « doit impérativement passer par un développement de l'intérieur, qu'on nomme aujourd'hui développement solidaire ou durable, type de développement dont les coopératives sont et peuvent être des leviers importants » (Favreau, 2010b, 23).

Pour Favreau (2010b), ces initiatives socioéconomiques sont associées à des aspirations collectives (identité) et à la volonté politique de travailler à un monde plus équitable en plus d'être liées à la nécessité (besoins) (Favreau, 2010b, 65). Selon lui, il existe en effet trois moteurs de l'action collective : « nécessité ou réponse à des besoins, aspirations sociales et projet de société » (18). En ce sens, les entreprises collectives « s'associent pour entreprendre autrement » et mobilisent à travers ces trois dimensions (tableau 1). « Selon les cas et les périodes, une

dimension (ou deux) peut prendre plus de place que d'autres, mais les trois font partie intégrante de sa dynamique » (Favreau, 2010b, 65).

Tableau 1
L'entreprise collective comme mobilisation sociale : les trois dimensions

S'associer	Besoins de toutes natures permettant de se regrouper dans des organisations démocratiques	Dimension sociale
Entreprendre	Affronter le marché dans la production de biens et de services	Dimension économique
Autrement	Pluralité d'engagements citoyens avec des mobiles sociopolitiques divers	Dimension politique

Source : (Favreau, 2010b, 65)

Le concept de mouvement social réfère donc à :

une action collective spécifique entreprise par des personnes engagées qui ont une cause spécifique à défendre et des objectifs concrets, limités dans le temps et l'espace, avec des stratégies, des règles de fonctionnement, des plans d'action et des structures appropriées. (Favreau, 2010b, 90)

Pour Favreau (2010b), les dimensions sociopolitiques et socioéconomiques de ces mouvements réfèrent respectivement aux sphères des revendications et de l'action économique (Favreau, 2010b, 90-91) : « la perspective de redéfinir les champs investis en concordance avec des valeurs, une éthique et des objectifs partiels et/ou globaux de transformation sociale. » (Favreau, 2010b, 91)

Defourny et Develtere (1999), pour leur part, ne parle pas de mouvement coopératif, mais plutôt d'action collective. Pour ces auteurs, deux conditions sont nécessaires à la naissance des coopératives. À travers l'histoire, les initiatives d'économie sociale sont nées à la suite d'une « condition de nécessité », c'est-à-dire pour répondre à un besoin important non satisfait

(Defourny et Develtere, 1999, 44). Cette première condition, abordée par plusieurs auteurs, ne suffirait toutefois pas à faire émerger des initiatives d'économie sociale. Pour Defourny et Develtere, un second facteur est central comme moteur d'action collective : « l'appartenance à un groupe social soudé par une identité collective ou par un destin commun. » (Defourny et Develtere, 1999, 47) Cette affirmation identitaire, que Defourny et Develtere nomment « nationalisme », peut ainsi devenir un levier dans le processus de développement émergent directement des communautés. D'ailleurs, l'absence de cette condition d'identité collective dans l'approche « top-down » rend le développement coopératif difficile : « l'implication des autorités n'avait pas du tout l'effet attendu; elle semblait au contraire étouffer l'esprit d'initiative et les organisations n'avaient pratiquement aucune dynamique propre. » (Defourny et Develtere, 1999, 48)

Bref, l'action collective et le mouvement coopératif réfèrent à la prise en main d'un groupe qui souhaite changer sa destinée. Cette prise en charge évolue avec le temps et mène à une modification du mouvement coopératif.

2.3.2 Renouvellement des générations et évolution des coopératives

Plusieurs facteurs mettent à l'épreuve les mouvements coopératifs et leurs organisations à travers le temps. En plus de la tension existante entre innovation (s'adapter et répondre aux nouveaux besoins) et institutionnalisation (assurer la pérennité de l'organisation), les coopératives sont mises face aux changements de valeurs, à la compétition et au renouvellement des usagers.

Defourny et Develtere (1999) croient que plusieurs facteurs jouent aujourd'hui contre la cohésion sociale. Ils soulignent d'abord que l'individualisme contribue à la désintégration du tissu social par « l'affaiblissement des ciments traditionnels constitués par la religion, les normes morales, les

modèles familiaux, etc. » (Defourny et Develtere, 1999, 49; voir aussi Demoustier, 2001, 122; Morin, 2001). Ils croient cependant que les dynamiques communautaires contemporaines prennent racine dans la vie associative, bien que l'identité collective forte soit remplacée par la conscience collective « partielle » ou « temporaire » (Defourny et Develtere, 1999, 49).

Ils avancent par ailleurs que les deux conditions historiques d'émergence et de développement des organisations d'économie sociale plus traditionnelles se sont nettement atténuées avec l'évolution des organisations d'économie sociale. D'une part, la réponse aux besoins de départ est beaucoup moins pressante et, d'autre part,

l'identité collective des membres s'est généralement effritée dans les coopératives d'usagers, qui comptent aujourd'hui des dizaines, voire des centaines de milliers de coopérateurs tandis que la clientèle s'est énormément diversifiée, incluant de plus en plus de non-membres (Defourny et Develtere, 1999, 50).

En outre, certaines des coopératives ont tout simplement disparu et d'autres ont été attirées par le « coopitalisme » :

L'internationalisation des activités et de la concurrence exercent de telles pressions qu'un certain nombre de grandes coopératives sont amenées à adopter les pratiques dominantes dans leur secteur d'activité : concentration financière croissante, intégration au sein d'autres groupes, non coopératifs, création de filiales que les membres ne contrôlent plus du tout, etc. (Defourny et Develtere, 1999, 50)

Pour les auteurs, cela mène à se questionner sur l'identité de ces entreprises et « sur les possibilités de maintenir les spécificités de l'économie sociale au-delà d'une certaine taille, surtout dans un contexte d'intense compétition et de concentration rapide des capitaux » (Defourny et Develtere, 1999, 50). Par ailleurs, ces organisations sont appelées à innover en fonction de leurs membres ou de nouveaux besoins, à partir de leur propre base ou en s'associant avec de plus jeunes organisations.

Demoustier reste dans la même veine en affirmant que

les comportements collectifs de départ laissent progressivement la place à des comportements plus individualistes, notamment lors du renouvellement des usagers, par la perte du sens de la démocratie et de l'éducation; les entreprises plus anciennes se transforment et d'autres émergent (la «nouvelle économie sociale») quand la concurrence s'exacerbe et quand la coopération interne s'affaiblit; le mouvement fait place au secteur quand la fonction critique et prospective se dissout dans la gestion quotidienne. (Demoustier, 2001, 122)

À moins que le mouvement social ne soit fortement institutionnalisé, il se tient entre la contestation et la proposition (Boucher, 2002, 23). D'Amours (2002, 33-34) aborde le processus d'institutionnalisation des mouvements sociaux comme le produit d'une négociation avec l'État, le compromis final reflétant leur pouvoir respectif et inégal. Les formes institutionnelles sont en fait « toute codification d'un ou plusieurs rapports sociaux fondamentaux » (D'Amours, 2002, 28-29). Elles constituent le résultat du conflit social tout en en normalisant les termes.

L'institutionnalisation éloigne l'économie sociale des mouvements sociaux en « diluant » l'innovation, en mélangeant la culture des mouvements sociaux à celle des intervenants institutionnels (D'Amours, 2002, 36). Par ailleurs, cette institutionnalisation met en danger le lien :

entre ses dimensions politique (l'action pour le changement social, la citoyenneté, la justice, la démocratie du travail et de la consommation) et économique (la création d'emplois en même temps que de biens et de services d'utilité collective, l'impact sur le développement local), qu'on peut traduire par une volonté de "resocialiser l'économie". Or, l'enfermement de l'économie sociale dans une définition et une opérationnalisation restrictives, l'exclusion des organismes communautaires de cette définition, le renforcement des distinctions entre les composantes de l'économie sociale, tout cela nous semble alimenter le risque d'une rupture entre les dimensions politique et économique de cette économie (D'Amours, 2002, 37).

Pour D'Amours (2002, 37), cette séparation mènerait à de nouveaux compromis artificiels qui dénatureraient et appauvriraient l'objectif original de l'économie sociale, soit encastrent

l'économie dans le social et valoriser la réciprocité. De cette manière, les aspects d'innovation, de réponse aux nouveaux besoins et d'adaptation aux aspirations des nouvelles générations ainsi qu'à un projet de société contemporain peuvent devenir des pistes de renouvellement du mouvement coopératif. Le mouvement coopératif est « perçu comme un mouvement historique de changement social qui a su, avec ses hauts et ses bas, se renouveler sans cesse en captant certains besoins et certaines aspirations d'aujourd'hui pour les transformer en projet collectif » (Favreau, 2010b, 18). Il apparaît donc essentiel que l'analyse s'opère dans la durée pour ne pas se confiner dans l'émergent et adopter « un point de vue ahistorique et trop microsocial » (Favreau, 2010b, 18-19).

2.4 Conclusion

En conclusion, les notions fondamentales du cadre conceptuel exposé dans les pages précédentes seront remises en perspective pour bien mettre en lumière leurs liens avec la question du renouvellement des générations et du cycle de vie des coopératives qui y est associé.

Il importe de rappeler brièvement les définitions des trois concepts principaux. D'abord, un mouvement social peut être compris comme étant une action collective qui a pour objectif de générer un changement pour répondre à des besoins et aspirations spécifiques en optant pour des stratégies et structures cohérentes avec les idéologies et valeurs du mouvement. Le développement d'organisations d'économie sociale constitue quant à lui une réponse innovante et solidaire des acteurs aux défis et besoins qui les animent individuellement et collectivement. Les coopératives, plus spécifiquement, offrent des biens et services marchands et ont des critères de performance économiques mais aussi sociaux, culturels et politiques. Le mouvement coopératif,

qui constitue en quelque sorte un tout plus grand que la somme de ses parties (les coopératives), comprend trois principales composantes (Develtere, 1998).

Premièrement, la composante **idéologique** du mouvement coopératif fait référence aux valeurs d'équité et de coopération ainsi qu'aux aspirations collectives et politiques d'un groupe donné. Cette volonté de faire « autrement » (Favreau, 2010b) mène ce groupe à proposer un projet alternatif (Boucher, 2002). L'appartenance à un groupe social ayant une forte identité collective ou partageant un destin commun est le premier moteur de cette action collective (Defourny et Develtere, 1999). Or, lors de l'évolution du mouvement coopératif et du renouvellement des usagers, il y a généralement un glissement de valeurs qui nuit à la cohésion sociale. En effet, les valeurs et comportements collectifs de départ font progressivement place à d'autres plus individualistes (Defourny et Develtere, 1999; Demoustier, 2001; Morin, 2001) et la conscience collective devient plus « partielle » ou « temporaire » (Defourny et Develtere, 1999, 49).

Deuxièmement, la composante de la **praxis** est liée à la coordination des différents acteurs et actions collectives d'un mouvement à la réalisation de sa proposition idéologique. Il s'agit donc des aspects d'association (Favreau, 2010b), de mobilisation et de participation active du groupe social qui se sent menacé, afin de répondre à ses besoins et aspirations (Develtere, 1998). Cependant, cette réponse urgente à un besoin, qui est une seconde condition historique d'émergence et de développement des coopératives, devient de moins en moins pressante. De plus, dans un contexte de renouvellement des usagers et de pression exercée par la compétition, certaines coopératives sont amenées à diluer leurs valeurs de départ (D'Amours, 2002; Demoustier, 2001).

Troisièmement, la composante de la **structure organisationnelle** renvoie au type d'organisation de coopération économique choisie pour répondre à ces besoins et aspirations (Develtere, 1998). La coopérative permet de produire des biens et services pour répondre aux besoins du groupe social (Favreau, 2010b), tout en mobilisant les ressources et en développant des outils de transmission de valeurs (l'éducation coopérative). Or, il existe sans cesse une tension entre, d'une part, la volonté d'innovation pour s'adapter aux nouvelles aspirations et répondre aux nouveaux besoins et, d'autre part, le besoin d'institutionnalisation, qui permet quant à lui d'assurer la pérennité de l'organisation.

Ce sont là les grandes lignes de l'approche conceptuelle orientant les analyses effectuées dans le cadre de cette recherche. La démarche méthodologique utilisée pour la réalisation de ce projet sera exposée dans le chapitre suivant.

3. DÉMARCHE MÉTHODOLOGIQUE

(...) nous devons toujours avoir à l'esprit que notre avenir est entre nos mains et que nous devons nous affranchir le plus possible de notre dépendance de l'aide extérieure.
– Pauloosie Kasudluak p. 105 (Tulugak et Murdoch, 2007)

Dans ce chapitre, la démarche méthodologique empruntée dans le cadre de cette recherche et les choix qui y sont liés seront présentés afin de comprendre le contexte dans lequel l'étude a été menée et la rigueur du processus de recherche. Les choix méthodologiques, le type de recherche et la démarche en découlant, les outils de collectes de données, la méthode d'analyse de ces données, les considérations éthiques ainsi que les justifications, contraintes et limites de cette recherche seront ici exposés.

3.1 Choix méthodologiques

Cette section a pour objectif d'amener un éclairage sur les choix méthodologiques privilégiés au sein de cette recherche.

3.1.1 *Posture épistémologique subjectiviste*

Pour aborder les thèmes de la coopération et de l'autochtonie, une approche subjectiviste a été privilégiée en tant que posture épistémologique. Ce choix a pour objectif de « prendre en considération la signification subjective de la réalité sociale pour comprendre la société comme telle. Les valeurs, les objectifs poursuivis par une personne, son interprétation des événements, sa façon de comprendre sa société, renseignent sur la réalité sociale » (Deslauriers, 1991, 10).

En effet, cette posture permet de rechercher « le sens de la réalité sociale dans l'action même où elle se produit, au-delà des causes et des effets observables, mais sans toutefois oublier ceux-ci. »

Pour le chercheur adoptant cette perspective, les actions ne sont pas des phénomènes qu'il est possible d'étudier de manière isolée et figée dans le temps, mais s'inscrivent plutôt dans le sens, la dynamique et l'intention qui provient des acteurs eux-mêmes. Les personnes et collectivités sont donc les sujets de cette action (Gauthier, 2003, 41).

3.1.2 Méthode qualitative

Pour bien servir cette approche subjectiviste, une approche qualitative a été adoptée afin de « tenter de mieux comprendre les processus à l'œuvre dans les dynamiques psychique, interactionnelle ou sociale » (Paillé et Mucchielli, 2008, 5). Par ailleurs, le type de données privilégiées dans le cadre de cette recherche, c'est-à-dire les idées, les discours, les opinions, l'expérience et les perceptions, ne peuvent être quantifiées sans en perdre une partie de la richesse.

Même si la recherche qualitative « traite des données difficilement quantifiables, [...] elle] recourt à une méthode d'analyse souple et davantage inductive et [...] s'inspire de l'expérience de la vie quotidienne et du sens commun qu'elle essaie de systématiser » (Nguyên-Duy et Luckerhoff, 2006, 8). Pour Nguyên-Duy et Luckerhoff (2006, 8), cette approche de recherche adopte une attitude holiste, compréhensive et naturaliste en décrivant les sujets et phénomènes dans leur contexte naturel, une méthode souple plutôt axée sur l'enquête de terrain, ainsi qu'une posture subjectiviste remplaçant la notion de vérité par celle d'interprétation. Ainsi, le sujet étudié :

pensant par lui-même, produit des concepts qui, s'ils ne permettent pas de saisir la vérité, c'est-à-dire la conformité avec la chose, s'efforcent néanmoins de comprendre au mieux à travers l'activité réfléchissante du jugement. Moins que la vérité, il s'agit alors de l'émergence du sens, d'une direction qui permet la marche de la pensée, son orientation (Nguyên-Duy et Luckerhoff, 2006, 9-10).

L'interprétation devient donc un moyen de décrire ou de traduire des phénomènes sociaux et leur signification (Anadón et Guillemette, 2006, 27). La perspective interprétative/qualitative fait donc une distinction entre la réalité empirique ou objective et la connaissance que le chercheur et les acteurs peuvent avoir de cette réalité. Ainsi, « la définition que le sujet se donne de la réalité, sa compréhension et son analyse (subjectivité) dépendent des manières de percevoir, de penser, de sentir et d'agir particulières au sujet qui connaît à un moment donné et dans un lieu donné (intersubjectivité) » (Anadón et Guillemette, 2006, 28) Selon cette perspective, l'interaction entre le chercheur et le participant, c'est-à-dire l'intersubjectivité, participe à la construction de la connaissance.

La majorité des approches de recherche qualitatives ont une orientation phénoménologique qui se base sur les perceptions, les représentations et le point de vue des acteurs sociaux qui sont

considérés comme les auteurs de la réalité sociale qui ne peut exister indépendamment de la pensée, de l'interaction et du langage humain. [...] Dans cette posture, l'antagonisme entre compréhension et explication s'estompe car elle pose l'explication comme dépendant de l'interprétation. En effet, les approches «compréhensives» proposent un type d'explication différente parce que non causale et non linéaire, mais explication tout de même (Anadón et Guillemette, 2006, 29-30).

Bref, pour Anadón et Guillemette (2006, 30-31), la production de connaissances en recherche qualitative est conditionnelle à « 1) la valorisation de la subjectivité comme espace de construction de la réalité humaine; 2) la revendication de la prise en compte de la vie quotidienne comme lieu permettant de comprendre la réalité socioculturelle; 3) l'intersubjectivité et le consensus comme stratégies pour accéder à une connaissance valide de la réalité humaine. » (Anadón et Guillemette, 2006, 30-31)

3.1.3 Raisonnement inductif

Cette recherche n'a pas été réalisée avec l'objectif de confirmer ou d'infirmier une théorie, mais plutôt de générer des constats à partir des données qualitatives recueillies. L'approche inductive adoptée, qui a comme but de construire un modèle à partir de l'analyse de données empiriques, « réfère à un raisonnement qui va du particulier au général, plus précisément qui débute par l'observation de phénomènes particuliers pour ensuite essayer de dégager une théorie plus générale de ces observations. » (d'Amboise et Audet, 1996, 76) Ce type de raisonnement se caractérise par ailleurs par une circularité existante entre les étapes de collecte des données et celle de leur analyse (Anadón et Guillemette, 2006, 30-31; d'Amboise et Audet, 1996, 89) ainsi que par la « réduction des données visant à leur donner un sens en faisant émerger des catégories » (Blais et Martineau, 2006, 2). De cette manière, l'approche inductive, ou théorie émergente, permet de faire le lien entre les données et les théories existantes « sans les contraindre à une logique et à une forme étrangères à elles-mêmes. » (Anadón et Guillemette, 2006, 31). Pour Anadón et Guillemette (2006),

la codification qualitative utilise une logique particulière où les «prémises sont un ensemble de phénomènes empiriques et la conclusion est une hypothèse». Cette opération est, selon Kelle, un raisonnement basé sur deux sortes d'inférences : l'induction analytique et l'abduction. En effet, par induction analytique, un phénomène est décrit et interprété à partir de la catégorie et l'abduction permet de trouver des relations conceptuelles entre les catégories et donc des « règles » pour comprendre un phénomène (2006, 334).

Plusieurs auteurs se sont penchés sur le processus de recherche inductif : Anadón et Guillemette (2006) parlent de « théorie ancrée »; Villemagne (2006) décrit l'« anasynthèse »; Blais et Martineau (2006) reprennent l'approche générale d'analyse inductive de David R. Thomas; d'Amboise et Audet (1996) présentent l'approche holistico-inductive. S'ils présentent des

nuances quant au libellé, au contenu ou aux caractéristiques de la recherche inductive, plusieurs lignes directrices globales ressortent tout de même de leurs écrits et viennent se compléter.

Les auteurs identifient généralement différentes étapes dans le processus inductif d'élaboration d'un modèle théorique : 1- identifier et construire la problématique de recherche (Villemagne, 2006, 135); 2- effectuer une lecture approfondie du contenu permettant la familiarisation avec les données (Blais et Martineau, 2006, 6-8); 3- condenser les données dans un format résumé (Blais et Martineau, 2006, 3-4); 4- repérer les « unités de significations » et de « contexte » (Villemagne, 2006, 136-137); 5- faire émerger, construire et décrire des catégories en regroupant les données et établir des liens entre ces catégories (Blais et Martineau, 2006; d'Amboise et Audet, 1996; Villemagne, 2006); 6- valider et améliorer le modèle théorique élaboré (Villemagne, 2006, 137). La présente démarche de recherche a donc été basée sur ces différents éléments.

La recherche inductive permet en outre de se pencher sur un phénomène dans son ensemble en récoltant des informations de manière vaste et sans structure contraignante, contrairement à l'approche hypothético-déductive « où dès la première étape de la recherche, le chercheur sélectionne un petit nombre de variables caractérisant le phénomène étudié, concentrant dès lors toute son énergie sur ces seules variables. » (d'Amboise et Audet, 1996, 76) Si le choix de l'induction offre au chercheur une plus grande flexibilité, il lui demande par ailleurs une plus grande ouverture par rapport à l'ensemble des données et il ne peut donc pas « prendre appui sur des théories, un cadre théorique solidement défini et préexistant » (Villemagne, 2006, 134). Pour répondre au défi de la rigueur de la recherche, le chercheur doit ainsi se doter d'un encadrement adéquat pour mener à terme le processus inductif.

Selon Blais et Martineau (2006, 3-4), l'analyse inductive « se prête particulièrement bien à l'analyse de données portant sur des objets de recherche à caractère exploratoire, pour lesquels le chercheur n'a pas accès à des catégories déjà existantes dans la littérature. » (Blais et Martineau, 2006, 3-4)

3.1.4 Recherche exploratoire

Le sujet de cette recherche, la question de recherche, l'approche inductive adoptée et le terrain d'enquête ont mené à opter pour une recherche de type exploratoire. Celle-ci permet de documenter et d'étudier des phénomènes nouveaux ou d'ouvrir la voie à d'autres recherches sur le même sujet. Pour Trudel, Simard et Vonarx (2006), en effet, « la recherche exploratoire sert à produire des connaissances sur des phénomènes inconnus ». Cela la lie au raisonnement inductif qui permet de « poser des repères théoriques qui serviront à des recherches fondées sur un paradigme méthodologique hypothético-déductif » (39). La recherche exploratoire vise donc à combler un vide avec un minimum de connaissances sur lesquelles pourront s'appuyer des recherches de plus grande envergure (2006, 39).

Les auteurs d'Amboise et Audet (1996) proposent une structure spécifique pour la recherche exploratoire. Selon eux, le chercheur doit d'abord formuler une question générale de recherche à partir de phénomènes particuliers qui suscite sa curiosité et qu'il raffînera et précisera tout au long de la recherche (79). Par la suite, le chercheur peut consulter les travaux réalisés sur le sujet pour identifier les variables d'intérêt afin de brosser un premier cadre conceptuel provisoire (79-80). Cependant, « il n'est pas opportun à ce stade-ci du projet de recherche de s'attarder outre mesure à la théorie existante. Un tel exercice pourrait indûment influencer le chercheur dans sa manière d'aborder le terrain ou d'interpréter les événements dont il sera témoin » (79). Ils

proposent aussi que le chercheur émette des propositions de recherche, qui, au même titre que les hypothèses du processus hypothético-déductif, apportent une réponse probable aux questions de recherche et « expriment les relations les plus probables entre les variables d'intérêt » (d'Amboise et Audet, 1996, 80). Pour Anadón et Guillemette (2006), ces propositions de recherche sont des « intuitions à valider dans les données empiriques plutôt que d'hypothèses à vérifier » (Anadón et Guillemette, 2006, 33).

Bref, l'usage de l'induction et de l'exploration est approprié pour l'analyse d'objet d'étude « pour lesquels il existe relativement peu de modèles ou de théories. Le chercheur utilise l'analyse inductive pour faire apparaître des dimensions encore inexplorées sur une problématique précise » (Blais et Martineau, 2006, 14). Cette recherche de type inductive et exploratoire a pris la forme d'une étude de cas.

3.1.5 Étude de cas

L'étude de cas a été privilégiée comme approche méthodologique dans cette étude. Roy (2003) définit l'étude de cas comme « une approche méthodologique qui consiste à étudier une personne, une communauté, une organisation ou une société individuelle. Comme le suggère son nom, l'étude de cas se penche sur une unité particulière quelconque. » (Roy, 2003, 160) Cette forme particulière d'étude sur le terrain, souvent utilisée par les chercheurs utilisant une approche inductive, permet à ceux-ci d'étudier un nombre limité de situations en profondeur (d'Amboise et Audet, 1996, 82; Gauthier, 2003, 133).

Bien que l'étude de cas soit une des plus anciennes méthodologies de recherche, elle est aussi très controversée et critiquée en ce qui a trait à la validité de ses résultats. D'une part, la validité interne est souvent remise en question : « d'aucuns diront que les études de cas s'appuient sur des

informations partielles qui ne représentent pas toute la réalité du cas réel [...et que] les chercheurs qui s'adonnent aux études de cas prennent trop de liberté et introduisent des biais dans les résultats. » (Roy, 2003, 166-167) D'autre part, on reproche aux études de cas d'être déficientes sur le plan de la validité externe, c'est-à-dire d'avoir une faible représentativité de ses résultats. Ainsi, contrairement aux études qui se basent sur un grand échantillon d'individus sélectionnés au hasard et qui représente la société dans sa globalité, l'étude de cas ne permet pas de vérifier des hypothèses sur un large ensemble, de généraliser les résultats ou de tirer des conclusions globales (Roy, 2003, 167).

Si elle ne prétend pas à la représentativité statistique, l'étude de cas permet au chercheur « de se rapprocher de son objet d'étude et de l'observer dans son milieu naturel, ce qui permet une lecture et une compréhension du phénomène qui collent au maximum à la réalité. » (d'Amboise et Audet, 1996, 82) Sa valeur est en effet reconnue pour les recherches de type exploratoire et « devient très efficace pour analyser des réalités négligées par la science et que les théories existantes expliquent mal ou seulement en partie. » (Roy, 2003, 168) L'approche peut aussi être utilisée pour étudier les objets d'études qui sont difficilement mesurables et permet de replacer le phénomène dans son contexte géographique et historique (Roy, 2003, 168-169).

3.1.6 Recherche en partenariat

Cette recherche a été réalisée en partenariat avec la Fédération des coopératives du Nouveau-Québec (FCNQ). La thématique de recherche des coopératives inuites avait déjà été cernée avant d'approcher la FCNQ et une proposition de recherche a donc été soumise à l'organisation en mars 2011. Afin de mieux cerner les questionnements et les besoins en informations des responsables de la FCNQ, l'aspect générationnel a été ajouté au questionnaire de recherche.

L'emploi d'une approche interactive avec les partenaires a été essentiel à l'élaboration et à la conduite de cette étude. La recherche réalisée en partenariat avec le milieu d'accueil a en effet comme objectif de comprendre les besoins de ces collectivités et d'effectuer une analyse qui serait utile au milieu d'un point de vue pratique et qui pourrait contribuer autant à l'avancement des connaissances qu'à l'innovation. Le partenariat avec la communauté impose certaines contraintes au chercheur, notamment de temps, mais permet un accès accru à l'information.

3.2 Collecte de données

Dans cette section, les méthodes et différentes étapes de la collecte de données seront présentées. Dans un premier temps, une étude préliminaire a été menée pour comprendre le contexte et formuler la problématique de recherche. Dans un second temps, une enquête sur le terrain a été réalisée pour contribuer à combler les vides dans la littérature et répondre à la question de recherche, définie avec le milieu.

3.2.1 Étude préliminaire

Une revue de la littérature a d'abord été menée afin de produire l'état de la question le plus exhaustif possible sur les coopératives inuites du Nord-du-Québec. Des textes de différentes natures (entrevues, études de cas, publications gouvernementales, etc.) ont été utilisés et une analyse documentaire des matériaux existants a été effectuée, ce qui a permis de mieux comprendre le contexte d'émergence des coopératives inuites et de cerner les éléments manquants dans la littérature actuelle et récente.

Il existe effectivement beaucoup de littérature anthropologique et sociologique sur la culture traditionnelle des Inuits du Nord-du-Québec (Désy, 1972; Lachance, 1979), sur l'émergence du

mouvement coopératif au Nunavik (Arbess, 1966; Charron et Lévesque, 1979; Le Jeune, 1969) et sur les activités économiques autochtones – collectives ou non – (Beaulieu, 1983; Belhadji, 2001; Hammond-Ketilson et MacPherson, 2001; Lamothe et Lemire, 1994). Il n'existe cependant que peu de documents récents produits par des auteurs qui se sont intéressés à l'évolution et au rôle actuel des coopératives dans les communautés du Nunavik, aux rapports entre les coopératives et les nouvelles générations et aux perspectives du système coopératif inuit en général (Faubert-Mailloux et Girard, 2001; Girard et Ninacs, 2006; Martin, 2003).

3.2.2 Enquête de terrain

Après avoir cerné les vides de la littérature existante, une enquête sur le terrain a été menée. La FCNQ, qui a une grande connaissance des villages et de leur coopérative respective, a sélectionné deux communautés dans lesquelles elle croyait qu'il serait pertinent d'effectuer l'étude. Le voyage s'est donc déroulé en deux temps : du 10 au 15 avril 2011 dans la communauté de Quaqtq et du 15 au 20 avril 2011 dans la communauté de Puvirnitq.

Quaqtq est un village de 376 personnes en 2011 dont 36,7% de la population est âgée de 15 ans et moins et dont le taux de variation de la population entre 2006 et 2011 atteint 19,4% (Statistique Canada, 2012b). Ce village nordique, constitué officiellement en 1978, est situé sur la rive est de la Baie Diana, près de la Baie d'Ungava. Un négociant en fourrures indépendant a construit le premier poste de traite à Iggiajaaq, à quelques kilomètres au sud-ouest de Quaqtq en 1927 (Association touristique du Nunavik, 2010b). Par la suite, entre « 1931 et 1939, les postes de traite firent leur apparition et passèrent des mains de la compagnie Révillon Frères à la Compagnie de la Baie d'Hudson pour finir entre celles de la Baffin Trading Company (BTC) » (Association touristique du Nunavik, s.d.-b). Le magasin de Quaqtq est devenu une coopérative

en 1973 et s'est joint à la Fédération des coopératives du Nouveau-Québec en 1982. Aujourd'hui, la coopérative gère un magasin d'approvisionnement, un hôtel et un service de câblodistribution (Association touristique du Nunavik, s.d.-b).

Puvirnituk, pour sa part, comptait 1 692 habitants en 2011 avec 38,2% de la population ayant 15 ans et moins ainsi qu'un taux de variation de la population entre 2006 et 2011 de 16,1% (Statistique Canada, 2012a). Le village est situé à 4 kilomètres de la baie d'Hudson et sur la rive nord de la rivière du même nom (Association touristique du Nunavik, s.d.-a). En 1921, un premier comptoir de traite a été établi par la Compagnie de la Baie d'Hudson (CBH) et y a ouvert un magasin général en 1951, fermant par la même occasion deux postes de traite avoisinants et obligeant les Inuits de la région à venir s'installer à Puvirnituk (Association touristique du Nunavik, 2010a, s.d.-a). Par la suite,

En 1956, le père André Steinman est venu établir une mission catholique à Puvirnituk. Deux ans plus tard, il a incité les résidents à former l'Association des sculpteurs de Povungnituk, qui est devenue l'Association coopérative de Povungnituk. Aujourd'hui un symbole de la solidarité et d'indépendance des membres de la communauté, cette coopérative est l'une des plus dynamiques de toutes les coopératives de la Fédération des coopératives du Nouveau-Québec (Association touristique du Nunavik, 2010a).

Lors de l'enquête de terrain, une interprète inuite, originaire de Puvirnituk et travaillant à la FCNQ, a été présente pour faciliter le contact avec les gens des communautés et traduire les entretiens. Sans la présence de cette interprète, l'enquête de terrain n'aurait tout simplement pas pu avoir lieu.

Entrevues semi-dirigées

Dans le cadre de l'enquête de terrain, des entrevues semi-dirigées ont été menées pour recueillir des données que la revue de la littérature n'a pas fournies. Les schémas d'entrevue ont donc été

réalisés à la suite de l'étude préliminaire et avant l'enquête de terrain dans les communautés. Ces grilles d'entretiens ont eu pour objectif de centrer les entretiens autour des thèmes de recherche, en plus de faciliter l'échange entre le chercheur et les participants. En effet, un « minimum d'encadrement est souhaitable afin que la conversation ne dévie pas indûment vers des sujets totalement hors contexte » (d'Amboise et Audet, 1996, 84-85). Les schémas d'entrevue ont été bâtis sur le modèle de questions ouvertes afin d'obtenir des réponses libres de la part des participants. Selon d'Amboise et Audet (1996, 84-85), les entrevues semi-dirigées devraient être privilégiées comme méthode de collecte de données dans le processus inductif, puisqu'elles permettent d'explorer en profondeur l'objet de recherche. En tout, trois grilles d'entretien distinctes (annexe 2) ont été élaborées pour cibler les différents types d'acteurs liés au mouvement coopératif inuit du Nunavik.

Acteurs rencontrés

La population à l'étude a été large et a inclus les différents acteurs gravitant autour des coopératives. Il a été déterminé que deux caractéristiques ou critères spécifiques devaient entrer dans la sélection des participants pour l'entrevue. D'une part, le statut des individus par rapport à la coopérative. Afin d'aller chercher une diversité de points de vue et de perspectives sur les coopératives et leur dynamisme, trois catégories d'acteurs ont été ciblées : des membres², des employés et du personnel de gestion. Les trois grilles d'entretien ont d'ailleurs été élaborées de manière distincte en fonction de cette catégorisation. D'autre part, afin de saisir l'impact du renouvellement des générations sur les coopératives, il a été décidé d'effectuer des entretiens avec des gens de toutes les tranches d'âge.

² La très grande majorité des gens des communautés du Nunavik sont membre de la coopérative, puisque c'est un des seul, voir le seul, magasin du village. Dans ce contexte, la population à l'étude englobe l'ensemble des adultes de la communauté.

Un échantillonnage non probabiliste a été utilisé pour aller chercher les participants. L'interprète, qui a été présente tout au long du séjour de recherche, a donc été l'informateur-clé qui a permis d'avoir une vue d'ensemble du contexte, mais qui a aussi servi de lien de confiance avec les gens de la communauté. Elle a aidé à identifier les acteurs-clés tout en suscitant leur intérêt par rapport au thème de la recherche. Ainsi, lors de l'arrivée dans chacune des communautés, cette interprète s'est rendue à la radio communautaire pour annoncer notre arrivée, présenter la raison de notre présence et inviter les gens à venir nous rencontrer à notre hôtel au moment qui leur convenait. Cet échantillon volontaire a été complété par le réseau de connaissances de l'interprète, soit l'échantillonnage par boule de neige qui permet au chercheur « de dégager le système de relations existant dans un groupe, qu'un échantillon probabiliste classique n'aurait pas permis de découvrir » (Beaud, 2004, 226). Cet échantillonnage ne prétend pas être représentatif, c'est-à-dire qu'il ne sera possible de « généraliser (par inférence statistique) à la population ce qui a été mesuré sur l'échantillon » (Beaud, 2004, 216). Comme l'écrit Beaud (2004),

Et si ce qui importe, ce n'est pas la précision des résultats, mais la découverte d'une logique, d'un mécanisme, si la recherche se veut exploratoire, si ce qui intéresse le chercheur ce ne sont pas les variations même à l'intérieur de la population, mais plutôt quelques particularités de celle-ci, pourquoi alors rechercher une représentativité qui n'aurait qu'un intérêt limité? (225)

Dans le cadre de cette enquête terrain, 15 personnes ont été rencontrées³. De ce nombre, 6 personnes ont été interviewées individuellement à Quaqaq, dont 4 membres, 1 membre du personnel de gestion et 1 employé. Pour ce qui est de Puvirnituk, 6 entretiens ont eu lieu individuellement et 3 personnes ont été rencontrées en groupe. Des 9 entretiens réalisés, 2 ont été menés avec du personnel de gestion et 7 avec des membres. Les personnes rencontrées étaient approximativement âgées entre 18 et 75 ans.

³ Pour plus d'information sur les entretiens, voir l'annexe 4.

3.3 Analyse de données/ structure de la preuve

La démarche d'analyse des données de cette recherche est représenté par les quatre étapes identifiées par Blais et Martineau (2006, 6-8), qui « devraient faire partie intégrante d'une démarche d'analyse inductive intégrant la codification et menant à la réduction des données » (6).

Dans un premier temps, les données brutes ont été préparées et uniformisées dans un format commun. Les entrevues ont en effet été retranscrites intégralement dans des documents distincts.

Une lecture attentive et approfondie a été réalisée dans un second temps. Les entretiens ont été résumés en une ou deux pages afin d'en faire émerger les idées conductrices et de garder les citations significatives. Dans un troisième temps, des premières catégories ont été identifiées et décrites. Pour ce faire, des segments de texte significatifs ont été identifiés et assignés à une catégorie (déjà créée ou à créer) selon leur signification. Selon d'Ambroise et Audet (1996), c'est « en comparant et en contrastant les données recueillies les unes aux autres que le chercheur arrivera à identifier ce qu'elles ont en commun et au contraire ce qui les démarque » (88). Dans un quatrième et dernier temps, les catégories ont été révisées et raffinées en cherchant à réduire le nombre de catégories « afin que le chercheur puisse avoir une vue d'ensemble des aspects clés qui ont été identifiés dans les données brutes et qui sont considérés comme étant les plus importants, étant donné les objectifs de recherche visés » (Blais et Martineau, 2006, 8).

En bref, ces catégories permettent à la fois de résumer et de donner un sens aux données brutes (Blais et Martineau, 2006, 8).

3.4 Éthique

Afin de respecter les normes éthiques dans le cadre de cette recherche, une demande de certificat d'éthique pour une recherche avec des êtres humains a été soumise avant la réalisation de

l'enquête de terrain. Le document principal de cette demande a essentiellement présenté le but et le contexte de la recherche, l'évaluation des risques de la recherche pour les participants, les modalités de recrutement des participants ainsi que les mesures prises en ce qui a trait au consentement des participants, au respect de leurs droits et à la confidentialité de leurs propos. En plus de ce formulaire général, un exemple de lettre de premier contact avec les participants, de formulaire de consentement (annexe 3) et les grilles d'entretiens ont été soumises au comité d'éthique. Le certificat d'approbation éthique pour cette recherche a été accordé le 20 avril 2011 par le président du comité d'éthique à la recherche de l'Université du Québec en Outaouais.

Lors de l'enquête de terrain, chaque participant a dûment lu⁴ et signé deux copies du formulaire de consentement (un pour le participant et un pour la chercheuse). Ce formulaire leur a présenté la démarche et les objectifs de recherche, les modalités de participation liées aux entretiens et la manière dont leurs propos allaient être gardés confidentiels, en plus de fournir les coordonnées de toutes les parties liées à la recherche (chercheuse, directeur, comité d'éthique). Le document leur a aussi expliqué que leur participation était entièrement volontaire et que la signature de ce document signifiait un consentement éclairé.

3.5 Justifications, contraintes et limites

Ces choix méthodologiques se sont imposés pour deux raisons précises dans le cadre de cette recherche. D'une part, la littérature liée à l'objet de cette recherche est très limitée. Par ailleurs, les théories portant sur le mouvement et le système coopératif, sur son évolution et sur son renouvellement sont peu nombreuses. La littérature n'a donc pas permis de dégager des

⁴ L'interprète a traduit verbalement le formulaire en inuktitut aux participants qui ne lisaient ou ne comprenaient pas l'anglais.

tendances et des théories récentes sur les présentes considérations. Il n'a, par conséquent, pas été possible de générer des hypothèses dont la validité aurait pu être vérifiée sur le terrain. D'autre part, le contexte dans lequel cette recherche a été conduite a mené à un processus itératif et progressif « en fonction des prises de consciences effectuées au cours de la collecte et de l'analyse préliminaire des données » (Gauthier, 2003, 71). Les choix méthodologiques ont découlé les uns des autres en fonction de ces deux aspects ainsi que du contexte de la recherche et des contraintes y étant associées.

Par ailleurs, différentes contraintes ont mené à utiliser une technique d'échantillonnage non probabiliste, laquelle consiste à choisir arbitrairement les participants. En effet, il est difficile et délicat pour un chercheur étranger extérieur à la communauté – et de passage, de surcroît – de solliciter la participation des individus de la communauté qu'il étudie, qui deviennent en quelque sorte des objets d'étude et qui ne voient pas nécessairement les retombées de leur implication. En outre, la confiance, la crédibilité et la légitimité du chercheur, nécessaires au bon déroulement des entretiens, sont difficiles voire impossibles à bâtir dans un contexte comme celui-ci. À cela s'ajoutent la connaissance restreinte des communautés, l'absence de contact-clés y habitant, les limites budgétaires (impliquant la non-rémunération des participants) et la contrainte importante de temps. Dans ce contexte, il aurait été impossible d'effectuer un échantillonnage probabiliste.

Enfin, cette recherche a été limitée par des facteurs de nature technique, méthodologique et individuelle.

Premièrement, tel que mentionné plus tôt dans ce chapitre, les ressources financières, humaines et en temps ont été limitées pour effectuer la présente recherche. En effet, l'accès au Nunavik est très dispendieux, autant en ce qui a trait au coût du billet d'avion, du logement, que de la

nourriture. Il n'a donc pas été possible de rester longtemps sur le terrain d'enquête pour réaliser les entretiens. Cela a considérablement limité la quantité d'informations collectées et la possibilité de créer une circularité entre la collecte et l'analyse de données pour arriver à une saturation théorique, typique du raisonnement inductif. Il aurait en fait été essentiel de rester plus longtemps, voire de retourner sur le terrain, afin de réaliser une plus grande quantité d'entretiens pour arriver à une saturation théorique et à une validation des catégories. Il serait donc nécessaire que d'autres chercheurs complètent ce cycle pour confronter les nouvelles données à celles recueillies ici et ainsi valider un modèle théorique émergent (Anadón et Guillemette, 2006, 30-31). Par ailleurs, l'ampleur d'une recherche de maîtrise est limitée par le fait qu'une seule personne s'y consacre.

Deuxièmement, du point de vue méthodologique, même si le partenariat créé avec la FCNQ a été essentiel à la conduite de cette recherche, il a amené aussi certaines limites. D'une part, la FCNQ a permis un accès aux terrains de recherche lorsqu'elle le pouvait, plutôt qu'au moment le plus approprié dans le processus de recherche. Les préparatifs pour l'enquête de terrain ont dû être faits rapidement et les grilles d'entretiens ont ainsi été rédigées au meilleur des connaissances à ce moment. D'autre part, la barrière linguistique a pu être une limite importante à l'étude. Dans le processus d'interprétation normal (autant de l'anglais à l'inuktitut qu'à l'inverse), certaines informations peuvent être perdues, étant jugées non importantes ou non appropriées, tandis que d'autres sont transmises sans l'entièreté de leur sens.

Par ailleurs, le modèle de recherche présenté ici est axé sur le terrain de recherche plutôt que sur la théorie. Les résultats présentés ici ne peuvent donc pas nécessairement être généralisés à d'autres terrains. D'abord, les deux communautés étudiées sont elles-mêmes différentes. Il n'est donc pas certain qu'il serait possible de généraliser à l'ensemble des communautés du Nunavik,

bien qu'elles aient toutes des coopératives et qu'elles partagent une histoire semblable. Qu'en serait-il ailleurs chez d'autres communautés inuites au pays ou chez d'autres Premières Nations d'ici ou d'ailleurs? Qu'en serait-il pour d'autres coopératives non autochtones? Il est effectivement difficile de généraliser les résultats d'une recherche inductive qui étudie un nombre de cas restreint. Si l'étude de cas comporte des limites sur le plan de la représentativité, tel qu'exposé plus haut, elle demeure un outil intéressant pour les études exploratoires par rapport à des réalités négligées et permet de « «découvrir» et mieux approfondir des phénomènes insoupçonnés ou difficiles à mesurer. » (Roy, 2003, 168) Elle permet de plus « d'inscrire le phénomène qui nous intéresse dans un contexte géographique et historique » (Roy, 2003, 168-169).

Troisièmement, le chercheur n'est pas en mesure de se séparer complètement de ses préjugés et de l'influence théorique lorsqu'il aborde les phénomènes étudiés. Le processus de recherche inductif ne saurait en effet l'être complètement, puisque le chercheur ne peut pas seulement accueillir les données qui émergent. Il est nécessaire d'approcher le terrain avec des éléments théoriques qui permettent de sélectionner un échantillonnage et des situations à explorer. Même s'il est essentiel que le chercheur tende vers l'objectivité, il est impossible d'appréhender un phénomène de manière totalement neutre et libre de tout a priori (Anadón et Guillemette, 2006, 32-33). En outre, « les données elles-mêmes ne sont jamais exemptes d'interprétation par les acteurs eux-mêmes et le chercheur doit construire sa propre interprétation sur ces données déjà chargées conceptuellement d'un univers théorique qu'il doit prendre en compte » (Anadón et Guillemette, 2006, 33).

4. PRÉSENTATION DES RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE DE TERRAIN

Mon envie de la richesse des Blancs
A su me dévier de la voie ancestrale
Je sacrifie mon passé mes droits, la fibre de ma vie
Pour tendre les mains et saisir l'argent offert.
Je laisse à ceux à naître ma dette impayée,
Car je suis vaincu par mon avidité.
Je ferme les yeux devant l'index accusateur de mes héritiers,
Je clame que je n'avais aucun choix.
Et j'accepte mon petit morceau de terre,
Mon petit morceau de terre qui m'alourdit, tel un roc massif.
– Les paroles du vieil homme p. 247
(Tulugak et Murdoch, 2007)

Oh! Mon grand-père.
Oh! toi qui as abandonné tes droits.
Oh! toi qui as abandonné toutes tes revendications
Et tous tes titres
En échange d'un tout petit carré de terre.
Oh! toi qui m'as laissé choir,
Sans me donner la force de me relever,
Tu me laisses triste et abattu.
Toi qui croyais que tous partageraient la richesse.
Oh! toi, comme tous ceux qui cherchent à saisir le butin,
Pour découvrir qu'il ne revenait qu'à certains.
– Les paroles du jeune homme p. 248
(Tulugak et Murdoch, 2007)

Ce chapitre présente les propos des membres (M), employés (E) et gestionnaires (G) des coopératives interviewées à Quaqtak (Q) et Puvirnituk (P) en avril 2011. Les données recueillies lors de l'enquête de terrain seront ici exposées sous forme de grands thèmes ou de catégories émergeant des réponses des interviewés, plutôt que d'un cadre prédéfini. La variété et la profondeur des thèmes abordés dans ce chapitre permettent d'explorer différentes dimensions de l'impact du renouvellement des générations sur les coopératives et de les replacer dans leurs contextes social, géographique et historique. Ce chapitre présente donc ce qu'ont dit les différents participants à propos de la modification de leur rapport à l'économie, de l'éducation coopérative, de la relation entre les générations ainsi que de la relation entre la communauté et la coopérative.

4.1 Modification du rapport à l'économie

L'aspect économique a été abordé lors des différents entretiens et les répondants ont brossé un portrait de l'impact des subventions accordées aux Nunavimmiut à la suite de la signature de la CBJNQ sur leur rapport à l'argent et à l'emploi. Les personnes interviewées ont aussi abordé la question de la compétitivité des coopératives.

4.1.1 *Le rapport à l'argent et au travail*

Impact des subventions

Selon deux membres de la coopérative de Puvirnituk (MP1, MP2), les subventions accordées aux Inuits par Makivik, à la suite de la signature de la CBJNQ, ont un impact important sur le rapport que les populations du Nunavik ont envers l'argent. MP1 déplore la manière dont la distribution est faite dans les communautés : « *They are giving everything, just spitting out the money to the people and they do not know what it is going to be used for* ». La population reçoit donc de l'argent sous forme de subventions ainsi que des prestations d'aide sociale, ce qui lui permet de vivre sans avoir besoin, selon eux, de travailler. De cette manière, les gens ne semblent pas connaître la valeur de l'argent. D'ailleurs, « *in every community, the young people think that the money grows on trees* » (MP1).

Par ailleurs, si un gestionnaire (GP1) croit que les profits réalisés par la coopérative sont un indicateur de satisfaction de la population à son égard, pour deux membres (MP4, MP5), c'est plutôt le retour d'argent que la coopérative permet qui incite les membres à y acheter : « *That is why we are doing coop – because they do dividends* » (MP5).

Rapport à l'emploi

Selon MP1, le fait que les gens du Sud aient par le passé tiré avantage de la générosité a mené les Inuits à aujourd'hui réclamer tout l'argent qu'ils peuvent aller chercher : « *Right now, we must understand their bitterness in saying "I am not moving my butt an inch, unless you pay me!"* »

Malgré cela, MP1 et MP2 pensent qu'il y a peu de gens qui ressentent le besoin de faire des efforts pour obtenir plus d'argent et ainsi avoir une meilleure vie. Ils croient que, si la population avait à travailler pour vivre, elle « se réveillerait » et « retrouverait sa dignité », comme ça a été le cas avec le mouvement coopératif. Par contre, même si les gens savent encore aujourd'hui que la coopérative est importante, ils ne veulent pas s'y engager, parce que cela exige, selon eux, trop de travail et d'effort :

That is the mentality today in the younger generations – in the ones that did not have to get up early before sunrise to start working. That is how they think : if it is too uncomfortable for me, I do not want to have this job. No vision. That is all they see : "If it is going to pay me good..." (MP1).

MP2 déplore d'ailleurs le fait qu'il n'existe pas d'échelle salariale à gravir, de vente à commission ou de bonus pour motiver les employés de la coopérative à mieux travailler, « *if you are not going to make extra money you do not care* » (MP2).

Selon la plupart des personnes interviewées, une grande partie des Inuits a donc un rapport à l'emploi instable, sujet aux envies et besoins à court terme des individus.

MQ3 confie, par exemple, qu'elle a occupé plusieurs emplois de manière inconstante au fil des ans à cause de ses problèmes de consommation. Quant à GQ1, elle a décidé de poser sa candidature sur un poste à la coopérative que personne ne voulait occuper même si elle n'y portait pas beaucoup d'intérêt : « *I am a mother who needed a job so I applied here [...] and I got*

it ». EQ1, pour sa part, est un jeune caissier qui travaille à la coopérative depuis qu'il a arrêté d'aller à l'école. Il n'aime pas son emploi à la coopérative, ne le trouve pas intéressant et n'y voit aucun côté positif : « *I am just tired of working here. [...] It is a cheap job* » (EQ1). Comme les autres jeunes qui travaillent à la coopérative pendant ou après leurs études, il avoue avoir tendance à quitter ses emplois et à y revenir fréquemment, selon son humeur. Selon GP1, c'est pour cela qu'il y a un fort taux de roulement de personnel, particulièrement avec les caissiers qui ont besoin d'être remplacés presque chaque semaine : « *They will stay for a while and they will say : "I want some free time". So another one applies for that* » (GQ1).

Deux répondants (GQ1, MP6) affirment que le roulement de personnel dans les coopératives pourrait aussi être expliqué par les bas salaires des employés. GP1 affirme que ces salaires, qui sont déterminés par la Fédération, dépendent des budgets ou surplus de l'année précédente et augmentent selon le coût de la vie et l'ancienneté. Pour GQ1, ces augmentations n'aident cependant pas à retenir le personnel. Selon GP1, ce roulement de personnel pourrait aussi être expliqué par le fait que même de très bons employés ne respectent pas certains règlements (par exemple, prendre des produits sans les payer), ce qui mène éventuellement à leur congédiement.

Deux membres de la coopérative de Puvirnituq (MP1, MP2) soulignent que, même si les gens veulent travailler, ils ne sont souvent pas assez qualifiés, manquent d'expérience et d'éducation. Ainsi, selon MP2, comme il n'y a pas de motivation ni opportunités, les portes se ferment et les jeunes tombent dans l'alcool et la drogue. La Société Makivik doit elle aussi embaucher des gens dans les communautés. Cependant, puisque cette Société et les autres instances de l'ARK ont des ressources financières plus importantes, elles peuvent embaucher des professionnels et des employés diplômés. Ce faisant, la majorité de leurs employés sont des Blancs, « *and there are only a handful of Inuit people just to satisfy the Inuit* » (MP1).

4.1.2 Compétitivité des coopératives

Les personnes interviewées ont souligné deux principaux compétiteurs à la coopérative.

D'une part, MQ1 perçoit Internet comme le principal concurrent des coopératives. Les gens de la communauté ont en effet tendance à y acheter ce dont ils ont besoin plutôt que de le commander à la coopérative, puisque les produits y sont moins chers et que la livraison est réalisée plus rapidement.

D'autre part, MP2 et GP1 croient que la compétition engendrée par la présence du magasin Northern dans la communauté de Puvirnituk oblige la coopérative à constamment mieux travailler et permet de garder les prix bas : « *if it was only a Northern store – the Hudson's Bay Company – we know that the price of merchandise would be sky-high* » (GP1). MP4 souligne que la coopérative se distingue par ailleurs du magasin Northern en vendant les denrées de base sous leur valeur marchande : « *they lose money in that, but it is okay, because the Federation will give some money to pay for that* » (MP1).

4.2 Éducation coopérative

Dans le cadre des entretiens réalisés, l'aspect du transfert du savoir par rapport aux coopératives est revenu fréquemment, autant en ce qui a trait au partage d'information plus générale dans la communauté, à la formation des employés des coopératives, à l'éducation coopérative et à la réflexion plus critique envers les coopératives.

4.2.1 Information

Publique

Selon MP1, les coopératives étaient vigoureuses à leurs débuts parce que les Inuits voyaient concrètement le résultat de leur action et recevaient régulièrement et directement de l'information sur les coopératives.

Deux répondants de Puvirnituk (GP2, MP6) affirment que de l'information est aujourd'hui donnée régulièrement au public et aux jeunes, particulièrement à la radio. Les aînés y expliquent comment ils vivaient avant l'arrivée des coopératives dans leur communauté et en quoi leur émergence a changé leur manière de vivre. Selon MP7, l'information est facile à obtenir, puisque les directeurs des coopératives font tout pour transmettre leurs connaissances aux membres. Elle croit cependant que ce sont seulement les personnes qui sont attentives et sensibilisées à l'égard de cette question qui se donnent la peine de s'informer.

Plusieurs membres des coopératives (MP4, MP5, MQ4) trouvent par contre que l'organisation ne donne pas assez souvent de l'information sur les coopératives. MP5 déplore que l'information soit donnée à la radio pendant les heures de travail et croit par ailleurs qu'il serait plus efficace d'envoyer de l'information par la poste ou de rendre les rencontres d'information plus attrayantes pour la population en y organisant d'autres activités.

MP1 et MQ4 croient eux aussi que les directeurs devraient informer et sensibiliser les membres, la communauté et les employés par rapport à la mission et au fonctionnement de la coopérative. Selon MP1, la plupart des directeurs ne savent pas qu'ils sont censés le faire, puisque ça ne leur

est pas explicitement demandé : « *[they] do not think they are teachers. They are waiting for a teacher to come from outside of the community* ».

Information transmise d'une génération à une autre

Plusieurs des personnes rencontrées (MP5, GP2, MP1) croient qu'il est très important de transmettre l'histoire du mouvement coopératif aux nouvelles générations. Ces personnes observent par contre que peu de jeunes la connaissent véritablement et comprennent le fonctionnement de ces organisations collectives. D'ailleurs, pour MP5, les jeunes d'aujourd'hui ne savent pas que la coopérative leur appartient et vont y magasiner sans se poser de question.

MP1 croit en effet que les aînés connaissaient bien le mandat et la mission du mouvement coopératif mais qu'ils n'ont pas nécessairement transmis ces informations aux plus jeunes. Selon elle, ce savoir collectif perd donc de sa force et de son importance à chaque génération. D'ailleurs, MP4 croit qu'elle devrait transmettre ces informations à ses enfants, ce que son père a omis de faire : « *My grandfather was very dedicated to the coop. And my father – his son –, just automatically went to the coop, but he forgot to explain why he did that* ».

Selon MP7, par contre, l'importance de transmettre aux nouvelles générations l'histoire liée aux coopératives varie considérablement d'une famille à l'autre, ce qui a comme effet que certains jeunes sont très informés et que d'autres le sont beaucoup moins. MP2 croit pour sa part que les jeunes sont en général bien informés par rapport à la coopérative, puisque l'on a selon lui enseigné aux gens que la coopérative est la seule organisation dont la communauté a besoin et qu'il existe une mentalité selon laquelle la communauté ne serait rien sans elle.

Enfin, MP5 croit que, tant que les connaissances historiques par rapport à la coopérative seront partagées, les nouvelles générations soutiendront le mouvement coopératif. En effet, GP2 affirme que, lorsque les aînés prennent le temps de s'asseoir avec les jeunes pour parler de l'histoire des coopératives, ces derniers comprennent et prennent la chose au sérieux.

4.2.2 Formation

Selon plusieurs répondants (GQ1, MP1, MQ4, MP2), il y a une absence presque totale de formation au sein des coopératives. Les gestionnaires sont les seuls à recevoir de la formation pour exercer leurs fonctions et doivent donc se rendre régulièrement dans le Sud. MQ4 souligne qu'il y a aussi beaucoup de personnel de la FCNQ qui vient régulièrement aider les gestionnaires dans les coopératives et se demande : « *Why don't they teach them instead of coming here and use money for trips?* »

Selon un gestionnaire (GQ1), les autres employés des coopératives ne suivent pas de formation et doivent plutôt apprendre leur travail dans le cadre de leur fonction et sans préparation préalable. Un membre (MP2) croit que ce n'est pas à la coopérative de donner de la formation à ses employés, mais que les Inuits devraient plutôt suivre des cours dans des écoles de commerce avant d'être intégrés dans des entreprises, « *because just putting somebody in there without any training, it is just going to go with the flow, and well, not looking to how they can make more money, how they could be more interesting in the store* ».

En outre, MP1 affirme que s'il existe beaucoup d'information, de documents et de matériel didactique disponibles à la FCNQ pour la formation des employés des coopératives, plusieurs directeurs et gérants ne lisent pas cette information, parce que chez les Inuits, « *all the information is passed on orally and as you work on it – hands-on instructions* ».

4.2.3 Éducation

MP1 croit que l'éducation constitue la meilleure manière de garder vivante la vision des fondateurs du mouvement coopératif, autant chez les membres que chez les dirigeants. L'éducation coopérative serait ainsi la seule manière d'engager réellement les directeurs dans le mouvement coopératif et de les convaincre de l'importance de leur rôle dans le dynamisme de ce mouvement. Présentement, lorsqu'un conseil d'administration doit être élu, personne ne veut en faire partie.

You have to beg them to become directors : "Could you? Please!" Because nobody understands, nobody knows what it is all about. There is lack of education for the members. There might be, for store managers [and] general managers, courses like that, but this is for technical reasons. But for the mission statement, there is no education (MP1).

Pour MQ4, le conseil d'administration et la FCNQ jouent un rôle primordial dans le fonctionnement et dans la vigueur des coopératives. En effet, lorsque les membres du conseil d'administration sont enthousiastes et déterminés à faire avancer les choses, le mouvement coopératif devient plus fort et vivant. Inversement, lorsque les membres du conseil d'administration sont peu engagés, ils laissent simplement les choses aller sans qu'il y ait d'amélioration.

4.3 Relations entre les générations

Lorsque la thématique des générations a été abordée dans les entrevues, plusieurs personnes interviewées se sont montrées préoccupées par la distance culturelle et communicationnelle causée par le changement social des dernières décennies.

4.3.1 Un fossé entre les générations

Plusieurs répondants croient qu'il existe un fossé entre les générations, notamment creusé par le changement de mode de vie.

Plusieurs intervenants de Quaqtac (MQ2, MQ3, MQ4, GQ1) ont souligné que les jeunes générations sont bombardées par les nouvelles technologies, avec lesquelles les générations précédentes n'ont pas eu à composer. Les jeunes doivent s'y adapter et sont fortement influencés par elles.

Une répondante (MQ4) croit par ailleurs que l'inconfort qui accompagnait le mode de vie traditionnel de sa jeunesse était formateur. Selon elle, le confort dont jouissent les nouvelles générations a altéré les relations communautaires et les mène souvent à seulement rechercher le plaisir.

MP7 se remémore, pour sa part, que lorsqu'elle était jeune, il n'y avait pas de différence entre les aînés, les adultes et les enfants :

They were not sectioned. Everybody was a human being and we considered ourselves as same as everybody else. Only, when they started sectioning the age groups, that is when this gap began to be realized. [...] I believe that this sort of ideas – sectioning age groups – began with the school (MP7).

Selon GQ1, les jeunes d'aujourd'hui sont souvent en désaccord avec leurs aînés et il serait bénéfique qu'ils se côtoient plus souvent. MQ3 affirme que, s'il y a de nombreuses tentatives de reconnecter les jeunes avec les aînés, « *the young people still do not have something alive in them. It is so dead within them that they cannot be convinced to believe that somebody cares for them* ».

4.3.2 Des problèmes de communication

Plusieurs répondants se sont dits inquiets des relations qu'entretiennent les parents avec leurs enfants. À Quaqtq, particulièrement, quelques familles sont encore très unies, mais elles sont peu nombreuses. En effet, selon MQ3, les enfants dans les communautés agissent comme s'ils n'avaient aucune responsabilité envers leurs proches et se comportent comme s'ils étaient les « patrons » de leur maison. MQ4 croit qu'il n'est plus possible d'avoir la même approche avec les jeunes de la nouvelle génération :

When these things were coming up – like the coop and the schools and the Church –, that was becoming part of our lifestyle. Our parents used to show us how important they [the coops] are. They would explain to us how important it is and use their authority, but we cannot do that anymore, because they [the youth] just talk back. They think they know now, because they have heard about the law; they know they can go to youth protection. And when we seriously try to talk to them, they think we are scolding them, even when we are trying to be informative. They think we are complaining. [...] The construct of criticism is gone. That is the way the Inuit used to teach – by criticism (MQ4).

Selon MQ3, cette situation changera seulement si « *the whole community decides that they are going to work on to be parents for the children, all together, that is the only time the community is going to improve on the negative side of their lifestyle* ».

4.4 Relations de la communauté avec la coopérative

Dans le cadre des entretiens réalisés, les répondants se sont exprimés sur leur perception des coopératives, de la place actuelle des jeunes dans ces organisations, des forces et faiblesses des coopératives ainsi que sur la perception qu'ils ont de la FCNQ.

4.4.1 Perception de la coopérative par les membres de la communauté

Identité, Qallunaat et coopératives

Quelques personnes interviewées ont souligné que l'arrivée des Blancs dans leur communauté a bouleversé l'ordre établi et que la naissance des coopératives a modifié la relation entre les Inuits et les *Qallunaat*⁵. En effet, lorsque les contacts avec les *Qallunaat* sont devenus fréquents, MQ4 affirme que sa génération respectait encore l'autorité des aînés et des institutions traditionnelles. Selon MP1, l'imposition graduelle des institutions blanches rend encore aujourd'hui difficile la prise d'initiatives, puisque les Blancs ont depuis le début été perçus comme les patrons dont les instructions devaient être suivies :

Unless somebody from outside comes and tells us what to do, then we are in a very dangerous position if we try to do it ourselves, because he [Qallunaat] is going to tell us we are wrong anyway. The frustration and the discouragement that happened over and over again from people trying to do something for themselves. They [the Inuit] experienced that frustration – and that kills the spirit of the person (MP1).

Par contre, MP6 pense que le développement du mouvement coopératif a changé la vision que les Inuits et les Blancs avaient l'un de l'autre :

When the cooperative movement started functioning, and we started working on it, Qallunaat people used to be like gods. [...] They treated us as if we were different from them. After the cooperative movement, the Qallunaat people started coming to help us with the cooperative movement and we just lived with them. That is when we thought: "Hey, they are the same human being as us!" (MP6)

Si les coopératives ont permis aux Inuits de développer un rapport plus égalitaire par rapport aux *Qallunaat*, MP1 croit qu'elles ont aussi permis de garder la coopération au cœur des communautés : « *That is how we survived; that is why we still use it [the coop], because it*

⁵ Non-Inuits.

worked. [...] We just copied that technology and put it to better use. It is still tradition. » Ainsi, pour elle, l'adaptation des Inuits s'est reflétée par l'incorporation d'aspects traditionnels dans des outils de la modernité.

Autonomisation

De nombreux intervenants s'entendent pour dire que l'avènement des coopératives a permis une certaine autonomisation chez les Inuits du Nunavik.

Selon MP1, MP5 et MP7, avant l'arrivée des coopératives, les ressources des communautés étaient exploitées par les Blancs sans qu'elles en tirent de bénéfices. MP1 souligne que Peter Murdoch, ancien directeur de la *Hudson's Bay Company*, et le père oblat André Steinmann ont voulu changer les choses et aider les Inuits à retrouver leur autonomie économique et politique passée en introduisant le mouvement coopératif. Selon MP7, le fait que les coopératives leur permettaient de fixer eux-mêmes le prix de vente de leur sculpture a été le premier pas vers cette autonomie.

MP2 croit pour sa part que la coopérative a par ailleurs aidé la communauté à se développer, à apprendre à ses membres à travailler ensemble ainsi qu'à planifier, organiser et administrer une entreprise : « *It has helped the Inuit people to be business-minded all through these years* ». Pour GP2 aussi, le mouvement coopératif a été gage de développement économique et apporte encore aujourd'hui des bénéfices évidents à la population. D'ailleurs, selon lui, « *[i]f we did not start the cooperative movement in Puvirnituq, we would not be sitting here today. I think we would be done* » (GP2).

Fierté, développement coopératif et sentiment de propriété

MP2 estime, comme plusieurs autres personnes interviewées, que la coopérative est une partie importante de la vie de sa communauté. Selon lui, les gens de Puvirnituk en sont très fiers, puisqu'elle est perçue comme une réussite et qu'ils ont grandi avec elle. En effet, MP7 croit que la mise sur pied et la matérialisation des coopératives ont amené un sentiment de capacitation dans les communautés du Nunavik. Elle confie qu'elle a été vraiment fière que les Inuits soient en mesure d'exploiter et de s'occuper par eux-mêmes de la coopérative. MP1 considère pour sa part pouvoir compter sur le mouvement coopératif, « *because I have seen the progress and I have seen the pride retrieved again. I believe the cooperative movement is the only way to get this pride again from the Inuit* ».

GP1 croit que les membres constatent la progression soutenue du mouvement coopératif par l'entremise du développement des différents projets dans la communauté. D'ailleurs, selon GP2, en voyant la croissance des coopératives au cours des dix dernières années, les gens ont commencé à penser que tout est possible.

Si GP1 considère que les coopératives sont les seules organisations qui appartiennent complètement aux Inuits, MP2 croit pour sa part qu'ils ne les contrôlent qu'en partie. Ce dernier affirme en effet que ce sont des conseils d'administration restreints qui prennent les décisions et dirigent les coopératives et non pas l'ensemble de la population. MP2 souligne de plus que les Inuits ne pourraient pas faire fonctionner tout le système des coopératives seuls : « *Without expertise of FCNQ and the human resources they provide, I do not think the coop would run very well. In that sense, we say we are proud to run the coop... It is only true to a certain extent [that] we can say we fully own and operate it.* »

MP2 croit tout de même que les gens sont très attachés à la coopérative puisqu'ils sentent qu'elle leur appartient : « *They feel the ownership [...]. And they feel they have control over the store. [...] they feel they can do a lot of things, so they can decide what to do in order to create jobs or to provide more services* ». Selon lui, les membres de la communauté n'éprouvent pas ce même sentiment envers le magasin Northern. Selon MP2, ce sentiment d'attachement envers les coopératives est *collectif* mais ne se traduit pas pour autant en appropriation et en engagement *individuels*. En effet, en étant la responsabilité de tous, la coopérative n'est de la responsabilité particulière d'aucun de ses membres : « *When you are not personally tied to it, it is hard to really put your heart into it. [...] it could be a lot more efficient, it could be a lot more profitable, but since nobody put their heart into it, it is just a machine on its own that is running* » (MP2).

Différences d'appropriation entre les communautés

Selon MP1 et GP2, les coopératives ne sont pas toutes aussi dynamiques d'une communauté à l'autre. D'après eux, les membres des coopératives qui se sont récemment affiliées à la FNCQ ne connaissaient pas bien la mission et les bénéfices potentiels de ces organisations. Selon GP2, ces coopératives, qui ont été implantées par des agents externes, n'ont pas bénéficié de la vision d'un fondateur pour éduquer et mobiliser directement les membres. MP1 croit que la situation ne changera pas tant que le mouvement de soutien à la coopérative n'émanera pas directement de la communauté.

MP1 explique que la coopérative de Quaqtac a d'abord été gérée par le gouvernement du Québec et qu'elle a fait faillite parce qu'elle était complètement indépendante des autres coopératives : « *Unfortunately, it was evident : nothing can survive up here – in the North – without somebody holding it up or holding somebody else* ». Selon elle, les membres de la coopérative de Quaqtac

ont par la suite décidé de la relancer en se joignant à la FCNQ. Selon MQ4, les gens de Quaqtac ont commencé à démontrer plus d'intérêt envers la coopérative lorsqu'elle est devenue membre de la Fédération : « *They understood that they have to be part of cooperatives and to run their own store. That went away too – the concern for the coop. It is not as strong as it used to be* ».

4.4.2 Perception de l'engagement des jeunes dans la coopérative

Les personnes interviewées ont des perceptions très variées du type et du niveau d'engagement des jeunes dans leur coopérative. Si tous s'entendent pour dire que les jeunes soutiennent la coopérative et continueront de l'appuyer dans les années futures, les explications sont diverses.

Selon MP6, les jeunes d'aujourd'hui soutiennent leur coopérative et y achètent beaucoup par conviction. Il croit aussi que, lorsque les aînés ne seront plus là, ils poursuivront la mission de la coopérative. MP2 abonde dans le même sens et pense qu'il y aura davantage d'intérêt pour la coopérative de la part des nouvelles générations qui seront plus éduquées. GP1 et GP2 croient cependant que les jeunes soutiennent leur coopérative puisqu'ils savent qu'ils auront des ristournes à la fin de l'année.

EQ1, qui est lui-même un jeune, estime que c'est une bonne chose qu'il y ait une coopérative dans son village. Il pense que sa génération va continuer de soutenir la coopérative et est certain qu'il continuera à l'appuyer en vieillissant. Il ne connaît cependant pas les raisons pour lesquelles la coopérative existe, puisque personne ne les lui a expliquées, mais plusieurs personnes lui ont dit que cette organisation est importante.

GQ1 croit que les jeunes connaissent bien la coopérative et y participent, puisque la plupart d'entre eux y viennent chaque jour et qu'elle emploie des étudiants après l'école ainsi que l'été.

Selon MQ2, l'engagement des jeunes dans les coopératives se limite cependant à y chercher un emploi. Cela leur donne néanmoins de l'expérience et leur apprend à gérer leur horaire.

Pour GQ1, il est difficile de penser à intégrer davantage les jeunes dans la coopérative. Selon elle, cela serait possible si les jeunes étaient plus sérieux, mais elle admet ne jamais avoir pensé à leur offrir de s'impliquer : « *I would be open to that, but [...] I have never thought of it like that. We are just trying to run the coop here* ».

Pour intéresser les jeunes à la coopérative, MQ4 pense qu'il serait important qu'ils puissent s'y engager davantage : « *If the secondary students just watch what the managers do to get an idea, maybe they would start showing interest at a younger age. [...] It would be good if the secondary students were more involved besides just cleaning* ». Selon GP1, les directeurs essaient de penser à plusieurs manières d'inclure les jeunes dans les coopératives. Il croit que la meilleure manière d'apprendre pour eux serait d'être intégrés à l'équipe de direction : « *They wanted to include the young people to start learning how the coop functions and to get them interested, somehow they ended up with just adults* ».

4.4.3 Réponse aux besoins de la communauté

Si plusieurs personnes qui ont été interviewées ont souligné ce qu'elles trouvaient positif dans les coopératives, toutes ont abordé les différents problèmes qui y sont reliés.

Forces perçues

Plusieurs répondants (MQ2, MQ3, MQ4, MP3 et MP5) disent beaucoup apprécier avoir une coopérative dans la communauté qui leur permet d'acheter ce dont ils ont besoin, puisque sinon ils seraient obligés d'aller faire des provisions dans le village voisin ou d'aller faire des achats au

magasin Northern. MQ4 se souvient d'ailleurs que, lorsqu'il n'y avait pas de coopérative à Quaqtaq, les membres de la communauté devaient aller à Kangirsuk, un village à six ou sept heures de motoneige, pour faire des provisions quelques fois par année. L'été, quelques personnes partaient sur des bateaux pour faire des provisions. MP7 ajoute que, sans la coopérative, les Inuits n'auraient pas accès à de nombreux produits : « *you can even order your specific machine from the South through the coop. Even furniture, even big items* ».

MP3 apprécie par ailleurs que la coopérative commandite certains programmes communautaires et que les employés de la coopérative soient toujours prêts à les aider et à les soutenir.

Faiblesses perçues

Encadrement des employés et qualité du service

Malgré tout, MQ4 est plus ou moins satisfaite de la coopérative : « *If you say between zero and ten, maybe six – five or six* ». MQ2 est pour sa part préoccupée par la coopérative de sa communauté, car elle constate que les membres sont constamment inquiets par rapport au personnel de la coopérative : « *It is not going on full force because of the lack of good able people at the coop. It has a good ability, they all know that, but the staff makes it disabled* ».

En effet, MQ2 affirme que, lorsque tous les employés sont présents à la coopérative, tout fonctionne sans problème, même s'il est fréquent que ce ne soit pas le cas. MQ4 souligne par ailleurs que les employés arrivent souvent en retard, ce qui repousse l'ouverture du magasin, et prennent de nombreuses pauses chaque jour : « *Countless. [...] And once you get there, there is no cashier, there is a long line-up and... Where is the cashier? He is on a coffee break for half an*

hour, for forty-five minutes ». MQ1 croit aussi que la coopérative devrait mieux encadrer ses employés en les formant et en effectuant une meilleure gestion des horaires et des pauses.

MQ3 ajoute que, lorsqu'il n'y a pas de gérant au bureau d'administration de la coopérative pour s'occuper des transactions et autres affaires avec les clients, les autres employés du magasin ne sont pas capables de s'en occuper : « *They are totally lost with what they have to do [...] and their day is ruined when there is nobody at the office* ».

MP3 considère pour sa part que le gérant de la coopérative devrait être parmi ses employés et non constamment à son bureau : « *He has to go around in the store; look if everything is fine, helping out if there is something not going well* ».

Pour MQ4, la coopérative pourrait être améliorée si les employés démontraient un intérêt personnel à y travailler : « *It is just that they just need to show how interested they are in the coop. Instead of saying, "Maybe... I do not know..." I do not like that response. "Well, isn't it your job to know?"* ». Pour MQ3, la coopérative pourrait être considérablement améliorée si les employés arrivaient au travail à l'heure et si la coopérative était gardée propre. En effet, selon MP5, « *it is very dirty, because it is a popular place* ».

Marchandise

MQ2 affirme que de nombreuses plaintes sont formulées par rapport à la marchandise en général, et particulièrement par rapport à la nourriture fraîche qui arrive par avion. MQ4 déplore en effet le fait qu'il manque souvent de produits ou qu'ils sont en mauvaise condition. Selon elle, cela dépend du gérant de l'épicerie et de l'aide envoyée par la FCNQ. MQ1 croit par ailleurs que la coopérative vend trop de malbouffe. Il aimerait y voir des aliments de meilleure qualité et pense

que la FCNQ devrait envoyer de la nourriture plus saine dans les magasins du Nord. MQ4 croit pour sa part qu'il serait intéressant de diversifier le choix des produits.

MP7 et MQ4 s'interrogent de leur côté sur la vente de produits inuits dans les coopératives. MQ4 se demande pourquoi la coopérative n'a pas de projet relié à l'art inuit et MP7 aimerait, pour sa part, avoir la possibilité de vendre des vêtements inuits à la coopérative.

EQ1 aimerait quant à elle que la coopérative vende de nouveaux items et qu'elle offre un service de restauration rapide. MP3 aimerait aussi que la coopérative se développe et propose de nouveaux services, tout en organisant mieux ceux qui y sont déjà offerts :

We have no clothing store. There is a lot of furniture, but they do not show it [...]. You never run out of toys, at the coop, but you are going to run out of clothing. [...] Instead of becoming a general store, I think you should have a department that is a food store, a department that is clothing – something all together – and furniture (MP3).

Selon MP2, MP3 et MP4, le magasin Northern gère mieux ses marchandises que la coopérative. MP1 indique par exemple que les employés de la coopérative ne savent pas comment réduire les prix et mettre certains produits en rabais pour les vendre rapidement.

MP2 et MP5 déplorent par ailleurs le fait qu'il soit long d'obtenir certains produits commandés, même essentiels; cela prend souvent en effet plusieurs mois.

Relation des membres avec les gérants

Selon GP1, Peter Murdoch, un des fondateurs de la première coopérative au Nunavik, a joué un rôle important en faisant comprendre aux gérants qu'ils étaient le lien entre les membres et la coopérative, mais il semblerait que ce lien se soit estompé. En effet, MP5, comme plusieurs personnes interviewées, ne se sent pas écouté par les employés et gérants de la coopérative : « *We try to give ideas to the directors and the staff, but they seem to be ignoring what we are trying to*

say ». MP4 croit qu'il serait nécessaire que les gérants des coopératives soient ouverts à discuter avec les membres sans leur faire sentir qu'ils sont moins importants.

MP1 croit aussi que certains gérants ont tendance à être un peu trop autoritaires, ce qui décourage les membres de s'exprimer. Après avoir vu des *Qallunaat* se montrer autoritaires et obtenir ce qu'ils souhaitent en retour, MP1 pense que certains Inuit agissent de la même manière et qu'ils usent de cette stratégie pour leur bénéfice personnel. Selon MP1, les membres devraient pouvoir communiquer leurs critiques, leurs questionnements et leur vision de la coopérative au gérant général (*general manager*), puisqu'ils en sont les patrons ultimes. Or, selon elle, « *the members expect, from the general manager of the store, to decide for them. [...] the members' inspiration is dead and the directors' inspiration is dead, because of this domination thing* » (MP1).

4.4.4 Perception de la FCNQ par la communauté

Plusieurs répondants ont exprimé ce qu'ils pensaient des choix de la FNCQ quant aux prix des produits et services offerts, aux salaires des employés et à l'interdiction pour les *Qallunaat* de travailler à la coopérative. Ils ont par ailleurs exprimé leur perception de la forme organisationnelle de la Fédération.

Remise en question des choix de la FCNQ

Prix trop élevés

MQ1, EQ1 et MP5 considèrent que les prix des produits vendus à la coopérative sont trop élevés. MQ1 pense que la FCNQ ne devrait pas consacrer autant d'argent pour son propre fonctionnement et devrait plutôt s'efforcer de réduire les prix dans le Nord pour devenir plus compétitive. D'ailleurs, selon MQ1, les membres de la coopérative de Quaqtq ne voient pas les

ristournes comme un gain mais plutôt comme une compensation pour le fait que les prix sont élevés.

MQ3, pour sa part, désapprouve le fait qu'un prix soit déjà attribué aux denrées lorsqu'elles arrivent du Sud au lieu de permettre aux gérants de fixer eux-mêmes les prix. Elle souligne que le prix de certains produits est fixé à deux ou trois fois le coût original à cause des frais liés au transport en avion.

Salaires

MQ1 et MQ3 déplorent le fait que les employés de la FCNQ aient des salaires beaucoup plus élevés que ceux des employés des coopératives : « *It is very different for their salary here, it does not connect. [...] Since they are not desperate to have staff at FCNQ, they should send some of the money to the coop to help earn more money for the staff* » (MQ3).

MQ1, MQ3 et GQ1 s'entendent pour dire que les bas salaires mènent à un grand roulement de personnel au sein des employés de la coopérative. Ils croient en effet que de meilleurs salaires rendraient les emplois plus attrayants et inciterait les employés de la coopérative à mieux travailler.

Présence des Qallunaat

Certains répondants ne sont pas en accord avec le règlement mis en place par les fondateurs voulant que les emplois dans les coopératives soient réservés aux Inuits. En effet, MQ1 et MQ2 pensent que des *Qallunaat* devraient pouvoir être engagés au sein des coopératives :

The founders of the cooperative made a little mistake in their decision making for the loan by loss – they only hire Inuit people from the community. [...]Qallunaat people –

the white people – can be very good workers too. [...] We must try amalgamate together so white people can work with Inuit people (MQ2).

Institutionnalisation et bureaucratisation

MP2 explique que la coopérative ne chapeaute que quelques services localement, tandis que la majorité de ceux-ci proviennent directement de la FCNQ. Il croit que cette centralisation des structures et processus a pour objectif de faciliter la gestion, autant des coopératives que de la Fédération. Il déplore cependant la bureaucratisation, qui a pour effet de ralentir considérablement le système, ainsi que l'uniformisation de l'offre de biens et services dans les coopératives locales entraînées par cette institution :

It is like one big store, across the North. So, unless you have a very qualified local purchaser, your merchandise will not be different. [...] It is not very efficient, because it is all uniform, it is all set, you know, it is a system; it is a machine that runs on its own (MP2).

Cela rejoint les préoccupations et critiques présentées plus haut quant au manque de diversité de produits (importés et locaux) et de services, à la lenteur du processus de commande d'articles ainsi qu'au processus de fixation des prix.

4.5 Conclusion

Les entretiens présentés ici ont permis de recueillir les perceptions de membres, de gérants ainsi que d'un employé des coopératives de deux communautés du Nunavik. Les thèmes explorés lors des entretiens étaient suffisamment ouverts pour laisser les interlocuteurs exprimer leurs préoccupations et leurs réflexions ainsi que pour exposer les problématiques qui les interpelaient plus particulièrement. Les thèmes présentés dressent donc les grandes lignes des propos des différents acteurs sur leurs perceptions de l'économie, de l'éducation coopérative, de la relation entretenue entre les différentes générations ainsi que des coopératives en général.

L'évolution de la relation entre les Inuits et les *Qallunaat* ainsi que le changement important dans le mode de vie semblent avoir eu des effets importants sur la relation qu'entretiennent les Nunavimiuut envers l'argent, l'emploi et l'économie en général.

Ces aspects semblent amener une certaine démobilisation par rapport aux coopératives.

5. ANALYSE DES RÉSULTATS

Je crois que nous perdons de vue la vraie raison qui avait mené à la création des coopératives. (...) Chacune [des] activités visait à créer des revenus pour les habitants de ces communautés et à développer des industries qui pourraient aider les générations futures.

– Peter Murdoch p. 138 (Tulugak et Murdoch, 2007)

Ce dernier chapitre vise à analyser les propos recueillis lors des entretiens qui ont été menés à Quaqtaq et à Puvirnituk. Afin de ne pas contraindre les propos des acteurs rencontrés à « une logique et à une forme étrangères à elles-mêmes » (Anadón et Guillemette, 2006, 31) afin de respecter l'esprit de l'approche inductive qui a guidé cette recherche, les thématiques dégagées dans le chapitre précédent seront ici reprises dans l'ordre dans lequel elles ont été présentées au chapitre précédent. Des liens seront donc tissés entre l'historique présenté dans la problématique, les éléments théoriques mis en lumière dans le cadre conceptuel et les propos des personnes interviewées. Ces liens seront ainsi établis dans l'objectif de mieux comprendre comment le dynamisme des coopératives inuites du Nunavik a évolué parallèlement au renouvellement des générations en rattachant les constats issus de l'enquête de terrain aux écrits théoriques mobilisés dans le deuxième chapitre du présent mémoire.

5.1 Modification du rapport à l'économie

La recension des écrits, qui retrace l'historique récent des Inuits du Nunavik, permet de comprendre que l'environnement économique s'est modifié rapidement et a été l'un des aspects centraux de l'évolution des coopératives. La grille d'analyse qu'offre le triangle de Evers (Demoustier, 2001, 117) fournit des termes et un schéma de compréhension qui permettent de mieux comprendre cette évolution. Dans un premier temps, lorsque les Inuits avaient un mode de

vie nomade, ils vivaient dans un type d'économie *non monétaire*, c'est-à-dire fondée sur la réciprocité. Ensuite, l'économie *marchande* a été introduite dans les communautés inuites avec l'arrivée des postes de traite. L'économie *non marchande* (ou de service) est par la suite apparue avec la généralisation de l'intervention de l'État. Ces transformations ont eu comme effet de diversifier l'économie du Nunavik. Selon cette théorie, les coopératives seraient une hybridation des autres types d'économie qui permet de vivre et de travailler sur des bases de réciprocité et de solidarité, que ce soit par choix ou par nécessité (Demoustier, 2001, 117). En effet, tel que mentionné au chapitre précédent, une des personnes interviewées affirme que l'organisation coopérative intègre des éléments de la culture inuite à des outils de la modernité et permet ainsi de garder la coopération au cœur des communautés.

La multiplication des rapports économiques avec les individus et les organisations du Sud (postes de traite, gouvernements, etc.) semblent donc avoir rapidement posé de nombreux défis aux Inuits du Nunavik. La grande majorité des auteurs dont les écrits ont été utilisés dans le cadre conceptuel (Alliance coopérative internationale, 1995; Bidet, 1997; D'Amours, 2006; Defourny *et al.*, 1999; Demoustier, 2001; Favreau, 2010c) conçoivent l'économie sociale, et particulièrement l'organisation coopérative, comme une réponse innovante d'une communauté à la pression exercée par le fait qu'un besoin ne peut être comblé par les institutions en place. Dans le cas présent, les coopératives ont d'abord permis aux Inuits d'améliorer leurs conditions de vie en leur offrant un meilleur prix pour leurs sculptures par l'élimination des intermédiaires entre eux et les acheteurs du Sud, tel que mentionné par Defourny *et al.* (1999). Dans un second temps, elles leur ont permis de développer de nouveaux services dans les communautés.

Les entretiens effectués au Nunavik ont par ailleurs permis de montrer que tous ces changements, dont les effets ont commencé à se manifester il y a quelques décennies à peine, ont eu un grand

impact sur le rapport des Nunavimmiut à l'économie. En effet, comme le suggère la littérature sur l'évolution des coopératives et des communautés inuites, les subventions accordées par le gouvernement dans la foulée de la CBJNQ et par les prestations d'aide sociale semblent avoir créé une distorsion dans l'économie et avoir transformé de manière considérable le rapport des Inuits à l'argent et à l'emploi.

D'ailleurs, les questions salariales et financières ont fréquemment été abordées par les personnes interviewées. En effet, les ristournes semblent devenir un incitatif à l'achat au magasin de la coopérative pour les membres. Quant aux salaires des employés des coopératives, que plusieurs personnes interviewées ne considèrent pas assez substantiels, ils semblent au contraire constituer un facteur de démotivation ou d'instabilité dans les emplois.

En outre, à la lumière des entretiens effectués, la compétition entre les coopératives et ses concurrents, dont la compagnie Northern et la popularité croissante d'internet, semble perçue de manière positive par plusieurs membres des coopératives. Il est donc possible de se demander si les bénéfices économiques deviennent des facteurs de plus en plus importants dans les choix de consommation des Nunavimmiut, au détriment d'autres facteurs telles les valeurs de solidarité.

Par ailleurs, dans un contexte où l'argent provient en grande partie de la sphère gouvernementale, la pression de la nécessité se fait moins sentir que lors de périodes de crise, comme lors de la baisse de demande des fourrures qui a entraîné pauvreté et famine au Nunavik. À ses débuts, la coopérative s'est donc révélée être une stratégie individuelle de survie mobilisant les populations (Defourny *et al.*, 1999), qui a permis d'améliorer la qualité de vie des Inuits par l'économie en la mettant au service du social. Pour Favreau (2010c), les gens en situation de précarité qui se sentent opprimés par le modèle économique dominant peuvent adopter un développement

endogène et durable pour s'émanciper de cette dépendance. Pour les Inuits du Nunavik, c'est le développement des coopératives qui a permis de mener ce combat pour l'autonomie.

Bref, depuis que cette pression de la nécessité a été atténuée par les transferts de paiements des gouvernements et par les gains collectifs réalisés grâce à la mise sur pieds des coopératives, le rapport à la coopérative s'est modifié. Auparavant, les Inuits voyaient dans la coopérative un moyen d'émancipation collective. Ils semblent encore aujourd'hui voir en elle un outil d'émancipation collectif, mais ils comptent avant tout sur elle pour répondre à leurs besoins et intérêts immédiats et individuels.

5.2 Éducation coopérative

L'éducation coopérative est un des sept principes particuliers de la coopération. Elle a pour objectif d'offrir aux acteurs du milieu coopératif des outils pour assurer le bon fonctionnement à court terme de leur organisation mais aussi pour transmettre à leurs nouveaux membres les connaissances et les valeurs qui y sont associées. Dans cette optique, les trois aspects de ce concept, soit l'éducation, la formation et l'information, ont pour objectif de pérenniser l'action des organisations de l'économie sociale en assurant leur relève. Develtere (1998), qui utilise différents termes pour décrire l'éducation dans les mouvements sociaux et coopératifs (« propagande », « information » et « éducation »), accorde une place centrale à ces outils de transmission de valeurs que permet la structure organisationnelle en tant que composante du mouvement social.

Au fil du développement des coopératives, l'éducation prodiguée par leurs fondateurs portait sur les objectifs et les valeurs de l'organisation. Aujourd'hui, cependant, les personnes interviewées ont un point de vue mitigé sur la qualité et la quantité de l'éducation, de la formation et de

l'information dispensée. En effet, certains répondants sont conscients que de l'information concernant les coopératives est donnée, particulièrement à la radio, mais il semblerait qu'elle rejoigne les gens qui ont déjà un intérêt pour les coopératives plutôt que les personnes qui gagneraient à y être sensibilisées. Ainsi, l'information ne semble pas parvenir facilement aux jeunes qui ne se sentiraient pas interpellés par ce qui entoure la coopérative. Des personnes interviewées croient d'ailleurs que ce rôle de partage d'information revient aux directeurs des coopératives. Si les fondateurs ont pris ce rôle au sérieux pour mobiliser la population autour de leur cause, l'importance de celui-ci semble avoir été oubliée ou même transférée en partie entre les mains de personnes extérieures à la communauté.

L'information ne semble pas non plus être transmise de manière uniforme entre les générations et entre les communautés. En effet, les personnes interviewées qui ont connu la naissance des coopératives semblent accorder une plus grande importance au transfert d'information concernant l'histoire du mouvement coopératif du Nunavik. D'ailleurs, certains aînés sont préoccupés par le fait que les jeunes ne connaissent pas bien le fonctionnement ainsi que les bénéfices des coopératives et ne semblent pas s'y intéresser. En somme, tel que l'expliquent Martin *et al.* (2008, 3), plus longtemps la coopérative est active, plus les individus en deviennent membres « par défaut ou par habitude historique », et plus la connaissance entourant la coopérative se dilue à chaque génération.

Par ailleurs, d'après les informations recueillies dans le cadre des entretiens effectués, la formation des employés de la coopérative semble presque totalement inexistante. Seuls les gestionnaires reçoivent des formations qui leur sont offertes par des employés du Sud. En se basant sur la définition de la formation de Brisson (2006), le partage du savoir-faire et de la compréhension du fonctionnement de la coopérative ainsi que le développement de compétences

chez les employés des coopératives du Nunavik apparaissent limités, ce qui a des répercussions sur l'exécution des tâches nécessaires au bon fonctionnement de l'organisation.

Selon les auteurs présentés au chapitre 2, l'éducation amène un processus réflexif qui oriente les actions futures en permettant de se détacher des courants idéologiques dominants. L'éducation permet en outre de comprendre la raison d'être des coopératives et devient un outil privilégié de transmission des valeurs. Les entretiens effectués ont d'ailleurs permis de montrer que le dynamisme et la vigueur du mouvement coopératif au Nunavik sont intimement liés à l'engagement des directeurs de coopératives, ces derniers étant eux-mêmes tributaires de leur éducation coopérative. Il est ressorti des entretiens qu'il est très difficile de trouver des Inuits qui sont motivés à devenir directeurs et porteurs des coopératives, puisqu'ils ne comprennent pas les bénéfices et la mission de ces organisations.

Ainsi, l'information, la formation et l'éducation que la littérature mobilisée dans le cadre conceptuel de ce mémoire considère centrales au bon fonctionnement et au développement des coopératives semblent relativement peu présentes au sein des coopératives du Nunavik.

5.3 Relations entre les générations

Les aînés d'aujourd'hui sont les derniers à avoir connu le mode de vie nomade de leurs ancêtres et ont été les premiers témoins des changements brutaux de leur mode de vie. Les aînés interviewés dans le cadre de l'enquête effectuée en avril 2011 à Quataq et à Puvirnituk ont décrit les conditions de vie de leur enfance comme étant inconfortables mais très formatrices. Bien qu'ils apprécient la modernité, plusieurs pensent néanmoins que le confort qu'offre le mode de vie actuel entraîne parfois l'oisiveté. Plusieurs répondants croient qu'il existe un fossé entre les

générations, causé notamment par ce changement de style de vie et par l'influence grandissante des nouvelles technologies sur les jeunes générations.

Pour Defourny et Develtere (1999), les valeurs individualistes jouent contre la cohésion sociale. Or, elles deviennent de plus en plus présentes dans de nombreuses sociétés et le Nunavik n'y échappe pas, tel que plusieurs personnes interviewées l'ont indiqué. Cela contribue donc à l'affaiblissement des piliers qui participaient traditionnellement à souder les communautés et à garder une identité collective forte.

Par surcroît, certaines personnes interviewées ajoutent également que le rapport à la famille et aux enfants s'est modifié à la suite du contact avec les Blancs, ce qui a eu pour effet de diviser les groupes d'âges. Ces différents facteurs semblent avoir fait basculer l'équilibre qui existait traditionnellement entre les générations. À titre d'exemple, selon les répondants, les aînés et les jeunes ne se côtoient plus très fréquemment. La communication semble aussi être devenue plus difficile entre parents et enfants, car le rapport d'autorité semble être généralement contesté par les jeunes.

5.4 Relations de la communauté avec la coopérative

5.4.1 Perception de la coopérative par les membres de la communauté

Defourny et Develtere (1999) considèrent que deux conditions sont nécessaires pour soutenir une action collective : la présence d'un besoin non comblé et l'appartenance à un groupe social ayant une identité collective forte ou un destin commun. Ainsi, les besoins, particulièrement ceux de nature économique, sont un important moteur d'action collective, mais ils n'auraient pas suffi à eux seuls à mobiliser la population inuite et faire naître les coopératives, en l'absence d'une telle

identité ou d'un tel destin. L'arrivée des Blancs a ouvert la voie à une action collective inuite, c'est-à-dire le développement des coopératives. En effet, d'une part, la misère qui a suivi l'arrivée des postes de traite et la dépendance qui en a résulté a créé des « conditions de nécessité »; d'autre part, tel que décrit par des aînés lors des entretiens effectués, les Blancs étaient perçus comme des patrons et considérés comme des dieux. Les Inuits ont donc pu se forger une identité collective forte par opposition aux Blancs, c'est-à-dire en se différenciant d'eux. D'après certaines personnes interviewées, l'émergence des coopératives a permis aux Inuits de se revaloriser face aux *Qallunaat* par un processus de capacitation et d'autonomisation. Il semble cependant rester des traces de cette position de supériorité, puisque plusieurs Inuits craignent encore aujourd'hui d'être proactifs de peur de mal faire les choses.

Par ailleurs, selon la majorité des aînés interviewés, le développement des coopératives semble avoir répondu à une aspiration collective de garder la coopération au cœur des communautés. Dans ce contexte, la création de coopératives peut être perçue comme un outil de subsistance individuel, ou stratégie de survie, en période de crise, animé par une logique de solidarité (Defourny *et al.*, 1999, 19; Demoustier, 2001). En effet, il se crée une mobilisation lorsqu'un groupe se sent menacé par le type de développement socioéconomique imposé par les normes dominantes (Develtere, 1998) ou lorsqu'il tente de s'adapter à une nouvelle donne sans toutefois l'accepter telle quelle (Demoustier, 2001). Ces situations décrivent assez bien ce qui s'est produit au Nunavik au moment de la création des coopératives. Cependant, elles ne correspondent plus vraiment au portrait que les Nunavimmiut interviewés ont brossé de leur réalité actuelle, dans laquelle ils ne se sentent plus animés par la nécessité de survivre.

Un des principes centraux des organisations d'économie sociale, et une des motivations premières des fondateurs Inuits des coopératives est l'objectif de l'autonomie de gestion. En

effet, le système instauré dans le Nord par les Blancs désavantageait les Inuits. Certaines personnes interviewées affirment d'ailleurs que leurs ancêtres avaient conscience de se faire exploiter par les compagnies de traite. En mettant sur pied les coopératives, les Inuits voulaient « s'affranchir de la domination d'intermédiaires qui leur imposaient des conditions défavorables » (Defourny et al, 1999, 12-13). Plusieurs Inuits interviewés ont affirmé que les coopératives ont permis aux communautés de se développer et même de se préserver en s'affirmant et en étant fiers de leurs accomplissements. Les coopératives semblent ainsi avoir été le catalyseur central qui a servi d'outil d'autonomisation et d'émancipation des Inuits du Nunavik face à la domination économique, politique, sociale et culturelle extérieure.

La mobilisation entourant la mise sur pied et la participation aux coopératives varie d'une communauté à l'autre. En effet, là où la communauté a pris elle-même en charge le développement des coopératives, comme à Puvirnituq, le sentiment d'appropriation, la fierté, l'engagement envers les coopératives sont plus élevés que dans les communautés où ce sont les autorités qui ont tenté de stimuler la mobilisation, comme à Quaqtuq. En effet, les agents du gouvernement ont adopté une approche qualifiée de *top-down*, en implantant des coopératives dans les communautés où il n'y en avait pas encore. Ce faisant, ils n'ont pas encouragé le développement coopératif mais ont plutôt eu pour effet d'« étouffer l'esprit d'initiative » et d'empêcher les organisations de développer leur dynamique propre (Defourny et Develtere, 1999, 48). Des personnes interviewées croient en effet que le dynamisme des coopératives est encore aujourd'hui lié à leur origine. D'ailleurs, la création de la FCNQ semble avoir été bénéfique pour les coopératives et est le résultat d'un des principes spécifiques de coopération, c'est-à-dire l'entraide entre les coopératives (Alliance coopérative internationale, 1995; Favreau, 2010c). En se rassemblant, les coopératives ont en effet pu mettre en commun des services et partager leurs

ressources afin de pouvoir survivre et se développer dans un environnement économique difficile.

5.4.2 Perception de l'engagement des jeunes dans la coopérative

Tel que montré précédemment, l'information concernant l'origine, le fonctionnement, la mission et les bienfaits des coopératives dans les communautés semblent s'être diluée dans le transfert entre les générations. Si certains répondants ont affirmé que les jeunes soutiennent leur coopérative par conviction, d'autres attribuent plutôt cet intérêt pour la coopérative aux ristournes qu'elle octroie à ses membres. En fait, l'engagement des jeunes dans les coopératives semble plutôt se limiter à y être des consommateurs ou des employés. Pour Demoustier (2001), cela s'explique par l'atténuation du sens de la démocratie et de l'éducation dans le renouvellement des usagers, ce qui, selon cette auteure, « rend compte de la réelle progression d'une attitude consumériste [...] encouragée par les associations quand leur projet collectif n'est pas encore renouvelé ou affirmé et quand l'animation disparaît derrière la seule prestation de services. » (Demoustier, 2001, 113). Ainsi, il semble que le manque d'éducation coopérative ait nui au renouvellement du projet coopératif au Nunavik et ainsi ait eu des conséquences sur la vigueur actuelle des coopératives.

En outre, le fait que de plus en plus de membres des coopératives ne le deviennent que par habitude, ou parce qu'il n'y a pas beaucoup d'alternatives pour se procurer des biens de consommation, invite à se questionner par rapport aux fondements du principe de libre association de citoyens ou à celui de l'adhésion volontaire et ouverte à la base de l'esprit coopératif (Defourny *et al.*, 1999). Certes, les jeunes Inuits ne sont pas contraints à devenir

membres des coopératives, mais ils ne semblent pas non plus le devenir par conviction, n'étant pas conscient de l'apport historique et de la mission des coopératives.

Par ailleurs, Defourny et Develtere (1999) soulignent que les deux conditions de développement de l'économie sociale s'amointrissent avec le temps. D'une part, la réponse aux besoins ou à la condition de nécessité, qui a mené à son émergence, devient moins pressante et ne mobilise donc plus autant la population dans une optique de changement social. La condition de nécessité dans laquelle vivaient les aînés inuits il y a quelques décennies les avait poussés à poser des actions pour améliorer leurs conditions de vie. Comme les gains obtenus grâce à cette mobilisation sont maintenant des acquis pour les communautés, les jeunes Nunavimmiut ne se sentent pas poussés à poursuivre la mobilisation. D'autre part, plus la coopérative s'agrandit et compte de membres, plus l'identité collective reliée à la coopérative s'effrite. Au Nunavik, les coopératives s'imposent aujourd'hui comme des lieux de consommation incontournables pour les populations. Le fait d'en être membre n'est pas automatiquement un symbole d'identité et ne semble pas nécessairement garant d'un attachement à celle-ci.

5.4.3 Réponse aux besoins de la communauté

La finalité de l'offre des services aux membres est un des principes qui guident les organisations de l'économie sociale, selon Defourny et Develtere (1999). Selon ce qui ressort des entretiens effectués au Nunavik, les personnes interviewées reconnaissent la valeur et la contribution de leur coopérative au sein de leur communauté et sont très contents d'avoir accès aux services qu'elle offre. Cependant, presque tous les répondants, particulièrement dans la communauté de Quaqtaq, se sont dits préoccupés par les problèmes reliés à la piètre qualité de ces services, ce qui serait attribuable au manque de motivation et d'assiduité des employés ainsi qu'à leur compétence

limitée, découlant de leur manque de formation. La fraîcheur, la qualité et la diversité des produits offerts par les coopératives ont aussi été soulignées comme étant des éléments souvent problématiques, qui témoignent d'un manque de volonté généralisé de répondre aux besoins des membres.

Un autre principe commun aux organisations d'économie sociale soulevé par Defourny et Develtere (1999) est celui d'un processus de décision démocratique. Or, ce point a justement été soulevé par plusieurs intervenants interviewés. En effet, si ces principes semblent avoir été au cœur du projet coopératif inuit à ses débuts, il semble que les membres sentent que ce soit moins le cas aujourd'hui. Plusieurs d'entre eux affirment en effet qu'ils ne se sentent pas écoutés par les employés et gestionnaires ou qu'ils n'osent pas prendre la place qui leur revient pour exprimer leurs idées et leurs besoins. Ces réflexions ont été plus présentes à Quaqtq, où l'initiative coopérative n'a pas émergé directement de la population, l'affiliation à la FCNQ est récente et les principes coopératifs semblent moins bien intégrés.

5.4.4 Perception de la FCNQ par la communauté

Dans le modèle de mouvement social proposé par Develtere (1998), la structure organisationnelle est une des trois composantes qui permet une mobilisation des ressources et une pérennisation des actions initiées par le mouvement en dotant les acteurs d'outils de transmission de valeurs. Dans le cas présent, les coopératives peuvent être considérées comme étant la structure organisationnelle du mouvement. Le regroupement de ces coopératives en une fédération, la FCNQ, constitue une force organisationnelle importante et institutionnalisée.

Pour Boucher (2002), tant qu'il n'est pas institutionnalisé, le mouvement social reste entre la contestation et la proposition. D'Amours (2002) aborde pour sa part l'institutionnalisation des

mouvements sociaux comme étant une normalisation des termes à la suite d'un conflit social, ce qui éloigne les coopératives de ces mouvements en freinant l'innovation. Si l'institutionnalisation des mouvements sociaux – ici coopératif plus spécifiquement – les éloigne effectivement des fondements de l'économie sociale, elle semble créer au Nunavik une distance entre la Fédération et les membres de ses coopératives. En effet, d'une part, la majorité des personnes interviewées a exprimé un sentiment de fierté et d'attachement par rapport à leur coopérative mais ne semble pas s'identifier pour autant à la FCNQ. D'autre part, plusieurs personnes ont exprimé des réticences quant aux choix de la Fédération en ce qui a trait aux salaires de ses employés et des coopératives, aux prix attribués aux produits et services vendus ainsi qu'à la présence de *Qallunaat* au sein des coopératives.

L'institutionnalisation du mouvement coopératif engendre la bureaucratisation des coopératives ainsi que la centralisation et l'uniformisation des services, ce qui crée du mécontentement chez plusieurs membres interviewés. Selon certains d'entre eux, les coopératives sont en fait comme un grand magasin présent partout dans le Nord sans grandes différences ou spécificités locales. Il peut donc y avoir une dénaturation de la visée première de l'économie sociale, qui a « une volonté d'imposer d'autres critères de performance que la seule rentabilité financière et la maximisation du profit ou une capacité à réaliser d'importantes économies d'échelle » (Bidet, 1997, 12).

Bref, il peut sembler paradoxal que la FCNQ soit le résultat de l'institutionnalisation et de la relative sclérose du mouvement coopératif, l'outil de pérennisation central de l'organisation coopérative au Nunavik et un objet de la méfiance de la part des Inuits qui alimente l'attachement à la coopérative locale.

5.5 Conclusion

Les propos des différents types d'acteurs impliqués dans les coopératives, recueillis lors des entretiens effectués à Puvirnituk et à Quaqtaq au printemps 2011 et présentés dans le chapitre précédent, offrent une fenêtre sur la situation actuelle de ces organisations collectives. Le présent chapitre a permis de replacer ces propos dans un contexte historique plus large dans le but d'offrir une meilleure compréhension de l'évolution du mouvement coopératif afin d'éviter d'adopter « un point de vue ahistorique et trop microsocal » (Favreau, 2010b, 18-19). Il a, d'autre part, permis de mieux saisir les différentes facettes de cette réalité évolutive en mobilisant des éléments théoriques qui portent sur l'économie sociale, les organisations coopératives, les mouvements sociaux et l'action collective ainsi que sur l'impact du renouvellement des acteurs de ces organisations.

À la lumière de cette analyse, il est donc possible de comprendre que le projet émancipateur et créateur d'une identité collective forte qui portait le mouvement coopératif du Nunavik à ses débuts s'est considérablement atténué. Le projet de société souhaité par les fondateurs et les valeurs communes aux coopératives se sont dilués au fil du temps, notamment du fait de la faible transmission intergénérationnelle. Les adhérents actuels se mobilisent et participent donc beaucoup moins à la vie des coopératives. La structure organisationnelle des coopératives et de la FCNQ, mise en place par les fondateurs, semble toutefois être encore aujourd'hui bien implantée dans les communautés et permet d'assurer la pérennisation des coopératives du Nunavik.

CONCLUSION

Nous pouvons être fiers de nos accomplissements en matière de développement des magasins et des autres activités qui relèvent le niveau de vie de nos communautés, mais nous ne devons jamais oublier qu'il reste beaucoup à faire si nous voulons offrir aux générations futures une vie porteuse de sens.

– Peter Murdoch p. 141 (Tulugak et Murdoch, 2007)

Ce mémoire avait pour objectif de mieux saisir les impacts du renouvellement des générations sur le dynamisme et la vitalité des coopératives dans les communautés inuites du Nunavik, à travers deux études de cas.

Pour y arriver, la problématique de cette recherche a d'abord été exposée dans le premier chapitre en présentant un portrait général du Nunavik, en réalisant un retour historique sur le mouvement coopératif, qui a longtemps été un moteur économique et politique, en exposant la situation actuelle et en précisant le problème en discussion. Cela a permis d'énoncer la question spécifique et les objectifs de cette recherche. Les liens entre les concepts d'économie sociale, de coopérative et de mouvement coopératif ont ensuite été explorés dans le deuxième chapitre afin d'orienter l'analyse des données recueillies lors de l'enquête de terrain effectuée au Nunavik. Les choix méthodologiques de cette recherche ont ensuite été présentés dans le troisième chapitre afin de préciser le contexte de l'étude menée et les différentes étapes de sa réalisation. De plus, les différents thèmes abordés par les personnes interviewées au Nunavik en avril 2011 ont été présentés dans le quatrième chapitre (résultats de l'enquête de terrain) afin de mieux saisir les divers aspects de l'impact du renouvellement des générations sur le dynamisme des coopératives. Finalement, le cinquième chapitre (analyse des résultats) avait comme objectif de tisser des liens entre la théorie présentée dans le cadre conceptuel et les résultats de l'enquête de terrain.

Il en ressort que des facteurs externes aux coopératives, contextuels et historiques, donc inévitablement liés au renouvellement de leurs membres, ont des conséquences importantes sur le dynamisme des coopératives inuites du Nunavik.

Le premier de ces facteurs externes est la transformation du rapport des Inuits du Nunavik à l'économie. L'environnement économique s'est modifié et diversifié rapidement au Nunavik, ce qui a eu un effet important sur l'évolution des coopératives. En effet, l'introduction de l'économie de marché et l'intervention de l'État ont transformé significativement l'environnement économique du Nunavik, jusqu'alors essentiellement basé sur la réciprocité. À court terme, cela semble avoir mobilisé la population autour du projet coopératif et ainsi avoir créé un mouvement d'action collective en réaction à ce changement de l'environnement économique.

À long terme, ces changements ont toutefois eu des effets importants sur la relation qu'entretiennent les Inuits envers l'argent et l'emploi mais aussi sur l'économie de leurs communautés. L'argent semble ainsi avoir pris de plus en plus de place et d'importance au sein la population inuite du Nunavik. Les personnes les plus âgées accordent une plus grande place à l'argent, particulièrement dans leurs relations avec les *Qallunaat*, depuis qu'elles sentent que les Blancs ont abusé de leur générosité. Les jeunes générations accordent une grande importance à l'argent, ce qui affecte durablement leur rapport à l'emploi ainsi que leurs habitudes de consommation. Cette relation des jeunes à l'argent est en apparence paradoxale : d'une part, ils semblent y être très attachés et le décrivent comme un facteur de motivation, mais, d'autre part, l'ampleur des efforts à faire pour l'obtenir semble inversement proportionnelle, selon les Aînés, à leur volonté de travailler pour en obtenir. Cela pose donc la question de la valeur réelle de l'argent aux yeux des Inuits et, plus particulièrement, aux yeux des jeunes générations.

Quoi qu'il en soit, les subventions gouvernementales obtenues grâce à la signature de la CBJNQ, combinées aux gains collectifs découlant des coopératives, ont participé à faire diminuer la pression exercée sur les communautés par l'absence, jusqu'alors, de réponse à un besoin. Or cette pression est jugée nécessaire à l'innovation en économie sociale. La transformation de cette situation a donc des effets inhibiteurs sur la mobilisation et la motivation de la population et, par conséquent, affecte négativement le dynamisme des coopératives.

Le deuxième de ces facteurs externes est la transformation dans les relations entre les générations. Les contacts de plus en plus fréquents des Nunavimmiut avec les Blancs ont entraîné un profond changement de style de vie et de valeurs chez la population inuite. La proximité qu'avaient auparavant les parents et les enfants a été bouleversée par l'imposition de l'obligation d'aller à l'école et par la présence de plus en plus importante de l'État. Il s'en est suivi une déconnexion progressive d'avec la tradition orale et l'apprentissage de la culture par l'observation et l'imitation. Il s'est donc créé une distance culturelle et technologique entre les générations, les jeunes n'ayant pas connu le mode de vie de leurs aînés et apprenant de moins en moins sur les coutumes. Cela a semblé creuser un fossé entre les générations et rendre compliquée la communication. L'enthousiasme des générations à l'origine de la création des coopératives s'est donc dilué à chaque nouvelle génération. Cela a eu des conséquences importantes sur la mobilisation des jeunes générations et, par extension, sur le dynamisme des coopératives. En effet, depuis que la génération à l'origine de la création des coopératives a cédé sa place à ses descendants, les générations suivantes ont de moins en moins bien saisi le contexte de création des coopératives. Il en va de même des objectifs qu'elles poursuivent, de leur mission, de leurs modalités de fonctionnement et de leurs apports aux communautés du Nord du Québec. Par ailleurs, le contact avec d'autres cultures, le fossé entre les générations et le transfert

d'informations limité semblent avoir affaibli l'identité collective. Cela a nécessairement limité le dynamisme des organisations nées d'un fort sentiment d'appartenance à un groupe social.

Ces facteurs extérieurs, historiques et contextuels ont forgé les nouvelles générations de membres mais aussi d'employés et de dirigeants des coopératives. Des facteurs internes aux coopératives, inévitablement influencés par ce contexte, ont donc aussi eu des impacts sur la vigueur du mouvement coopératif du Nunavik.

Le premier de ces facteurs internes est l'éducation coopérative dispensée entre les générations. Les Nunavimmiut semblent percevoir une diminution tant dans la quantité que dans la qualité de l'information distribuée, de la formation offerte et de l'éducation prodiguée, ce qui entrave également la transmission de connaissances entourant les coopératives d'une génération à l'autre. Le type d'information et la manière de la distribuer dans les coopératives et au sein de la population ne semblent pas s'être adaptés aux réalités des Inuits et, plus particulièrement, à celles des nouvelles générations.

Par ailleurs, le manque de formation des employés semble une lacune importante dans les deux coopératives analysées. Cela nuit au savoir-faire des employés et à leur compréhension du fonctionnement de la coopérative et cause des problèmes en matière de service à la clientèle. Cela mène à une forte insatisfaction des membres.

De plus, il semble que peu de directeurs connaissent et comprennent les bénéfices et la mission des coopératives. La plupart n'ont apparemment pas non plus de vision particulière quant à l'avenir de ces organisations. En outre, ceux-là ne sont ni aptes ni disposés à s'engager dans un processus réflexif destiné à réorienter ces organisations, pas plus qu'à prendre la direction des coopératives et à s'engager dans la diffusion de leur mission fondamentale.

L'éducation coopérative est jugée essentielle au bon fonctionnement des organisations d'économie sociale et à la transmission aux nouveaux membres des valeurs associées. Par conséquent, la faiblesse de l'éducation au sein des coopératives du Nunavik compromet grandement leur relève et leur pérennisation et pourrait par conséquent miner de manière importante leur vigueur et leur dynamisme à long terme.

Le deuxième facteur interne est l'institutionnalisation du mouvement coopératif ayant mené à la création d'une structure organisationnelle forte : la FCNQ. Ce processus a permis la mobilisation et la redistribution des ressources entre les coopératives, dans une optique tant de développement que de pérennisation. Dans un contexte où les ressources économiques, humaines et matérielles sont partagées, les coopératives peuvent se permettre d'offrir certains services dans de petites communautés qui seraient insoutenables autrement.

Les objectifs d'économies d'échelle associés à ce fonctionnement semblent certes s'inscrire dans une perspective bien éloignée de celle de l'économie sociale. Cette utilisation d'outils des Blancs participe néanmoins d'une volonté de répondre à des besoins dans une optique de solidarité. Il reste cependant que cette institutionnalisation du mouvement coopératif au Nunavik semble avoir normalisé et uniformisé les coopératives et leurs services. Elle a également engendré une certaine bureaucratisation et centralisation de la gestion des produits et services à l'extérieur du territoire en l'éloignant des membres. Il est par ailleurs possible de se demander si l'institutionnalisation a effectivement freiné l'innovation et l'adaptation de la FCNQ (et de ses coopératives membres) à la réalité des nouvelles générations.

Bref, ces différents facteurs, externes et internes, ont irrémédiablement affecté la relation des communautés avec leur coopérative. En effet, bien que les jeunes croient toujours que les

coopératives soient importantes, ils ne semblent plus se mobiliser dans une optique de changement social mais plutôt limiter leur engagement envers la coopérative au fait d'y être employés, consommateurs et bénéficiaires des ristournes. L'atténuation de l'identité collective, l'absence de conditions de nécessité insoutenables, l'effritement du sens de la démocratie et les limites rencontrées dans l'éducation coopérative semblent donc avoir un effet de démobilisation des nouvelles générations de membres.

En somme, la transformation tant du rapport des Inuits à l'économie que des relations entre les générations ainsi que l'inadéquation de l'éducation coopérative dispensée au Nunavik apparaissent respectivement comme des menaces (externes) et une faiblesse (interne), mais l'institutionnalisation du mouvement coopératif apparaît en revanche comme une force (interne).

À la lumière de ces considérations, une mobilisation massive des communautés inuites est-elle nécessaire à la transformation de ces défis en opportunités? Ce mémoire de maîtrise répond par l'affirmative en soulignant que, pour ce faire, l'éducation coopérative devra être mieux adaptée aux jeunes générations afin de les sensibiliser et de les faire participer au mouvement pour assurer son dynamisme et sa vitalité au Nunavik.

BIBLIOGRAPHIE

- Alliance coopérative internationale (1995). *Déclaration sur l'identité coopérative internationale*,
- Anadón, Marta et François Guillemette (2006). « La recherche qualitative est-elle nécessairement inductive? », p. 26-37, dans F. Guillemette et C. Baribeau (dir.), *Recherche qualitative en sciences humaines et sociales : les questions de l'heure*, Montréal, Université McGill, 26-37 p.
- Antomarchi, Véronique (2009). « Tourisme, identité et développement en milieu inuit », *Téoros*, vol. 28, no. 1, p. 52-60.
- Arbess, Saul E. (1966). *Social change and the eskimo co-operative at George River, Quebec*. Ottawa: Northern Co-ordination and Research Centre. Document consulté.de.
- Association touristique du Nunavik. (2010a). Communautés du Nunavik - Puvirnituaq. Page consultée le 3 octobre 2012 de http://www.nunavik-tourism.com/page.aspx?page_id=65.
- Association touristique du Nunavik. (2010b). Communautés du Nunavik - Quaqtuaq. Page consultée le 3 octobre 2012 de http://www.nunavik-tourism.com/page.aspx?page_id=64.
- Association touristique du Nunavik. (s.d.-a). Puvirnituaq Page consultée le 3 octobre 2012 de http://www.fcnq.ca/webconcepteur/web/fcnq/fr/community/service.prt?svcid=FC_PAGE_15&iddoc=134347.
- Association touristique du Nunavik. (s.d.-b). Quaqtuaq. Page consultée le 3 octobre 2012 de http://www.fcnq.ca/webconcepteur/web/fcnq/fr/community/service.prt?svcid=FC_PAGE_20&iddoc=134353.
- Beaud, Jean-Pierre (2004). « L'échantillonnage », p. 211-242, dans B. Lévesque (dir.), *Recherche sociale. De la problématique à la collecte de données*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 211-242 p.
- Beaulieu, Denis (1983). *Les Inuit du Nouveau-Québec : leur milieu socio-économique* Québec, Gouvernement du Québec, 300 p.

- Beaulieu, Denis et Claire Minguy-Dechéne. (1980). *Le Nouveau-Québec coopératif*. Gouvernement du Québec. Document consulté.de.
- Belhadji, Bachir. (2001). *Profil socio-économique des coopératives autochtones au Canada*: Secrétariat aux coopératives, Gouvernement du Canada.
- Bidet, Éric (1997). *L'économie sociale*, Paris, Le Monde éditions-Marabout, 214 p.
- Blais, Mireille et Stéphane Martineau (2006). « L'analyse inductive générale : description d'une démarche visant à donner un sens à des données brutes », *Recherches qualitatives*, vol. 26, no. 2, p. 1-18.
- Bonesteel, Sarah et Erik Anderson. (2006). *Les relations du Canada avec les Inuit : Histoire de l'élaboration des politiques et des programmes*: Gouvernement du Canada. Document consulté.de <http://www.aadnc-aandc.gc.ca/fra/1100100016900/1100100016908>.
- Bouchard, Jérôme. (2007). *L'épreuve de la modernité : Les représentations de l'identité inuit contemporaine et l'élaboration du gouvernement régional du Nunavik*. Mémoire, Université Laval.
- Boucher, Jacques L. (2002). « Mouvements sociaux et économie sociale: un arrimage en constante reconstruction », *Économie et Solidarités*, vol. 33, no. 2, p. 17-26.
- Brisson, Louise (2006). « Un modèle pour l'éducation coopérative informelle », *uniRcoop*, vol. 4, no. 1, p. 148-173.
- Brunelle, Natacha, Chantal Plourde, Michel Landry et Annie Gendron (2009). « Regards de Nunavimmiuts sur les raisons de la consommation et ses effets », *Criminologie*, vol. 42, no. 2, p. 9-29.
- Chabot, Mélanie (2008). « L'entrepreneuriat collectif au service de l'autonomisation économique, sociale, politique et identitaire des Inuits », *Développement social*, vol. 9, no. 1, p. 55-56.
- Charron, Claude Y. et Carole Lévesque (1979). « Le mouvement coopératif au Nouveau-Québec : un processus de développement et d'intégration d'un nouvel ordre socio-économique? », *Recherches amérindiennes au Québec*, vol. 8, no. 4, p. 307-310.

- d'Amboise, Gérald et Josée Audet (1996). « IV. L'approche holistico-inductive », p. 73-96, dans *Le projet de recherche en administration. Un guide général à sa préparation*, Québec, Faculté des sciences de l'administration, Université Laval, 73-96 p.
- D'Amours, Martine (2006). *L'économie sociale au Québec. Cadre théorique, histoire, réalités et défis*, Montréal, Saint-Martin, 150 p.
- D'Amours, Martine (2002). « Processus d'institutionnalisation de l'économie sociale: la part des mouvements sociaux », *Économie et Solidarités*, vol. 33, no. 2, p. 27-40.
- Dana, Leo Paul (2010). « Nunavik, Arctic Quebec: where cooperatives supplement entrepreneurship », *Global Business and Economics Review*, vol. 12, no. 1-2, March, p. 42-71.
- Defourny, Jacques et Patrick Develtere (1999). « Origines et contours de l'économie sociale au Nord et au Sud », p. 25-56, dans J. Defourny, P. Develtere et B. Fonteneau (dir.), *L'économie sociale au Nord et au Sud*, Bruxelles, De Boeck, 25-56 p.
- Defourny, Jacques, Patrick Develtere et Bénédicte Fonteneau (1999). « Enjeux et chantiers de l'économie sociale », p. 11-24, dans J. Defourny, P. Develtere et B. Fonteneau (dir.), *L'économie sociale au Nord et au Sud*, Bruxelles, De Boeck, 11-24 p.
- Demoustier, Danièle (2001). *L'économie sociale et solidaire. S'associer pour entreprendre autrement*, Paris, Éditions Syros, 206 p.
- Deslauriers, Jean-Pierre (1991). *Recherche qualitative. Guide pratique*, Montréal, Chenelière/McGraw-Hill, 142 p.
- Désy, Pierrette (1972). « Les Indiens du Nouveau-Québec », p. 259-278, dans UGE (dir.), *De l'ethnocide. Recueil de textes*, Paris, 259-278 p.
- Develtere, Patrick (1998). *Économie sociale et développement. Les coopératives, mutuelles et associations dans les pays en développement*, Paris, Jalons/De Boeck Université, 171 p.
- Duhaime, Gérard. (1988). *Ni chien, ni loup l'économie, l'Etat et les Inuits du Québec arctique*. Ph.D., Université Laval (Canada).

- Duhaime, Gérard (1990). « La chasse inuit subventionnée: tradition et modernité », *Recherches sociographiques*, vol. 31, no. 1, p. 45-62.
- Duhaime, Gérard (Éd.). (2007). *Un jour, un mois, une année au Nunavik, Nunivaat, Bulletin statistique du Nunavik*: Université Laval.
- Faubert-Mailloux, Isabel et Jean-Pierre Girard. (2001). *Co-operatives in Québec Aboriginal Communities : Review of the Literature*: Chaire Guy-Bernier, Université du Québec à Montréal.
- Favreau, Louis (2010a). *Le mouvement communautaire au Québec : origines, contours, enjeux et perspectives. Une lecture politique.*, Gatineau, Université du Québec en Outaouais, 18 p.
- Favreau, Louis (2010b). *Mouvement coopératif. Une mise en perspective*, Québec, Presses de l'Université du Québec 156 p.
- Favreau, Louis (Éd.). (2010c). *Mouvement coopératif. Une mise en perspective*. Québec: Presses de l'Université du Québec.
- Gauthier, Benoît (2003). *Recherche sociale : de la problématique à la collecte des données*, Sainte-Foy, Québec, Presses de l'Université du Québec, 619 p.
- Girard, Benoît et William A. Ninacs. (2006). *Étude de cas : La Fédération des coopératives du Nouveau-Québec*: Fédération des coopératives du Nouveau-Québec. Document consulté de <http://www.coop.qc.ca/COOP/display-afficher.do?id=1234902281285&lang=fra>.
- Hammond-Ketilson, Lou et Ian MacPherson. (2001). *Les coopératives autochtones au Canada. Situation actuelle et potentiel de croissance*. Saskatoon: Canadian Co-operative Association, Conseil Canadien de la Coopération.
- Institut de la statistique du Québec. (2010). Population selon le groupe d'âge, sexes réunis, territoires équivalents à une MRC, Nord-du-Québec, 1996, 2001 et 2004-2009. Page consultée le juin 2010 de http://www.stat.gouv.qc.ca/regions/profils/profil10/societe/demographie/demo_gen/pop_age10_mrc.htm.

- Lachance, Denis (1979). « Les Inuit du Québec », p. 289-303, dans *Perspectives anthropologiques. Un collectif d'anthropologues québécois*, Montréal, Les Éditions du Renouveau pédagogique, 289-303 p.
- Lamothe, Bernard et Louise Lemire (1994). « Sclolarité, développement et activité économique chez les Inuit du Québec arctique », *Recherches sociographiques*, vol. 35, no. 3, p. 551-573.
- Le Jeune, Roger. (1969). *L'entreprise coopérative chez les amérindiens du Nouveau-Québec*. Québec: Gouvernement du Québec. Document consulté.de.
- Martin, André. (2008). *Renouveler le paradigme coopératif par l'éducation*. Sherbrooke: Université de Sherbrooke.
- Martin, André, Ernesto Molina et Michel Lafleur. (2008). *Le paradigme coopératif : proposition renouvelée pour répondre aux attentes de la société actuelle*. Sherbrooke: Université de Sherbrooke.
- Martin, Thibault (2003). *De la banquise au congélateur. Mondialisation et culture au Nunavik*, Québec et Paris, UNESCO/MOST et Presses de l'Université Laval, 222 p.
- Morin, Alexandre. (2001). *Rationalité et lien social chez les dirigeants d'entreprise au Groenland. Modernité, néo-libéralisme et capitalisme*. mémoire, Université Laval.
- Nguyên-Duy, Véronique et Jason Luckerhoff (2006). « Constructivisme/positivisme : où en sommes-nous avec cette opposition? », p. 4-17, dans F. Guillemette et C. Baribeau (dir.), *Recherche qualitative en sciences humaines et sociales : les questions de l'heure*, Montréal, Université McGill, 4-17 p.
- Oukituk, Pootoolik. (1971). *All about Co-operatives*: Gouvernement du Québec et Fédération des coopératives du Nouveau-Québec. Document consulté.de.
- Paillé, Pierre et Alex Mucchielli (2008). *L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales*, Paris, A. Colin, 315 p. p.
- Ramonet, Ignacio. (1989, 1 juillet). Sculpter l'identité inuit. *Le Monde diplomatique*, p. 27

Robert-Lamblin, Joëlle (Éd.) (s.d.) Encyclopædia Universalis.

Roy, Simon N. (2003). « L'étude de cas », p. 159-184, dans B. Gauthier (dir.), *Recherche sociale. De la problématique à la collecte de données*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 159-184 p.

Simard, Jean-Jacques (1982a). « La production coopérative d'art et d'artisanat inuit au Nouveau-Québec », *Études Inuit / Inuit Studies Québec*, vol. 6, no. 2, p. 61-91.

Simard, Jean-Jacques. (1982b). *La révolution congelée: Coopération et développement au Nouveau-Québec Inuit*. Doctoral thesis, volume 1.

Statistique Canada. (2012a). Puvirnituq, Québec et Nord-du-Québec, Québec. Profil du recensement, Recensement de 2011. Page consultée le 3 octobre 2012 de <http://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2011/dp-pd/prof/details/page.cfm?Lang=F&Geo1=CSD&Code1=2499120&Geo2=CD&Code2=2499&Data=Count&SearchText=puvirnituq&SearchType=Begins&SearchPR=01&B1=All&Custom=&TABID=1>.

Statistique Canada. (2012b). Quaqaq, Québec et Nord-du-Québec, Québec. Profil du recensement, Recensement de 2011. Page consultée le 3 octobre 2012 de <http://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2011/dp-pd/prof/details/page.cfm?Lang=F&Geo1=CSD&Code1=2499115&Geo2=CD&Code2=2499&Data=Count&SearchText=quaqaq&SearchType=Begins&SearchPR=01&B1=All&Custom=&TABID=1>.

Swinton, George. (s.d.). Coopératives inuites. Page consultée de <http://www.thecanadianencyclopedia.com/articles/fr/cooperatives-inuites>.

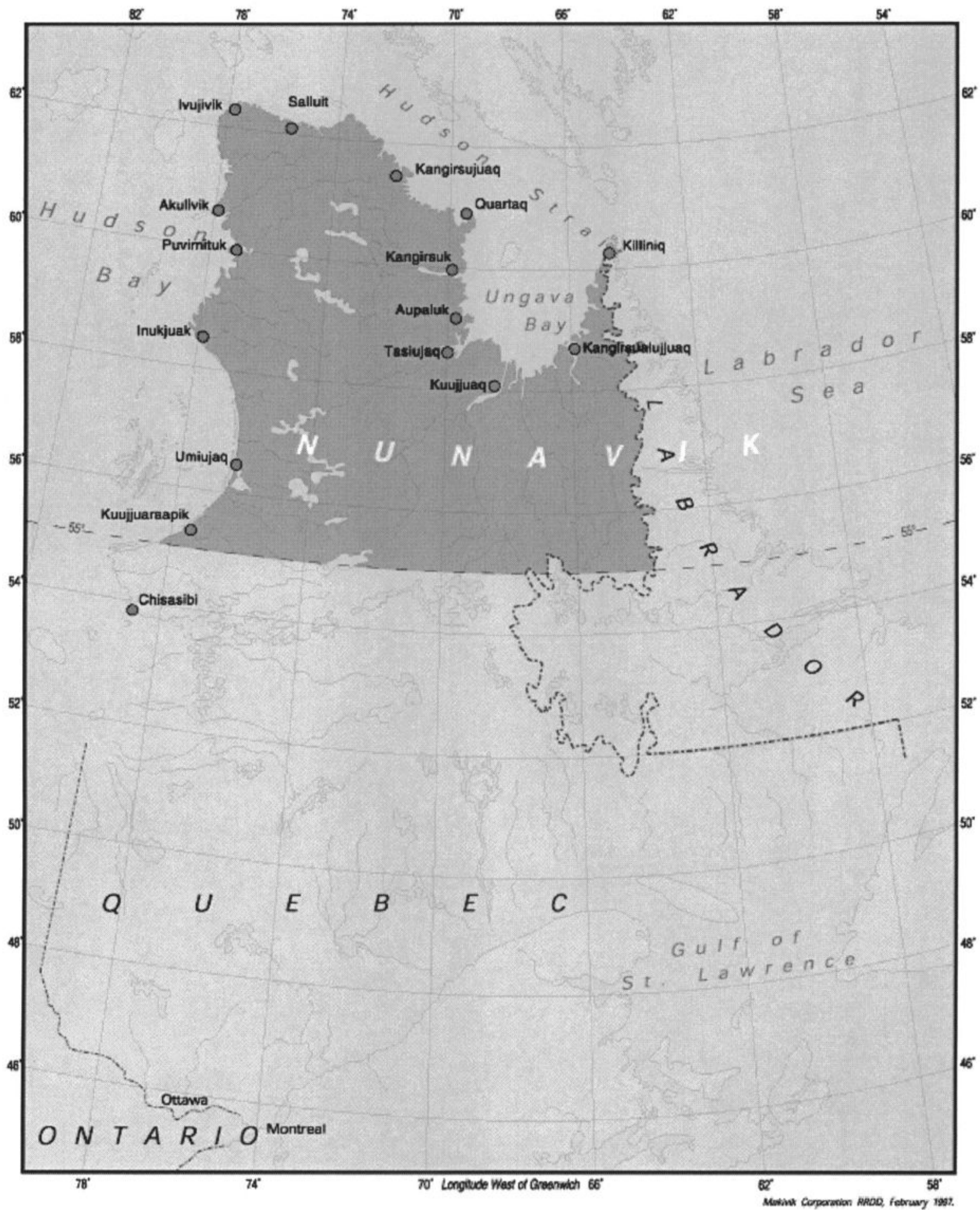
Trudel, Louis, Claudine Simard et Nicolas Vonarx (2006). « La recherche qualitative est-elle nécessairement exploratoire? », p. 38-45, dans F. Guillemette et C. Baribeau (dir.), *Recherche qualitative en sciences humaines et sociales : les questions de l'heure*, Montréal, Université McGill, 38-45 p.

Tulugak, Aliva et Peter Murdoch (2007). *Partager autrement. La petite histoire du mouvement coopératif au Nunavik*, Baie d'Urfé Fédération des coopératives du Nouveau-Québec, 287 p.

Villemagne, Carine (2006). « Des choix méthodologiques favorisant une approche inductive : le cas d'une recherche en éducation relative à l'environnement », *Recherche qualitatives*, vol. 26, no. 2, p. 131-144.

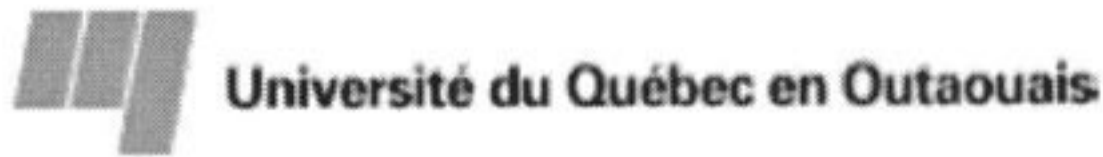
ANNEXES

Annexe 1 : Carte du Nunavik 1997. Villages du Nunavik



Source : www.makivik.org/img/common/maps/nunavik_1997.gif

Annexe 2 : Grilles d'entretiens pour l'enquête de terrain



INTERVIEW GRID

New Generations and Inuit Cooperatives Evolution in Nunavik: Prospects and Challenges

Dominique Marchessault, student
Master in Regional Development
Université du Québec en Outaouais

Thibault Martin, research supervisor

Presentation of the research project

You are invited to participate in a research project that aims to better understand the current role of cooperatives in the Inuit communities of Nunavik and the relationship between young people and those organisations. The objectives of this research project are to portray the role of the cooperative movement in the Inuit communities of Nunavik during the last fifty years and to understand the type of relationships that different population groups (elders, hunters, politicians, etc.), and especially youth, have nowadays with the cooperatives. This project has been approved by the Committee for Research Ethics from the Université du Québec en Outaouais. This research has two stages. A literature review has been first conducted in order to study the existing documents related to cooperatives in Nunavik. We foresee then to realize around fifteen semi-structured interviews with different actors in the Inuit's cooperatives in Nunavik (managers, workers and members of cooperatives) and private entrepreneurs. We aim particularly the youth aged 20 to 30 years and eldest in the communities in order to obtain information that will allow us to gain a comparative historical perspective.

We hereby solicit your participation in this second phase of the research. We invite you to answer some open questions about cooperatives in Nunavik in a semi-structured interview lasting approximately ninety (90) minutes at the time and place of your choice.

Interview procedures

1. Brief presentation of the theme and research objectives;
2. Explanations of ethical conditions (voluntary participation; anonymity of participants and data confidentiality, the right to withdraw at any time);
3. Consent to interview (reading and signature of the consent form);
4. Consent to the recording of the interview;
5. Conduct of the interview;
6. End of the interview and thanks.

New Generations and Inuit Cooperatives Evolution in Nunavik: Prospects and Challenges
INTERVIEW GRID

Questions for employees

1. Would you like to talk to me about yourself (name, age, occupation, family, etc.)?
2. How did you get this job? Why did you choose to work at the cooperative? For how long did you work here?
3. Do you have other occupations or obligations (school, family, other work, etc.)?
4. How is it to work at the cooperative? What are the advantages and disadvantages of working here?
5. If you had the choice, would you prefer to work at the cooperative, in a private enterprise like [donner un exemple de la communauté], or at the municipality? Why?
6. Do you think the cooperative makes a difference in your community? If yes, what difference does it make?
7. How do you think this work experience will help you in the future?
8. Do you think that the cooperative model is well known in your community? And for the youth?
9. What do you think cooperatives should do to improve or adapt themselves to the challenges they face nowadays?
10. What do you think the cooperative should do to inform, interest and stimulate the participation of the youth?
11. How do you feel regarding the values of the youth and that of your elders?
12. Do you think that Internet and the television will have an impact on the values of your community? Why? How? For better or for worse?
13. What are your dreams and aspirations for the future? For that of your community? For that of Nunavik in general?

New Generations and Inuit Cooperatives Evolution in Nunavik: Prospects and Challenges
INTERVIEW GRID

Questions for managers

1. Would you like to talk to me about yourself (name, age, occupation, family, etc.)?
2. How did you get this job? Why did you choose to work at the cooperative? For how long did you work here?
3. How is it to work at the cooperative versus in a private enterprise? What are the advantages and disadvantages of working here?
4. If you had the choice, would you prefer to work at the cooperative, in a private enterprise like [donner un exemple dans la communauté], or at the municipality? Why?
5. How do you think this work experience will help you in the future?
6. What is the mission of this cooperative?
7. Do you think the cooperative makes a difference in your community? If yes, what difference does it make?
8. Do you think that the cooperative model is well known in your community? And for the youth?
9. Do you think this cooperative will last long?
10. What do you think cooperatives should do to improve or adapt themselves to the challenges they face nowadays?
11. What do you think the cooperative should do to inform, interest and stimulate the participation of the youth?
12. How do you feel regarding the values of the youth and that of your elders?
13. Do you think that Internet and the television will have an impact on the values of your community? Why? How? For better or for worse?
14. What are your dreams and aspirations for the future? For that of your community? For that of Nunavik in general?

**New Generations and Inuit Cooperatives Evolution in Nunavik: Prospects and Challenges
INTERVIEW GRID**

Questions for members

1. Would you like to talk to me about yourself (name, age, occupation, family, etc.)?
2. What do you think of this cooperative?
3. What do you think of private entrepreneurship in general?
4. If you had the choice, would you prefer to work at the cooperative, in a private enterprise like [donner un exemple dans la communauté], or at the municipality? Why?
5. Are there any advantages to shop here instead of in a private-owned store [donner un exemple dans la communauté]?
6. Do you think the cooperative makes a difference in your community? If yes, what difference does it make?
7. What do you think cooperatives should do to improve or adapt themselves to the challenges they face nowadays?
8. [Aînés] What do you think the cooperative should do to inform, interest and stimulate the participation of the youth? [Jeunes] What would incite you to work at the cooperative?
9. How do you feel regarding the values of the youth and that of your elders?
10. Do you think that Internet and the television will have an impact on the values of your community? Why? How? For better or for worse?
11. What are your dreams and aspirations for the future? For that of your community? For that of Nunavik in general?

Annexe 3 : Formulaire de consentement pour les participants à l'enquête de terrain



Université du Québec en Outaouais

CONSENT FORM

New Generations and Inuit Cooperatives Evolution in Nunavik: Prospects and Challenges

**Dominique Marchessault, student
Master in Regional Development
Université du Québec en Outaouais**

Thibault Martin, research supervisor

You are invited to participate in a research project that aims to better understand the current role of cooperatives in the Inuit communities of Nunavik and the relationship between young people and those organisations. The objectives of this research project are to portray the role of the cooperative movement in the Inuit communities of Nunavik during the last fifty years and to understand the type of relationships that different population groups (elders, hunters, politicians, etc.), and especially youth, have nowadays with the cooperatives. This project has been approved by the Committee for Research Ethics from the Université du Québec en Outaouais.

This research has two stages. A literature review has been first conducted in order to study the existing documents related to cooperatives in Nunavik. We foresee then to realize around fifteen semi-structured interviews with different actors in the Inuit's cooperatives in Nunavik (managers, workers and members of cooperatives) and private entrepreneurs. We aim particularly the youth aged 20 to 30 years and eldest in the communities in order to obtain information that will allow us to gain a comparative historical perspective.

We hereby solicit your participation in this second phase of the research. We invite you to answer some open questions about cooperatives in Nunavik in a semi-structured interview lasting approximately ninety (90) minutes at the time and place of your choice. If you agree, the interview will be recorded and later transcribed by the interviewer (Dominique Marchessault).

The data collected from this study are completely confidential and will under no circumstances lead to your identification. Your anonymity and the confidentiality of your words will be assured by the codification of the interviews and the names of respondents will not appear in any case on their transcriptions or on any document connected to them. The data will be stored on the personal computer of the student (Dominique Marchessault), protected by a password. The list of respondents, digital recordings and transcripts will be encrypted, which means that access to these documents will be limited by a password known only by the student and research director (Thibault Martin). The participants' names will not be disclosed in the master thesis, any articles and/or other communications containing the results of research, to which you may access in time.

**New Generations and Inuit Cooperatives Evolution in Nunavik: Prospects and Challenges
CONSENT FORM**

Your participation in this study is done on a voluntary basis. You are entirely free to participate or not, and you may withdraw at any time without prejudice. The risks associated with your participation are minimal and the researcher agrees to implement the necessary means to reduce or alleviate them. The contribution to the advancement of knowledge about Inuit cooperatives are the direct benefits anticipated. No monetary compensation is granted under this research project.

If you have questions about this research project, please contact Dominique Marchessault, master's student in Regional Development at the Université du Québec en Outaouais (1 800 567-1283 ext. 2383 or mard17@uqo.ca) or her advisor, Thibault Martin (1 800 567-1283 ext. 2210 or thibault.martin@uqo.ca). If you have questions about the ethical aspects of this project, contact Mr. André Durivage, from the Committee for Research Ethics at the Université du Québec en Outaouais (1 800 567-1283 ext. 1781 or andre.durivage@uqo.ca).

Your signature certifies that you have clearly understood the information regarding your participation in the research project and indicate that you agree to participate. It does not mean that you agree to dispose of your rights and to release the investigators or officials of their legal or professional responsibilities. Your participation should be as informed as your initial decision to participate; you must know all the ins and outs during the course of research. Accordingly, you should never hesitate to ask for clarification or new information during the project.

I accept the recording and transcription of the interview.

I do not accept the recording and transcription of the interview.

With your permission, we'd like to keep the data collected at the end of this project for other research activities in the same area where you are today invited to participate. To safeguard your personal data and your identity, data will be anonymised, so it will be impossible for anyone to be able to connect them to your identity. We pledge to respect the same rules of ethics for this project.

There is no need to consent to this component to participate in this research. If you refuse, your data will be destroyed at the end of this project. If you agree, your data will be retained for a period of fifteen (15) years after the end of this project and then destroyed.

I agree to secondary uses of data that I provide.

I do not agree to secondary uses of data I provide.

**New Generations and Inuit Cooperatives Evolution in Nunavik: Prospects and Challenges
CONSENT FORM**

Having considered the information regarding my participation in this research project, I affix my signature to mean that I agree freely to participate. The form is signed in two copies and I keep one copy.

Name of Participant: _____

Signature of Participant Date

Name of Searcher: _____ DOMINIQUE MARCHESSAULT _____

Signature of Searcher Date

Annexe 4 : Liste des entretiens effectués lors de l'enquête de terrain

Date de l'entretien	Code	Sexe	Tranche d'âge approximative
11 avril 2011	MQ1	H	40-49
	MQ2	H	60-69
	MQ3	F	60-69
12 avril 2011	GQ1	F	40-49
	EQ1	H	18-19
13 avril 2011	MQ4	F	40-49
	MP1	F	60-69
17 avril 2011	MP2	H	50-59
18 avril 2011	GP1	H	60-69
	GP2	H	50-59
	MP3	F	60-69
	MP4	F	20-29
	MP5	F	30-39
19 avril 2011	MP6	H	60-69
	MP7	F	60-69

LÉGENDE		
Types	Lieux	Sexe
M : Membre	Q : Quaqtatq	H : Homme
G : Gestionnaire	P : Puvirnituaq	F : Femme
E : Employé		